

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Essai sur les Causes de la Décadence de l'Empire Ottoman

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 8 Mars 1929, à 2 heures

par

ABDOULLAH ZÉKI

Licencié en Droit de la Faculté de Paris

Président : M. G. GIDEL

Suffragants { MM. LE FUR
J. BARTHÉLEMY

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, rue de Maubeuge, 45

PARIS

—
1929

**ESSAI SUR LES CAUSES
DE LA DÉCADENCE
DE L'EMPIRE OTTOMAN**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Essai sur les Causes de la Décadence de l'Empire Ottoman

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 8 Mars 1929, à 2 heures

par

ABDOULLAH ZÉKI

Licencié en Droit de la Faculté de Paris

Président : M. G. GIDEL

Suffragants { MM. LE FUR
J. BARTHÉLEMY

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, rue de Maubeuge, 45

PARIS

—
1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON FRÈRE,

*en lémoignage de ma grande
admiration.*

Essai sur les causes de la décadence de l'Empire Ottoman

Considérations préliminaires

A la fin du XVI^e siècle, l'empire des Ottomans, en Europe, s'étendait de la Mer Noire et de l'Archipel à l'Adriatique et à la mer Ionienne, et des Carpathes à la Méditerranée. En Asie et en Afrique, il avait sous sa domination : l'Asie Mineure, le Caucase, la Syrie, la Mésopotamie, l'Arabie, l'Egypte, la Tripolitaine, la Tunisie et l'Algérie.

A la même époque, l'armée ottomane faisait trembler tous les Etats et était, suivant le dire du Général Comte Montecuculli, la plus instruite et la mieux disciplinée de l'Europe. Quant à la marine, la Turquie fut, jusqu'au XVII^e siècle, la première puissance maritime de l'Europe. Elle était maîtresse de toute la Méditerranée et de la Mer Noire. La richesse de l'Empire Ottoman était devenue légendaire et les ressources du trésor public étaient considérables, à

tel point que suivant la correspondance des Négociations, Sultan Suleiman reçut de Charles IX, en 1563, une demande d'emprunt.

En un mot, à cette époque, l'Empire Ottoman était le plus puissant de tous les Etats de l'Europe.

Cependant, dès le début du siècle suivant, les finances de l'Empire étaient complètement désorganisées, de telle sorte que les Sultans commencèrent à altérer les monnaies et à opérer de nombreuses confiscations. Ils empruntèrent abusivement aux Etats étrangers et finalement firent banqueroute en 1876.

L'armée perdit toute sa force, et au lieu de défendre les frontières qui étaient menacées de tous les côtés, elle fit cause commune avec les rebelles et les factieux pour provoquer des guerres civiles et pour combattre l'autorité du pouvoir central. Quant à la marine ottomane, elle n'existait plus au XIX^e siècle.

En 1606, la Porte signait la paix de Sitvatorok. Cette paix « fixait pour la première fois une borne à la conquête ottomane qui jusqu'alors avait menacé l'Occident ».

Le 29 janvier 1699, fut signé le traité de Carlowitz. La Turquie céda la Hongrie, et la Transylvanie ; la Russie recevait Azof, tandis que la Morée jusqu'à l'Examilon et presque toute la Dalmatie passaient sous la domination vénitienne. C'était le premier démembrement de l'Empire Ottoman.

Soixante quinze ans plus tard, la Russie victorieuse imposait aux représentants du Sultan, le 21 juillet 1774, le traité de Kutchuck-Kainardji. Par ce traité, la Porte reconnaissait l'indépendance de la Crimée, du Boudjak et du Kouban ; accordait aux Russes la libre navigation de la Mer Noire, leur cédait plusieurs territoires, acceptait le criminel partage de la Pologne. La Valachie et la Moladavie passaient sous le protectorat des tzars. Ces derniers obtenaient en outre un droit d'intervention en faveur des sujets chrétiens de l'Empire ottoman.

De nombreux traités désastreux conclus au cours du XIX^e siècle et ceux conclus en 1912 et 1913 enlevèrent à l'Empire la plupart de ses territoires et obligèrent la Porte à reconnaître l'indépendance de la Grèce, de la Serbie, du Monténégro, de la Roumanie et de la Bulgarie. L'Empire Ottoman était complètement disloqué, désorganisé et condamné à mourir.

Il disparut le 24 juillet 1923, laissant la place à une République jeune, vigoureuse et réaliste, la République Turque dont l'idéal est le progrès.

Cependant, on avait essayé de sauver cet empire moribond. Des Sultans, comme Moustafa III, Selim III, Mahmoud II et des grands visirs, comme les Kupruli, comme Ragybe pacha, Réchid pacha, Ali pacha, Midhat pacha avaient tenté de sauver l'empire en réformant ses institutions politiques et militaires, ses

lois, son outillage économique, etc... On fit appel aux officiers, aux ingénieurs étrangers pour réformer l'armée et la marine ; on décréta de nombreuses lois pour supprimer ou pour remplacer certaines institutions. De grandes chartes furent octroyées par les Sultans, en 1839 et en 1856, à leurs sujets, promettant notamment l'égalité devant la loi, des réformes administratives, etc..., etc...

Or voici quels ont été les résultats de toutes ces tentatives de réformes, d'après les enquêtes anglaise, française, et russe, ouvertes en 1867 : « l'enquête faite par les gouvernements européens constata que l'égalité promise en 1856 n'avait pas été réalisée. L'admission des chrétiens aux emplois était illusoire, on ne les acceptait que dans les emplois subalternes... Les tribunaux mixtes étaient trop rares, d'ailleurs les chrétiens n'avaient pas le courage d'y siéger ; un chrétien ne pouvait obtenir justice contre un musulman, son témoignage n'était pas écouté ; le seul procédé pour se faire rendre justice était d'acheter deux témoins musulmans. Dans l'armée les Chrétiens ne voulaient pas servir avec les musulmans, les musulmans ne voulaient pas obéir à des infidèles, l'armée restait musulmane. La procédure publique dans les tribunaux restait illusoire. la police gardait les abords de la salle ; les prisons étaient horribles, les gendarmes se recrutaient parmi les malfaiteurs. La ferme

des impôts qu'on avait abolie, avait été rétablie, le budget était illusoire, le contrôle de la cour des comptes insuffisant, les concussionnaires n'étaient pas poursuivis ; le Conseil suprême de justice ne s'était réuni qu'une fois (1) ».

Ainsi donc, malgré les efforts déployés, malgré la bonne volonté et l'énergie de certains Sultans, les réformes ont en grande partie avorté et l'Empire Ottoman disparut. Pourquoi ?

C'est à cette question que j'essayerai de répondre dans cette thèse.

La recherche et l'analyse des causes de la décadence si rapide d'un si grand empire doit présenter un grand intérêt, non seulement historique, mais encore et surtout sociologique et juridique. N'y a-t-il pas assez souvent, sinon toujours, une connexité étroite entre les institutions d'un état et son évolution ?

En réalité une telle étude, qui présente de grandes difficultés à cause de son caractère à la fois général et synthétique, devrait échapper à ma faible compétence. C'est pourquoi je m'empresse de dire que je veux simplement faire un essai qui sera bientôt refoulé au dernier plan par les études infiniment

(1) Seignobos, *l'Europe Contemporaine*, 6^e édition p. 598.

plus compétentes et plus approfondies que les historiens de métiers ne tarderont pas d'entreprendre.

Avant d'exposer le plan de cette thèse, je voudrais dire quelques mots sur la méthode que j'ai adoptée. Dans une étude fort intéressante, publiée dans la *Revue des Deux Mondes*, Guglielmo Ferrero écrivait ce qui suit : « On a discuté à perte de vue sur les raisons pour lesquelles la civilisation antique a, en si grande partie, disparu : et l'on comprend que ce sujet ait tenté et tente continuellement les esprits, car peu de civilisations ont été plus glorieuses dans leur épanouissement et ont subi un plus fatal destin.... Certains accusent les invasions des Barbares, oubliant qu'il faut alors expliquer comment un si grand empire qui détenait le trésor de toute la science militaire de l'époque, n'a plus été capable, à un certain moment, de défendre ses frontières contre des peuples qui tenaient de lui les premiers rudiments de l'art de la guerre et du gouvernement. D'autres attribuent cette ruine au christianisme ; d'autres encore à la prépondérance que prirent dans l'Empire les classes inférieures et les populations plus barbares ; d'autres enfin aux impôts écrasants et à l'absolutisme du gouvernement. Mais toutes ces explications, partiellement justes, n'expliquent rien, si on ne démontre pas en même temps pourquoi le christianisme put, à un moment donné, imposer à l'Empire des doctrines et des insti-

tutions, qui devaient anéantir presque complètement sa forme politique et militaire ; pour quelles raisons les races qui peuplaient l'Empire se mêlèrent en redevenant toutes barbares ; comment il se fit que l'Etat finit par étrangler l'Empire avec son absolutisme impitoyable et sa finance insensée. Tous ces terribles phénomènes de décomposition sociale doivent avoir une cause première qu'il faut mettre à jour. (1). »

Adoptant la méthode du savant historien, j'ai essayé de ramener, autant que j'ai pu, les nombreuses causes de la décadence de l'Empire Ottoman à des causes primordiales ou, comme le dit Guglielmo Ferrero, à des causes premières. Ainsi j'ai trouvé les quatre causes principales suivantes :

I. — La Religion principe fondamental de l'Etat, d'où les trois conséquences suivantes : A) entraves aux réformes ; B) Influence et Résistance de l'Aristocratie des Ulémas ; C) l'existence de véritables *imperia in imperio*.

II. — L'affaiblissement du pouvoir central, d'où l'anarchie.

III. — Détresse économique.

IV. — La politique impérialiste de la Russie.

La plupart des historiens qui ont écrit sur l'Empire Ottoman ont passé sous silence les causes de la

(1) Revue des Deux Mondes, 15 septembre 1919, p. 324-325.

décadence de cet empire. Ceux qui ont voulu en parler, y ont simplement consacré quelques lignes ou quelques pages, en citant d'ailleurs comme causes fondamentales, des causes qui sont en réalité secondaires ou, si l'on veut, de simples conséquences dérivant des causes primordiales.

En outre il faut noter que la majorité des auteurs ont écrit avec une partialité flagrante sur laquelle il est par conséquent inutile d'insister.

Cependant des auteurs comme Quoutchou-Bey, Juchereau de St-Denys, de la Jonquière, Engelhardt, ont donné des indications assez justes sur les causes de la décadence de l'Empire Ottoman et je dois beaucoup à leurs travaux.

PLAN DU LIVRE

PREMIÈRE PARTIE.

CHAPITRE I

LA RELIGION PRINCIPE FONDAMENTAL DE L'ETAT.

Considérations générales — Confusion de l'Eglise et de l'Etat — Prépondérance de la loi religieuse — Conséquences : entraves aux réformes ; influence et résistance des Ulémas ; imperia in imperio ou coexistence de plusieurs nationalités.

CHAPITRE II

AFFAIBLISSEMENT DU POUVOIR CENTRAL

Anarchie — Démembrement de l'Empire Ottoman.

CHAPITRE III

DETRESSE ECONOMIQUE

Etat déplorable de l'Agriculture, de l'industrie et des finances — Les causes.

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre unique

LA POLITIQUE IMPERIALISTE DE LA RUSSIE

La Russie et les Chrétiens de l'Empire Ottoman
— *Panslavisme* — *La Russie provoque et favorise la*
dislocation de l'Empire ottoman pour s'emparer de
Constantinople.

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

PREMIERE PARTIE

Chapitre Premier

LA RELIGION PRINCIPE FONDAMENTAL DE L'ETAT

Considérations générales — Confusion de l'Eglise et de l'Etat — Prépondérance de la loi religieuse — Conséquences : entraves aux réformes ; influence et résistance de l'Aristocratie des Ulémas ; existence de véritables imperia in imperio.

« Les croyances religieuses ont toujours constitué, dit M. G. Le Bon, l'élément le plus important de la vie des peuples et par conséquent de leur histoire. Les plus considérables des événements historiques, ceux qui ont eu la plus colossale influence, ont été la naissance et la mort des dieux. Avec une idée religieuse nouvelle naît une civilisation nouvelle. A tous les âges de l'humanité, aux temps anciens comme aux temps modernes, les questions fondamentales ont toujours été des questions religieuses. Si l'humanité pouvait permettre à tous ses dieux de mourir, on pourrait dire d'un tel événement qu'il serait par ses consé-

quences le plus important de ceux qui se sont accomplis à la surface de notre planète depuis la naissance des premières civilisations (1). » L'histoire est là, pour prouver l'exactitude de cette assertion. Les événements les plus importants du passé ont eu pour causes principales les croyances religieuses des peuples.

Comment expliquer, en effet, l'autorité des Pharaons et l'influence de l'aristocratie sacerdotale en Egypte sans tenir compte de la religion de ce pays ? Comment comprendre l'histoire du peuple d'Israël sans prendre en considération les causes mystiques ? « Regardez, dit Fustel de Coulanges, les institutions des anciens sans penser à leurs croyances, vous les trouverez obscures, bizarres, inexplicables. Pourquoi des patriciens et des plébéiens, des patrons et des clients, des cupatrides et des thètes, et d'où viennent les différences natives et ineffaçables que nous trouvons entre ces classes ? Que signifient ces institutions lacédémoniennes qui nous paraissent si contraires à la nature ? Comment expliquer ces bizarreries iniques de l'ancien droit privé : à Corinthe, à Thèbes, défense de vendre sa terre ; à Athènes, à Rome, inégalité dans la succession entre le frère et la sœur ? Qu'est-ce que les jurisconsultes entendaient par l'agnation, par les gens ?... Mais en regard de ces institutions et de ces

(1) *Evolution des Peuples*, 144.

lois, placez les croyances ; les faits deviendront aussitôt plus clairs et leur explication se présentera d'elle-même (1) ».

La révolution de 1648 en Angleterre eut pour cause le fanatisme, et si l'on ne connaît pas l'histoire religieuse de l'Angleterre sous le règne des Stuart, on sera tenté d'expliquer la colonisation de l'Amérique du Nord par des considérations d'ordre purement biologique et économique, alors qu'il s'agit surtout des émigrations déterminées par les persécutions religieuses.

Enfin, il est à peine nécessaire de dire que la religion a présidé à la floraison de la civilisation arabe, à la formation des croisades, à l'organisation de l'Inquisition et à la naissance des guerres de religion.

Ainsi donc la religion nous explique la plupart des événements historiques et des institutions anciennes. C'est elle qui va nous expliquer aussi une grande partie de l'histoire de l'évolution de l'Empire Ottoman.

Le sultan détenait à la fois le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. En tant que chef spirituel, il portait le titre de Kalife, de Commandeur des Croyants ; il était parfois appelé Zilloulah (Ombre de Dieu). Le Code Multeka définissait ses pouvoirs de la manière suivante : « Le chef suprême des Musulmans doit être majeur, sain d'esprit et du sexe masculin.

(1) La Cité Antique, p. 3.

Il est le *dépositaire* du code sacré et le conservateur des lois. Il *préside* à la prière des vendredis et aux fêtes du baïram. A lui seul appartient de constituer les agents du pouvoir, de faire la paix et la guerre, d'administrer les finances, en un mot de gouverner l'empire. Sa personne doit être sacrée. Sa magistrature suprême, sa souveraineté absolue sur tous les musulmans, le mettent au-dessus des lois et à l'abri de toute peine afflictive. Il ne doit cependant se permettre aucune innovation dans la législation canonique, etc. » Cette confusion de l'Eglise et de l'Etat présentait une particularité remarquable : c'est que, suivant l'expression de M. Seignobos, *l'Eglise faisait la loi à l'Etat*. Par suite de ce vice de constitution, la religion devint le principe fondamental de l'Etat ottoman. Elle lui donna ses lois civiles et politiques. C'est grâce à elle que l'autorité funeste des Ulémas put naître et se développer. C'est enfin elle qui régla la conduite des empereurs ottomans à l'égard des peuples vaincus. Comme l'a dit Engelhardt, le mahométisme qui avait fondé l'Etat, en était resté le régulateur souverain et absolu.

En effet, comme la religion judaïque, l'islam, à la différence du Christianisme qui recommande de laisser à César ce qui lui est dû, s'occupe d'une foule de questions qui doivent rentrer plutôt dans la compétence du pouvoir temporel. Dans le Coran, à côté des préceptes purement religieux, se rapportant à la vie

future, nous trouvons toute une législation qui traite de la succession, du mariage, du droit de propriété, du droit pénal, du droit commercial et du droit public. « Toutes les branches de l'organisation sociale de l'Islam ont le même caractère ; elles sont réglementées par le même code. La législation entière, et sa partie théorique plus que tout autre, a été, au moment de sa création comme aujourd'hui, de pures révélations ». Le Coran était donc la principale source de la législation de l'Empire Ottoman.

La religion formulait non seulement les lois civiles et politiques de l'Empire, mais encore elle prétendait régler toutes les circonstances de la vie, toute l'activité sociale et individuelle jusqu'au genre de costume que devaient porter les fidèles. Des règlements émanant des autorités religieuses déterminaient la forme de la coiffure conforme aux prescriptions religieuses. C'est ainsi que le turban était considéré comme une coiffure sacrée. Certains muftis se montraient tellement zélés, qu'ils réglaient non seulement la forme, mais encore les dimensions de ces turbans.

La religion s'empara de toutes les choses, et le peuple commença à ne voir autour de lui que diable, anges, démons, car la religion avait fait alliance avec la superstition. Par suite de cet empiétement de plus en plus grandissant de la religion, l'empire devint com-

me une vaste confrérie dont le sultan était le supérieur, confrérie où chaque institution, chaque objet avait un caractère sacré.

Cet état de choses a été résumé d'une façon magistrale par le Maréchal de Moltke : « De même que la loi mosaïque, l'islam s'étend sur une foule d'objets extérieurs. Il élève des règlements de police au rang de dogmes religieux, s'opposant au développement de l'esprit, de la culture générale et des intérêts matériels. C'est un crime que de disséquer un corps humain : la chirurgie ne peut donc point faire de progrès, et la croyance en la prédestination s'oppose aux mesures contre la peste. L'art de la peinture est exclu parce que les hommes et même les animaux demanderont compte de leur âme à celui qui les aura représentés; la signification fatale du mois de sifer, la honte du lundi, etc... règlent les entreprises militaires, sans que l'on tienne compte de la saison et de la température. L'obligation légale de prendre un bain dans des circonstances déterminées autorise à négliger toute espèce de service et le jeûne du Ramazan interdit toutes les affaires. Un nombre immense de personnes sont frappées de cécité, parce que l'œil du vrai croyant ne doit pas être protégé par un parasol, et qu'il est tenu, lorsqu'il est en prière, de toucher la terre de son front. Le soldat porte des bottes qui lui rendent la marche impossible, parce qu'il est obligé

de les quitter cinq fois par jour pour faire ses ablutions ».

Jusqu'ici, j'ai exposé l'union intime qui existait entre la religion et l'Etat et comment ce dernier était dominé par la religion. Maintenant, je vais étudier les conséquences qui résultaient de cet état de choses. Ces conséquences peuvent être énoncées de la façon suivante : 1° Entraves aux réformes ; 2° Influence et résistance de l'Aristocratie des Ulémas ; 3° Imperia in imperio ; absence d'assimilation.

SECTION I

ENTRAVES AUX REFORMES

La confusion de l'Eglise et de l'Etat rendait les réformes et les innovations sinon impossibles, du moins extrêmement difficiles. En effet, toutes les fois que l'on voulait admettre une institution nouvelle, une loi nouvelle, ou appliquer une invention nouvelle, on devait suivre une *procédure vralment énervante et décourageante* : le législateur était obligé de justifier les réformes qu'il se proposait d'accomplir, non pas, comme on le croirait de prime abord, en se basant sur des considérations rationnelles, c'est-à-dire en montrant

leur utilité à la sécurité de l'empire, de ses habitants, au commerce ou à l'agriculture du pays, *mais en invoquant et démontrant la conformité de ces réformes avec les principes de la religion*. « Le musulman, tout mauvais musulman qu'il puisse être, dit Sawas Pacha, ne peut accepter sans abjurer une vérité de n'importe quelle nature — toutes les vérités sont religieuses pour le musulman — si elle n'est pas islamisée, c'est-à-dire s'il ne lui est pas démontré qu'elle s'appuie sur l'une des assises sacrées jetées par Dieu et son prophète ». (1). La procédure qui consistait à prouver cet accord, cette conformité des réformes avec les principes religieux, s'appelait « Idjtihad » c'est-à-dire « effort législatif » : on cherchait dans les sources sacrées une preuve établissant le caractère légal des innovations que l'on voulait introduire. Un exemple nous fera comprendre davantage en quoi consistait cette procédure bizarre : « Le sultan Mahmoud voyait ses Etats ravagés par la peste. L'Europe avait pourtant su se préserver de ce fléau par les quarantaines. Il décida de mettre en vigueur dans son empire le régime sanitaire établi en Europe. Il fit venir les savants et leur demanda de qualifier islamiquement l'ensemble des mesures prophylactiques formant les quarantaines. *Ils durent chercher....* Ils trouvèrent dans la parole de

(1) Théorie du Droit musulman, p. 27.

Dieu l'ordre qui prescrit à l'homme de « ne pas entrer dans le mal s'il est hors du mal ». Ils trouvèrent également dans la conduite du Kalife Omer une preuve qui répondait exactement à la question posée par le souverain. Le Kalife avait arrêté dans sa marche vers Damas une expédition qui avait déjà fait une grande partie de la route, parce qu'il avait appris que des cas de peste avaient été observés dans cette ville. Le sultan Mahmoud institua donc les quarantaines dans son empire, en agissant en pleine conformité avec la volonté de Dieu ». *Ainsi l'utilité hygiénique des quarantaines ne suffisait nullement pour qu'on les instituât dans l'empire. Il fallait établir auparavant leur conformité avec les principes religieux.*

Ce travail d'exégèse législative était fait par le Cheikul-Islam et ses auxiliaires qui exprimaient leurs avis par des actes appelés « fétvas ».

Les réformateurs ottomans ont été obligés d'employer ce procédé énervant, pour doter l'empire de certaines institutions européennes et pour introduire certaines innovations. Mais au prix de quels efforts, de quelles difficultés ! Toujours il a fallu obtenir le fétva, c'est-à-dire le consentement officiel et écrit du Cheikul-Islam pour légitimer ces innovations aux yeux du public. C'est ainsi que le sultan dut s'adresser au Cheikul-Islam en 1826 pour obtenir un fétva légitimant la suppression des Janissaires et l'adoption

du système militaire européen. Le fétva invoquait le dicton suivant du prophète Mahomet « la guerre est un jeu au plus fin ». On interprétait ces paroles du prophète en disant qu'elles avaient pour but l'instruction militaire des troupes, et des chefs destinés à les commander.

« Les chrétiens, disait-on, sont actuellement plus fins dans la science de la guerre ; ils ne le seront plus du moment que nous suivrons les préceptes de notre saint prophète ».

De même, lorsqu'en 1872 l'on commença à rédiger le nouveau code civil ottoman, on s'inspira directement des sources sacrées et l'on soumit le projet à l'approbation du Cheikul-Islam dont les observations ont donné lieu à la modification du projet primitif.

C'est ainsi aussi qu'un jurisconsulte, Ibni Abbedine discutait en plein XIX^e siècle si la religion autorisait la construction des chemins de fer et l'emploi des aérostats.

Cette procédure n'était pas seulement absurde et énervante, mais encore elle était insuffisante et inopérante lorsqu'il s'agissait de modifier les dispositions fondamentales de la législation et des institutions impériales qui étaient absolument intangibles. Dans ce cas, c'est-à-dire lorsqu'on était obligé de modifier certaines dispositions fondamentales, la nécessité seule — par exemple une pression étrangère, l'intervention des

puissances — obligeait à accepter et à supporter la réforme, à *condition de restaurer les lois anciennes dès que la nécessité disparaît*. « L'état de compression où est arrivée la vie du monde musulman, dit Snouck Hurgronje, a suscité de nombreux cas d'une pareille nécessité.... En voici quelques exemples entre mille : d'après la loi, le prince des croyants devrait forcer par les armes les peuples européens à embrasser l'islam ou à reconnaître son autorité ; or il donne aux Francs des privilèges au détriment de ses propres sujets ; il introduit des livres de droit à l'européenne, ou plutôt il les fait publier ; il interdit la vente des esclaves alors que la loi sacrée la permet explicitement. » C'est donc sous l'empire de la nécessité, de la contrainte que l'on proclama l'égalité des musulmans et des sujets chrétiens, l'admission de ces derniers aux emplois publics et enfin l'adoption du code pénal et du code de commerce français. Mais malheureusement, la plupart de ces réformes sont restées lettre-morte, comme nous l'avons vu dans les considérations préliminaires de ce livre. Acceptées sous l'empire de la contrainte, comme nous venons de le dire, elles étaient écartées ou du moins rendues inefficaces à la première occasion. « Le musulman se soumet à une loi non islamisée ; *il la subit tant qu'il n'est pas le plus fort*. D'après un dogme fondamental de la législation, le dogme de la contrainte, son impuissance enlève alors à sa con-

duite le caractère de l'abjuration ; mais aussitôt que la force, qui rend la contrainte effective, cesse, le musulman s'estime obligé de se dérober à l'action d'une loi qui lui est imposée sans qu'il soit démontré qu'elle est conforme à la parole de Dieu et à la conduite du Prophète. S'il continue à obéir à une loi non islamisée après que la force exerçant la contrainte s'est amoindrie, il se croit menacé du feu éternel » (1).

Ainsi, alors que tous les Etats de l'Europe jouissaient d'une prospérité de jour en jour grandissante, développaient leur industrie et leur commerce, modifiaient leurs législations selon les besoins de l'époque, et acquéraient de la sorte une puissance à la fois économique et militaire, l'Empire Ottoman et toutes ses institutions demeuraient dans une immobilité terrifiante par suite de nombreuses entraves qui arrêtaient l'effort des réformateurs ottomans.

SECTION II

L'Aristocratie des Ulémas. — Leur influence et leur résistance. — Monopole de l'enseignement.

Les lois civiles et politiques de l'empire Ottoman étant, comme nous l'avons vu, de pure révélation, leur interprétation et leurs applications devaient nécessai-

(1) Sawas pacha, Droit musulman, 27 et 28.

rement incomber aux théologiens, uniques dépositaires de la science sacrée.

Ainsi devenus juges, les théologiens ne tardèrent pas d'acquérir un prestige considérable et s'organisèrent en un corps puissant. C'est là l'origine première de cette formidable aristocratie de jurisconsultes-théologiens ou si l'on veut de prêtres-juges et qui portaient en Turquie « le titre élevé de Alem, mot dont nous employons d'ordinaire la forme plurielle Uléma en la considérant comme un singulier ».

C'est là d'ailleurs un phénomène assez commun dans toutes les sociétés théocratiques. Dans l'Egypte ancienne, type accompli de la théocratie, nous voyons une formidable aristocratie de prêtres faisant la loi aux Pharaons. Il en était de même dans l'Empire Israélite et chez les Chaldéens. Dans les états modernes où les doctrines théocratiques ont exercé à un moment donné leur influence, surtout au Moyen-Age et aux XVI^e et XVII^e siècles, nous remarquons l'aristocratie cléricale exercer un pouvoir prépondérant dans l'Etat. Il en était ainsi en Espagne, en France, en Angleterre et surtout en Russie où les prêtres ont joué, avant Pierre le Grand, le même rôle qu'en Turquie.

Je vais d'abord exposer les privilèges des Ulémas, et ensuite j'étudierai le rôle qu'ils ont joué dans l'Empire Ottoman.

Voici ce qu'écrivait J. de Saint-Denis sur les privilèges des Ulémas : « Le muphti (chef des Ulémas) et le grand vizir sont les lieutenants du Grand Seigneur, l'un dans l'exercice de sa puissance spirituelle, l'autre pour l'autorité temporelle. Ces deux grands officiers de l'empire sont égaux en dignité et marchent sur la même ligne.... Mais le muphti est l'oracle de la loi : toutes les nouvelles lois et les questions relatives aux grands intérêts de l'empire doivent lui être soumises ; il partage, par ses fétvas ou ses décisions légales, la puissance législative du souverain et l'action du gouvernement. Il dirige aussi, comme chef d'un corps dont les principaux emplois sont soumis à sa nomination, l'influence politique que celui-ci a acquise. Le grand vizir au contraire, n'est que la créature de la faveur et n'a d'existence que par elle. La mort était presque toujours le terme de sa grandeur précaire ; tandis que le muphti n'avait à craindre que la destitution et l'exil.

D'ailleurs ce dernier châtiment, que le souverain peut infliger sans danger lorsqu'il n'a d'autre intention que de punir les prévarications et les intrigues personnelles d'un muphti trop avide ou trop remuant, aurait des résultats funestes si ce pontife était considéré par les Ulémas comme la victime malheureuse de son zèle pour la religion, l'Etat et les intérêts de son corps... L'obstination du gouvernement, dans un

pareil cas, produirait infailliblement une insurrection dangereuse pour le souverain et toujours fatal à ses ministres.

Tel est l'effet de la puissance qu'a acquise et qu'exerce par son chef un corps qui, autrefois faible, soumis et respectueux, n'était que l'instrument aveugle de l'autorité souveraine, et qui est parvenu par sa politique et ses privilèges, à se rendre indépendant d'elle et à la maîtriser.

Les privilèges communs à tous les Ulémas sont de ne payer aucune taxe ni aucune imposition publique, de ne pouvoir pas être punis de mort et de n'être pas exposés à la loi arbitraire des confiscations. Seuls ils jouissent de ces prérogatives dans un pays où la mort et les confiscations étaient les moyens ordinaires dont le monarque se servait à l'égard des fonctionnaires publics pour affermir sa puissance et augmenter ses revenus... Mais le plus grand privilège que les chefs des Ulémas ont retiré des calamités publiques et de la faiblesse du gouvernement est d'avoir réussi à former dans leur corps une véritable aristocratie ». (1).

« On consulte les Ulémas, dit Houdas, dans tous les cas douteux et les avis qu'ils émettent ont la valeur

(1) Hist.de l'Empire Ottoman I, 327 et suivantes.

de véritables décisions, même quand ils se prononcent isolément ».

Voyons maintenant l'influence que ces hommes ont exercée sur les destinées de l'Empire Ottoman, grâce au caractère théocratique de ce dernier. Cette influence s'est manifestée sous les deux aspects suivants : 1^o opposition aux réformes ; 2^o monopole de l'enseignement.

I. — **Opposition des Ulémas aux réformes :** C'est là un effet tout naturel de l'instinct de conservation. Toutes les réformes, surtout celles qui portaient la marque européenne, devaient naturellement porter atteinte à la constitution théocratique de l'empire. Laïciser l'état, les lois, adopter les codes étrangers, créer des tribunaux laïcs signifiaient la suppression pure et simple des privilèges et des charges des Ulémas et par conséquent l'anéantissement de leur formidable puissance. Leur situation présentait des similitudes avec celle des membres des parlements ou des corporations en France sous l'ancien régime.

Ils étaient nécessairement conservateurs non seulement par fanatisme, mais encore et surtout par intérêt. En faisant opposition aux réformes, ils défendaient leurs intérêts qui étaient menacés.

Pour mieux se défendre, ils firent alliance avec les Janissaires qui se voyaient également menacés par les réformes. Alors les guerres civiles et les rebellions

déjà depuis longtemps existant dans l'empire, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, prirent une tournure telle que, si elles avaient duré assez longtemps, l'Empire Ottoman aurait sombré depuis longtemps et sur ses ruines aurait pu s'élever non pas une grande république turque, mais une colonie étrangère.

C'est l'opposition des Ulémas et des Janissaires qui brisa l'œuvre réformatrice de Mustapha III, de Sélim III, qui mourut assassiné par eux. Sultan Mahmoud fut longtemps tenu en respect par ces deux corps rebelles et fanatiques. Un jour le Muphti vint lui présenter au nom des Ulémas un cahier de remontrances dans lequel il se plaignait des impôts projetés, de l'enrôlement des Softas (étudiants en théologie), *de la trop grande tendance à l'introduction des usages européens.*

Lorsque la puissance des Janissaires se trouva anéantie, les Ulémas n'en continuèrent pas moins leur opposition jusqu'à la fin du régime impérial.

Les réformes entreprises par Réchid Pacha rencontrèrent un double obstacle formidable : c'est d'abord le caractère sacré des lois et par conséquent leur immobilité comme nous l'avons exposé dans la première section de ce chapitre, et c'est ensuite la résistance des Ulémas. Vers 1850, il y avait dans l'empire Ottoman deux partis : le parti des jeunes turcs, et le parti des vieux turcs. Les vieux turcs,

c'étaient les Ulémas qui avaient la majorité du pays avec eux. Réchid pacha, leader des Jeunes turcs, fut plusieurs fois renvoyé et remplacé à la tête du gouvernement par des hommes dévoués à la cause de l'opposition.

La situation était d'autant plus grave, que les puissances européennes intervenaient dans les affaires intérieures du pays et avaient des opinions différentes au sujet des réformes en Turquie. La France et l'Angleterre soutenaient les Jeunes Turcs, tandis que l'Autriche et surtout la Russie encourageaient le parti de l'opposition.

Un moment réduits au silence par Midhat Pacha, les Ulémas ne tardèrent pas à reconquérir leur influence sous le règne du Sultan Hamid, et lorsque arriva la révolution de 1908-1910, seuls les Ulémas résistèrent en provoquant une réaction formidable. C'est ainsi que le Comité Union et Progrès dut envoyer en Asie, en novembre 1908, des bataillons pour réprimer les troubles provoqués par les Ulémas qui avaient prêché aux musulmans de ne pas voter. C'est également sous l'impulsion de ces Ulémas qu'éclatèrent, les troubles des 13 et 14 avril en 1908, troubles qui avaient pour but de renverser le gouvernement révolutionnaire des Jeunes Turcs et de restaurer l'ancien régime. Le Vicomte de la Jonquière a décrit d'une façon magistrale cette attitude des Ulémas lors de la révolution de

1908-1910 : « Représentation nationale, liberté, égalité, etc.... toutes ces choses inconnues de l'Orient, toutes ces importations de l'Occident ne leur disaient rien qui valût. Les milliers de proscrits qui revenaient de l'Europe ne rapportaient-ils pas avec eux des idées subversives de la tradition du Chéri (la loi sacrée) ? Certains ne se déclaraient-ils pas partisans de l'émancipation de la femme, voulant la libérer de la claustration du harem et de la servitude du voile ? Ne se montraient-ils pas indifférents à l'observation du *namaz*, les cinq prières réglementaires, qui, pour les masses, constituent toute la religion islamique ? Aussi, dès le lendemain même du rétablissement de la constitution, les Ulémas, tout en prétextant bien haut de leur amour du régime constitutionnel et en déclarant qu'il était conforme au Chéri, étant contenu en germe dans la loi sainte, commençaient un sourd travail de contre-révolution.

Cet état d'âme se traduisit à plusieurs reprises par des faits significatifs. Lors de la discussion à la Chambre de la question de Bosnie-Herzégovine, un uléma député d'Uskubé, déclara sérieusement, aux applaudissements d'un grand nombre de ses collègues, que si on avait perdu ces deux provinces ainsi que la Bulgarie, c'était parce qu'un esprit d'impiété avait soufflé sur l'Islam et qu'on ne faisait plus les cinq prières. Quand le grand vizir Hilmi Pacha donna lecture au

Parlement de sa déclaration ministérielle, le passage où il était dit que le gouvernement emprunterait aux codes européens leurs meilleures dispositions concernant l'agriculture, le commerce et l'industrie, en appropriant ces dispositions aux conditions particulières du pays, provoqua de la part de Mustapha Assim Hodja, député de Constantinople qui passait cependant pour un libéral éprouvé, l'interruption suivante : « Honte, effendi ! Nous avons le Destour et le Coran : cela doit suffire. Qu'avons-nous besoin des lois européennes ? »... Des meetings eurent lieu, réclamant la stricte observation de la loi du Chéri reconnue seule loi de l'empire. Des prédications retentissaient dans les mosquées adjurant tous les bons musulmans de se tenir prêts à défendre l'Islam. Une propagande religieuse active s'exerçait auprès des softas (étudiants en théologie) pour les débaucher, en même temps que des émissaires de Jildiz leur prodiguaient les plus belles promesses..... » (1). Les Ulémas et tous les réactionnaires réussirent finalement à soulever les troupes. Le 13 avril l'insurrection était maîtresse de la ville. Le mardi 13 avril 1909 le Stamboul publiait l'information suivante : « A l'heure où nous mettons sous presse, la garnison de Constantinople, massée en armes et sans chefs sur la place de

(1) De la Jonquièrre Nouv. éd. II. 230-231.

Sainte Sophie, dirigée en réalité par les religieux, commande l'application intégrale du Chéri (les lois sacrées) ».

En somme, ne devant leur influence et leur fortune qu'à la religion et au caractère théocratique de la législation de l'Empire Ottoman, les Ulémas devinrent nécessairement conservateurs et furent à toutes les époques, les apôtres de l'opposition.

II. — L'enseignement public monopolisé par les Ulémas : Assez perspicaces et intelligents lorsqu'il s'agissait de la défense de leurs intérêts, les Ulémas comprirent de bonne heure que l'affaiblissement de l'esprit religieux chez le peuple, surtout du fanatisme et de la superstition, aurait pour conséquence inéluctable la diminution de leur autorité et de leur prestige. Or, pour éviter un tel résultat, il n'y avait qu'un seul moyen, mais très efficace et qui consistait à donner au peuple un enseignement purement religieux et par là entretenir le feu, si utile aux Ulémas, du fanatisme. C'est pourquoi ils accaparèrent l'instruction publique qui resta entre leurs mains jusqu'en 1846.

Jusqu'à cette date, l'enseignement demeura « ce qu'il était au temps des Kalifes » (1).

L'enseignement élémentaire était dirigé par les

(1) C'est-à-dire au VI^e siècle.

imams (curés) des quartiers et l'enseignement supérieur par des docteurs en théologie. Les mosquées ou leurs annexes servaient d'école.

En quoi consistait cet enseignement ? Il était purement et exclusivement religieux et l'on n'exagère nullement en disant que le programme était le même qu'au temps de la naissance de l'Islam. On enseignait la syntaxe, la grammaire, la rhétorique, la versification, la logique, le droit canonique, la jurisprudence, les traditions, l'exégèse, et enfin la dogmatique. Ainsi, comme il ressort de cette nomenclature, les sciences positives et occidentales étaient complètement absentes et même elles étaient considérées, malgré les prescriptions de Mahomet, comme contraires à la religion, car, les Ulémas avaient senti le danger que la religion pouvait courir en présence des vérités que révèlent les sciences physiques et naturelles.

Il ne faut pas croire que cet enseignement était spécial à ceux qui se consacraient à des carrières religieuses, ou à la prédication. Il était commun à tous, s'appliquaient à tous les musulmans quelles que soient les fonctions auxquelles ils se destinaient ; « On y faisait suivre les mêmes cours à ceux des jeunes gens qui se destinaient à la carrière administrative, à la carrière judiciaire et à la carrière cléricale. Tous étudiaient indifféremment la théologie dans le Koran et le Sunna (pratiques du prophète), la calligraphie,

l'empirisme, l'astrologie, l'arabe, etc.... un tel programme n'était certes pas fait pour donner un avant goût de la civilisation européenne ».

Les Ulémas obtinrent les résultats qu'ils avaient escomptés en monopolisant l'enseignement.

En effet, ils réussirent à faire du peuple ottoman une nation dogmatique, fanatique et profondément superstitieuse. C'est là l'explication de la phobie des Ottomans pour tout ce qui venait de l'Occident chrétien. Les Ulémas leur avaient enseigné qu'il n'y avait d'autres sciences que le Coran, la tradition, la scholastique et que ces sciences suffisaient à tous les besoins du peuple.

Ainsi, à l'immobilité des lois, des institutions, venait s'ajouter l'immobilité mentale et intellectuelle du peuple. Alors toutes les réformes, toutes les innovations devinrent impossibles à la grande satisfaction des Ulémas, et de tous les conservateurs. C'est là qu'il faut chercher l'origine des maux dont souffrait l'Empire Ottoman. Une société foncièrement théocratique, un peuple fanatisé par ses directeurs ne pouvaient naturellement pas évoluer et accepter des innovations que les réformateurs voulaient introduire. C'est ce qui n'a pas échappé à un auteur qui s'écriait : « Depuis des siècles, les madresses ou collèges impériaux n'avaient été que de pauvres réservoirs d'instruction. Comment la jeunesse turque aurait-elle trouvé à y

élargir le cercle de ses idées? (1). Malgré le grand nombre des écoles, l'ignorance était telle que Moltke n'exagère nullement lorsqu'il écrit les lignes suivantes : « Il est presque impossible aux Européens, dit-il, de se présenter l'état de l'intelligence en Orient... un turc qui sait lire et écrire se qualifie de savant ». Il raconte qu'un des dignitaires les plus instruits ne pouvait pas croire que la terre fût ronde.

L'histoire nous enseigne que la plupart des grandes révolutions, des grandes réformes ont eu pour cause la volonté des peuples qui demandaient à leur gouvernement la suppression de certains abus, l'introduction de certaines réformes. C'est ainsi qu'à Rome, nous voyons les plébéiens forcer les patriciens, c'est-à-dire les gouvernants à modifier la forme de l'Etat. Il en fut de même de la grande Révolution française, de la révolution de 1848, etc...

Dans l'empire ottoman nous observons un phénomène inverse. Ici, ce n'est plus le peuple qui exige du gouvernement des réformes. C'est le gouvernement qui veut céder spontanément, pour le relèvement de l'Empire, la plupart de ses privilèges. Le gouvernement proposait ; le peuple refusait ! Pourquoi ? C'est simplement parce que le peuple était ignorant ; il était fanatisé par les Ulémas qui considéraient les réfor-

(1) Destrihles, la Turquie, 2^e édit. p. 9.

mes comme une atteinte à leur autorité et à leur prestige. Devenus instituteurs, comme nous l'avons vu, les Ulémas avaient enseigné au peuple que toute modification du Statu quo, de l'état de choses existant était contraire à la religion.

Il y eut certains sultans qui auraient consenti à sacrifier leurs intérêts pour moderniser l'empire. Le baron deTott a fait de Moustafa III l'éloge suivant : « Il voulait attaquer les vices de son gouvernement ; et j'ai lieu de présumer qu'il eût sacrifié jusqu'à celui de son propre despotisme, si ce prince avait vécu ». Sélim III paya de sa tête les réformes qu'il avait voulu introduire. Sultan Mahmoud fut exécré et maudit par le peuple.

L'hostilité contre ce dernier était telle que lorsque Mehmed Ali, révolté contre le gouvernement central, commença sa marche victorieuse sur la capitale, le peuple entier approuva la conduite de l'insurgé. « Le Sultan se fait franc, disait-on, et Mehmed Ali reste musulman ». Dans plus d'une province, « les levées des troupes destinées à combattre le vice-Roi avaient donné lieu à de graves désordres et il n'est pas douteux que la coalition dirigée contre celui que l'on qualifiait de glorieux représentant de l'Islam, commençait à impressionner le vieil esprit turc et à le pousser à la réaction. En Albanie, à Aidine et ailleurs, l'on représentait le sultan comme un musulman d'une foi dou-

teuse et même comme un parjure au Coran (1). »

Malgré leur bonne volonté, malgré le courage dont ils faisaient preuve, ces trois sultans réformateurs ne purent réussir parce que le peuple les désapprouva.

D'ailleurs les sultans qui agissaient de la sorte, c'est-à-dire qui voulaient se sacrifier pour les réformes étaient des exceptions. La majorité des sultans et des ministres pensaient et agissaient comme la foule. Ils étaient aussi ignorants et aussi fanatiques, car, eux aussi, ils avaient reçu la même instruction, subi la même influence que le peuple. Voyez comment parle à ce sujet J. de St-Denys : « Un kodgea ou précepteur, choisi pour son austérité réelle ou apparente parmi les docteurs de la loi, est chargé de les instruire dans le Coran, de leur apprendre les éléments des sciences cultivées autrefois par les Arabes, ainsi que les calculs chimériques de l'astrologie qui sert à diriger les opérations importantes de ce gouvernement et enfin, de leur faire connaître toutes les finesses du farci, ce style bizarre, mélangé d'arabe, de turc et de persan, dont on se sert dans la chancellerie ottomane.

Ce professeur, toujours animé par l'intérêt du corps, auquel il appartient, met sa principale étude à envelopper l'esprit de ses jeunes élèves de tous les préju-

(1) Engelhardt, la Turquie et le Tanzimat, I, 44.

gés qui sont propres à leur inspirer une haute admiration pour l'érudition théologique des Ulémas et un souverain mépris pour les connaissances et la civilisation des peuples infidèles.

Pouvait-on espérer de former des hommes et surtout des princes avec un pareil genre d'éducation ? Il en est sorti en général des êtres abrutis et efféminés (1). »

L'ignorance et la superstition des sultans étaient telles que Moustafa III, qui fut pourtant un des meilleurs sultans et un des premiers réformateurs, chargea Resmi-Ahmed « de demander à Frédéric le Grand trois astrologues et de savoir de lui son secret » pour saisir les moments favorables aux entreprises et choisir les meilleurs généraux. » Frédéric ne se moqua pas de l'envoyé mais lui révéla généreusement les trois secrets de sa chance en politique : étudier l'histoire et profiter de l'expérience ; avoir une bonne armée et l'exercer aussi bien en temps de paix que sur le point de faire la guerre ; garder son trésor garni. « Tels sont, ajouta le roi, mes trois astrologues ; je n'en ai pas d'autres ; je vous prie de le faire savoir à notre bon ami le Sultan ». Un jour Sultan Mehmed IV dut abandonner le sérail de l'Europe et le motif en est donné par R. P. Robert de Dreux : « L'on m'a dit que

(1) Révolutions de Constantinople, I. 18-19.

personne ne loge plus maintenant dans le sérail de l'Europe, parce que le Grand Seigneur allant un jour s'y divertir, y trouva un grand serpent, sur le tapis qui était préparé pour sa hauteesse, ce qui lui fit dire : « Retirons-nous d'ici et que personne n'y vienne plus. puisque Dieu a donné ce lieu pour retraite à cette créature ».

En résumé, par suite du caractère purement religieux de l'instruction publique et surtout par suite de ce qu'elle était entre les mains des Ulémas, le peuple turc était devenu une nation fanatique depuis l'empereur jusqu'au plus humble de ses sujets et la principale conséquence qui résulta de cet état de choses fut l'hostilité du peuple contre les réformes.

SECTION III

*Impéria in império. — Régime municipal. —
Absence d'une politique d'assimilation pacifique.*

L'Empire Ottoman présentait à son apogée un assemblage de peuples de races et de religions différentes, conservant leurs coutumes et jouissant d'une autonomie municipale et juridique très large. Cet état de choses, résultat de la confusion de l'Eglise et de l'Etat,

comme nous le verrons tout à l'heure, porta un coup terrible à l'existence de l'Empire et fut une des principales causes de sa dislocation.

La population de l'Empire Ottoman se composait des éléments suivants :

- I. — Les Turcs.
- II. — Les Bulgares.
- III. — Les Serbes.
- IV. — Les Roumains.
- V. — Les Albanais.
- VI. — Les Grecs.
- VII. — Les Arméniens.
- VIII. — Les Israélites.
- IX. — Les Arabes.
- X. — Les Syriens et les Chaldéens.
- XI. — Les Druzes.
- XII. — Les Kurdes.
- XIII. — Les Zingares.

Quant à la classification de la population par culte « il n'y a pas de pays au monde, dit H. Heuschling, où l'on trouve tant de religions différentes que dans les Etats du Sultan ». En voici la liste :

- I. — Mahométans.
- II. — Chrétiens grecs et arméniens.
- III. — Catholiques romains.
- IV. — Grecs unis.

V. — Arméniens unis.

VI. — Syriens et Chaldéens.

VII. — Maronites.

VIII. — Israélites.

IX. — Les idolâtres.

X. — Sectes diverses.

Ainsi donc, en résumé, l'Empire Ottoman renfermait de nombreux peuples de races et de religions différentes. Il présentait, suivant l'expression de certains auteurs étrangers, l'aspect d'un camp où se seraient assemblées pêle-mêle les principales races du monde qui étaient prêtes à se disperser au premier signal donné.

Au point de vue administratif la plupart de ces différents peuples jouissaient d'une autonomie municipale et juridique très étendue.

Nous étudierons d'abord l'organisation des différentes communautés et ensuite et principalement les causes de cette coexistence de plusieurs nationalités, c'est-à-dire les causes de la non assimilation des peuples conquis et les conséquences qui en résultèrent.

Communauté grecque : Quand Mahomet II entra à Constantinople en 1453, il manda le patriarche grec et lui donna l'investiture avec l'ancien cérémonial en usage à la Cour byzantine et en même temps, par un firman (édit) il accorda de nombreux privilèges aux Grecs,

Quelles étaient les principales prérogatives accordées au patriarche et à tous les Grecs ? Il faut distinguer entre les pouvoirs temporels et les pouvoirs spirituels. Ces derniers ne nous intéressent pas et par conséquent nous pouvons les négliger entièrement.

Les pouvoirs et les privilèges temporels accordés au patriarche se trouvent exposés dans le Khatti-Chérif promulgué par Mahomet II lors de l'installation du patriarche Genadius. Ce Khatti-Chérif était considéré par les Grecs comme leur charte constitutionnelle dont la plupart des dispositions restèrent en vigueur jusqu'à la fin de l'Empire. Le patriarche prit le titre inusité de « Millet Bachi, c'est-à-dire chef de Nation ». Il avait rang de vizir et était assisté d'une assemblée appelée St-Synode. « Toutes les causes civiles et correctionnelles telles que les contrats de mariage, les divorces, les legs, les testaments, les vols et les autres délits de peu d'importance, ressortissaient à son tribunal ». Ce Tribunal était composé des principaux dignitaires grecs et pouvait prononcer des peines telles que l'emprisonnement et les galères. Les Cadis, c'est-à-dire les juges turcs étaient tenus de faire exécuter ces sentences. En outre, le patriarche, comme l'aurait fait le chef d'un état indépendant, entretenait auprès de la Porte un agent qui servait d'intermédiaire entre la Porte et le Patriarchat. Ce qu'il faut remarquer aussi, c'est que le patriarche était élu

par synode grec, et touchait des revenus qui, d'après le mode de leur perception, ne différaient pas beaucoup des véritables impôts.

Le patriarche avait comme auxiliaires, non seulement spirituels, mais encore temporels, les évêques et surtout les curés appelés « papas » qui exerçaient sur leurs paroissiens une juridiction civile assez étendue.

Au point de vue administratif, la nation grecque était divisée en communes. Elles étaient administrées par des magistrats municipaux ou primats qui, tous, étaient grecs, et portaient des titres également grecs tels que proesti, protogeri, gerontés, archoutés, etc... Ils étaient tous élus, et avaient des fonctions civiles et juridiques et jouaient le rôle d'intendant du village.

Mais ce qui était plus grave encore, c'est que chaque commune avait son école où l'enseignement était donné exclusivement en langue grecque par des clercs pourvus de diaconat. Dans les principales villes, il y avait des collèges, des séminaires, des écoles supérieures.

La communauté arménienne : La communauté arménienne, comme celle des grecs, jouissait d'une autonomie municipale et juridique très étendue. Elle était régie au point de vue temporel, par deux organes : le patriarche et le conseil civil. Les attributions du patriarche arménien étaient à peu près les mêmes

que celles du patriarche grec : justice, mariage, divorce, état civil, legs, testament, etc... Quant au conseil civil (coghacagan gioghoul), il était composé de vingt membres, élus pour deux années et confirmés par la Porte. Placé entre cette dernière et la nation arménienne, le conseil jouissait d'une grande autorité qui s'exerçait sur tous les Arméniens de l'empire.

Pour ce qui concerne les provinces, les évêques y représentaient le patriarche. Comme ce dernier, les évêques avaient de nombreuses attributions, et étaient assistés d'un conseil civil et d'un tribunal.

L'organisation des paroisses ou des municipalités soit urbaines, soit rurales était la même que celle des communautés Grecques.

Quant à l'enseignement, il était purement arménien.

Communauté latine : Cette communauté comprenait les latins, les grecs-unis, ou Melkites, les syriens, les chaldéens-unis, les maronites, c'est-à-dire tous les catholiques sujets de la porte, à l'exception des arméniens-unis. Elle était administrée civilement par un délégué (vékil) assisté de quatre députés élus par la communauté. Ce délégué était le représentant officiel de la nation vis-à-vis de la Porte, et le gardien de ses privilèges. Il paie en son nom le kharadj (tribu), juge les différends, écoute les plaintes de ses administrés, les transmet au gouvernement, provoque les mesures qui importent à leur sûreté ou à leur bien-être. Il

entretient dans les principales villes de l'empire des agents qui remplissent les mêmes attributions sous sa surveillance et sous sa responsabilité.

A Constantinople et dans les autres villes où il existe des offices latins, tous les procès en matière civile sont jugés par le vékil ou par ses délégués.

Pour compléter cet exposé relatif aux différentes communautés existantes dans l'Empire Ottoman, il faut rappeler aussi celle des Israélites et surtout les capitulations dont bénéficiaient les ressortissants des différents Etats étrangers.

Ainsi donc, comme nous venons de le voir, l'Empire Ottoman possédait une population éminemment hétérogène, dont les principaux éléments s'administraient eux-mêmes, de telle sorte que l'empire des Sultans présentait des similitudes frappantes avec ceux qui avaient été fondés, à différentes époques, par des conquérants asiatiques, comme Attila, comme Gengis-Han, ou comme Tamerlan. Pour éviter à l'empire Ottoman, le sort de ces différents empires asiatiques, c'est-à-dire la dislocation et finalement l'effondrement, il fallait opérer une fusion complète entre ces différentes races, en pratiquant une politique d'assimilation pacifique, telle que les Romains avaient essayée pour leur empire.

Malheureusement, il n'en fut pas ainsi ; rien ne fut tenté pour faire disparaître les différences ethno-

graphiques et pour faire de la population de l'empire une notion homogène.

La constitution théocratique de l'Empire Ottoman n'a pas permis cette assimilation, parce qu'elle faisait de l'islam la religion de l'Etat.

En effet, l'assimilation d'un peuple conquis doit satisfaire à certaines conditions. Mais il y a une condition essentielle et primordiale sans laquelle aucune assimilation ne serait possible, comme, d'ailleurs, l'a démontré l'histoire de tant d'empires. Cette condition primordiale, c'est la reconnaissance de la qualité de citoyen à tous les membres de la nation que l'on veut absorber. C'est précisément cette condition qui a fait défaut dans l'Empire Ottoman. L'Islam établit une différence quasi absolue entre les musulmans et les non-musulmans. Ces derniers ne peuvent pas posséder les mêmes droits que les premiers, à moins de devenir musulmans. « On tolérait seulement, dit Dozy, les non-musulmans, sans plus ; ils n'étaient pas mis sur la même ligne que les adhérents de l'islamisme et on les regardait comme une race inférieure ».

La condition des non-musulmans et les dispositions auxquelles ils devaient se soumettre se trouvent définies et énumérées dans une « capitulation accordée par Omer à Sophronius, patriarche de Jérusalem, après la prise de cette ville par les Arabes, en l'an 16 de l'hégire (de J. C., 637), et qui servit de modèle

pour toutes les conventions postérieures entre les musulmans et les chrétiens. Elle porte en substance :

Que les Chrétiens paieront une rente annuelle, conformément à la loi du Coran ;

Qu'ils ne pourront ni monter à cheval sur des selles, ni porter aucune espèce d'armes, ni faire usage de la langue arabe dans les devises de leurs cachets, ni vendre d'aucune sorte de vins ;

Qu'ils seront obligés de porter les mêmes espèces d'habits, en quelque lieu qu'ils aillent et auront toujours des ceintures sur leurs vestes.

Qu'ils ne placeront pas de croix sur leurs églises et ne montreront point ouvertement dans les rues des Musulmans les croix dont leurs livres sont remplis ;

Qu'ils ne feront point retentir la ville du bruit de leurs cloches, et n'en laisseront entendre qu'un coup pour annoncer la prière ».

Un jurisconsulte ottoman formulait la même règle de la façon suivante : « Le zimmi (raïa) doit se distinguer du musulman par l'habillement, la monture et le harnais ; il ne doit pas monter sur des chevaux et porter des armes ; il doit mettre en évidence une ceinture de laine ; sa selle doit être un bât. Leurs femmes doivent être distinguées dans la rue et au bain, et leurs maisons signalées pour que le muslim n'aille pas y chercher de secours ».

Ainsi la population de l'Empire se trouvait divisée

en deux classes distinctes, d'une part les musulmans, de l'autre part les non-musulmans qui étaient appelés raïas (troupeaux).

« Les Musulmans, dit M. Seignobos, formaient une démocratie entre eux, mais une aristocratie à l'égard des raïas. La société ottomane démocratique par son régime social, était devenue aristocratique par sa religion. Elle se composait de deux classes, l'une exclue de tout droit politique, l'autre en possession exclusive du pouvoir, classes forcément inégales et hostiles et qu'on ne pouvait fondre puisqu'elles étaient séparées par des haines de religion. L'inégalité politique avait produit l'inégalité sociale ; partout les musulmans étaient propriétaires et seigneurs, les chrétiens tenanciers et sujets » (1). L'habitude de considérer les chrétiens comme leurs inférieurs, était si profonde chez les ottomans musulmans que lorsque Sultan Mahmoud décréta en 1839 l'égalité de tous ses sujets sans distinction de religion ; ce fut une explosion formidable du mécontentement populaire, de telle sorte que les rares réformes que l'on avait pu accomplir se trouvèrent en danger.

Si la société ottomane eut été constituée autrement, si le gouvernement se fut présenté seulement comme « l'arbitre des personnes et le tuteur des intérêts », si

(1) L'Europe Contemporaine, 6^e édit. 588.

la loi protégeait également les deux peuples, peut être le rapprochement et l'assimilation seraient opérés à la longue. Mais la confusion de l'Eglise et de l'Etat, de la loi civile et de la loi religieuse empêchait ce rapprochement. Les lois de l'empire étaient faites pour les musulmans, par conséquent les non-musulmans ne pouvaient en bénéficier qu'à la condition d'embrasser l'islamisme. D'ailleurs la conversion elle-même était inefficace, car elle était toujours considérée comme suspecte. Les musulmans n'aimaient pas les renégats. « Lorsqu'un Franc ou un sujet de la Porte se présente devant le tribunal du Cadi (juge) pour réciter la profession de foi musulmane, celui-ci n'accueille sa demande qu'avec une extrême réserve et comme contraint par la loi... il professe intérieurement pour ces nouveaux convertis le même mépris qui s'attache aux renégats dans toutes les religions » (1).

Ainsi donc la différence de religions et la confusion de l'Eglise et de l'Etat furent les principales causes de la non-assimilation des différents éléments de la population, c'est-à-dire des peuples conquis.

L'on comprendra davantage le rôle de la religion dans cette matière, si l'on se rappelle qu'en Orient la religion et la nationalité se confondent assez souvent.

(1) Ubinici : Lettres, II, p. II.

En Russie, en Serbie, en Bulgarie, en Roumanie, etc... la religion a longtemps revêtu un caractère national.

L'histoire des autres pays semble appuyer tout ce que je viens de soutenir. Elle nous montre des cas d'assimilation entre des peuples de races différentes grâce à l'identité de leurs croyances. Il en a été ainsi, au Moyen-Age, notamment entre les Gaulois et les Francs, entre les Saxons et les Normands. Et dans l'antiquité, la grande tactique des Romains consistaient précisément à atténuer autant que possible les différences existantes entre la religion de l'Etat et celles des nations qu'ils subjugeaient. « Un des traits remarquables de la politique de Rome, dit Fustel de Coulanges, c'est qu'elle attirait à elle tous les cultes des cités voisines. Elle s'attachait autant à conquérir les dieux que les villes. Elle s'empara d'une Junon de Veii, d'un Jupiter de Préneste, d'une Minerve de Falisques, d'une Junon de Lanuvium, d'une Vénus des Samnites et de beaucoup d'autres que nous ne connaissons pas. Car c'était l'usage à Rome, dit un ancien, de faire entrer chez elle les religions des villes vaincues ; tantôt elle les répartissait parmi ses gentes, et tantôt elle leur donnait place dans sa religion nationale.

« Comme d'ailleurs ces cultes et ces dieux étaient, pour la plupart, pris aux vaincus, Rome était par eux en communion religieuse avec tous les peuples. Les

liens d'origine, la conquête du connubium, celle de la présidence des fêtes latine, celles des dieux vaincus, le droit qu'elle prétendait avoir de sacrifier à Olympie et à Delphes, étaient autant de moyens par lesquels Rome préparait sa domination... Tandis que, par la religion, les autres villes étaient isolées, Rome avait l'adresse ou la bonne fortune de l'employer à tout attirer à elle et à tout dominer (1) ». Cette politique des Romains fut couronnée de succès. « Par une de ces surprises dont l'histoire est pleine en ses caprices mystérieux, dit Guglielmo Ferrero, les petits-fils des Gaulois, des Espagnols, des Africains, vaincus par Rome, furent plus vraiment Romains que les descendants de ces familles de l'Italie centrale qui avaient conquis l'empire ».

Nous venons de voir les causes de l'existence des différentes communautés autonomes dans l'Empire Ottoman. Voyons maintenant les conséquences qui résultèrent de cette situation anormale, c'est-à-dire comment l'existence du régime municipal et le défaut d'assimilation ont amené la dissolution de l'empire des Sultans.

Les différents peuples conquis, grâce à leur existence autonome, conservèrent leur nationalité, leur langue et leurs coutumes nationales. En un mot toutes

(1) Cité antique, 431.

leurs particularités se trouvèrent sauvegardées. En sorte que ces peuples, vaincus et soumis, purent durant des siècles conserver le souvenir de l'indépendance et les transmettre de génération en génération.

Suivant l'expression d'un auteur Serbe, l'idéal national demeurait intact.

Dans cette conservation des nationalités, les prêtres des villages jouèrent un rôle important, malgré leur ignorance. Voici à ce sujet le témoignage d'un grec : « Fanatiques de bonne foi, c'est par eux que la religion s'est conservée parmi le peuple. Aussi était-ce toujours à eux que le peuple avait recours quand il avait besoin de conseils, soit de consolations. Ils ne l'instruisaient pas, mais ils l'exhortaient à la patience par leur exemple, et le consolaient de ses maux présents par le souvenir de pieuses légendes et d'anciennes traditions qui lui montraient dans un avenir prochain la fin de la domination des Osmanlis et le triomphe définitif de la croix.

C'est ainsi que la foi se maintint parmi le peuple et avec elle la nationalité. Ce résultat frappait davantage à mesure que l'on s'éloignait de la capitale et des provinces environnantes..... Ainsi, de tout temps, dans la Morée, les papas (curés) et même les évêques avaient mêlés les souvenirs de la patrie et l'espoir prochain de la délivrance aux dogmes et aux cérémonies de l'Eglise. Lorsque l'insurrection éclata ils furent les

premiers à prendre les armes, et leur exemple entraîna toute la Grèce ».

Tous ces peuples n'attendaient qu'une occasion pour se soulever et se séparer de l'Empire Ottoman. Cet état de chose n'échappait nullement à des observateurs intelligents, notamment aux ambassadeurs russes.

Dans leurs rapports à leur souverain, ils disaient en substance : « La peur que l'on a des Turcs tient à une pure légende. Les Ottomans pressentent la fin de leur autorité..... Les Grecs des provinces et surtout des Bulgares, les Moldaves, les Valaques, etc . travaillent à secouer le joug de la tyrannie turque ». « Pourvu qu'une armée russe, écrivait Weschniakou, ambassadeur de Russie à Constantinople, se présente à l'improviste ce printemps au Danube, munie des armes de réserve ; en peu de temps, la Moldavie, la Valachie, la Bulgarie, la Serbie, la Slavonie, la Dalmatie, le Monténégro, toute la Grèce, les Iles et Constantinople même prendront la Sainte-Croix et voleront au secours de votre Majesté impériale ». La Révolution française, la diffusion des théories nationalistes à travers l'Europe aggravèrent cette situation. Tous les peuples conquis par les empereurs Ottomans étaient en effervescence au début du XIX^e siècle.

CHAPITRE II

L'AFFAIBLISSEMENT DU POUVOIR CENTRAL

Anarchie — Démembrement de l'Empire Ottoman.

Dans un Etat où le gouvernement est une monarchie absolue, l'autorité souveraine doit être réellement et pratiquement puissante pour assurer l'ordre et empêcher les abus. Tant que le monarque est fort, tout va bien, mais dès qu'il se montre un peu faible, l'anarchie commence, chacun voulant devenir indépendant ou s'emparer du pouvoir. Louis le Gros, Philippe Auguste, Philippe le Bel, Enguerrand de Marigny, Louis XI, Richelieu n'eurent certainement pas de difficulté pour comprendre cette vérité. Ils constatèrent que la France avait besoin d'un pouvoir central assez fort pour assurer l'unité du royaume et faire face aux dangers extérieurs. C'est pourquoi ils travaillèrent à l'abaissement des seigneurs, seuls obstacles au développement de l'autorité royale.

Lorsque Pierre le Grand voulut moderniser la Russie et en faire un état puissant, il commença par con-

solider le pouvoir royal en réprimant « le pouvoir et les prétentions du clergé russe, dont le chef voulait élever sa chaire patriarchale au-dessus du trône des tzars » et en abolissant la milice séditieuse des Strelitz qui déposaient assez souvent leurs souverains.

Les Empereurs ottomans n'ont malheureusement pas su imiter les rois capétiens et virent leur autorité diminuer de jour en jour et l'anarchie se développer au grand dam de l'empire ottoman. Il ne faut pas chercher la cause de cet affaiblissement du pouvoir central dans des faits extérieurs, comme par exemple une coalition des seigneurs féodaux qui se seraient concertés pour arracher aux sultans certaines concessions, certaines garanties, comme ce fut par exemple le cas du pouvoir royal en Angleterre en 1215. Elle doit être cherchée dans la conduite des sultans. Ces derniers sont seuls responsables de l'affaiblissement de leur pouvoir et par conséquent de l'anarchie qui ébranla l'empire ottoman dans tous ses fondements. Les premiers empereurs ottomans avaient l'habitude de prendre part à toutes les délibérations du Conseil des ministres et dirigeaient toutes les affaires importantes de l'Empire. En outre, ils commandaient effectivement l'armée. Ce fut là une conduite fort habile dont il serait difficile de contester l'utilité dans un empire dont la constitution ne reconnaît qu'un seul pouvoir, celui du sultan.

Mais cet usage qui avait donné d'assez bons résultats, eu égard à la constitution de l'Etat, fut écarté par Suleïman I qui, pourtant, étant assez intelligent, aurait dû comprendre la portée de son acte. Il cessa d'assister au Conseil des ministres contrairement à l'exemple donné par ses prédécesseurs. Par là il voulait suivre une ancienne coutume asiatique et s'entourer d'un prestige sacré. Il abandonna donc l'administration de l'empire à ses vizirs.

C'était là une faute qui aurait passé peut-être inaperçue, si ce même sultan n'en avait pas commises d'autres beaucoup plus graves.

En effet, tout en abandonnant l'administration de l'empire aux vizirs, il aurait pu choisir ces derniers parmi les meilleurs et atténuer ainsi les conséquences du nouvel usage qu'il venait d'introduire. L'histoire des autres peuples nous offre de nombreux exemples de ce genre. Louis XIII se désintéressa des affaires de l'Etat, mais il sut apprécier les hautes qualités de Richelieu qui travailla non seulement pour la grandeur de la France, mais encore pour l'affermissement de l'autorité royale.

Il n'en fut malheureusement pas de même des empereurs ottomans qui, à part certains d'entre eux, n'ont pas su choisir leurs ministres. « Jusqu'à Ibrahim-Pacha, les grands vizirs n'étaient parvenus à leur dignité qu'après avoir passé par les divers emplois

de l'Etat et de l'armée ; dans le principe on les choisissait parmi les juges de l'armée ; ainsi, les grands vizirs de la famille des Djéndéréli avaient siégé comme juges ; plus tard, on les prit parmi les gouverneurs de provinces. En nommant grand vizir son grand fauconnier Ibrahim, Suleïman donna le premier le pernicieux exemple de la promotion des courtisans aux emplois de l'Etat et ouvrit ainsi à l'intrigue et à l'incurie des favoris une carrière qui demande une expérience mûrie par des longs services. (1) ».

A partir de cette époque les fonctions de grand vizir furent confiées à des hommes absolument incapables, ignorant les premières notions des sciences politiques. Au lieu de travailler à raffermir le pouvoir central, ils l'affaiblirent sciemment en se faisant assez souvent les promoteurs des révoltes et des guerres civiles. Ils introduisirent la corruption et la vénalité qui devinrent une des plaies les plus profondes de l'Empire (2).

Mais la situation devait s'aggraver davantage, Ne prenant aucune part dans la gestion des affaires de l'Etat, les sultans manquèrent bientôt d'occupation et commencèrent à s'ennuyer. Pour dissiper l'ennui, ils ne tardèrent pas de se réfugier au harem et ce fut là

(1) Hammer, VI, 283.

(2) Hammer VI, 284.

une habitude d'autant plus dangereuse que bientôt l'usage s'établit d'après lequel tous les sultans appartenant à la race ottomane durent être élevés dans le harem sous les yeux du sultan régnant, alors que autrefois les jeunes sultans jouissaient de la même liberté que les autres sujets de l'Empire et étaient souvent employés dans le gouvernement des provinces. Cet usage « a porté, dit J. de Saint-Denys, un coup mortel à la gloire et à la prospérité de l'empire ottoman. Depuis cette époque, les jeunes sultans languissent dans une prison rigoureuse jusqu'à leur mort, ou jusqu'au moment heureux de leur avènement au trône... La série brillante (dont l'histoire des nations n'offre aucun autre exemple) des dix premiers empereurs ottomans, qui tous coopérèrent par leur prudence et leurs vertus guerrières à la gloire et à l'agrandissement de l'Empire, fut remplacé par une ligne honteuse de princes qui, incapables de soutenir les fatigues de la guerre et de montrer des sentiments dignes de la force d'âme et du courage de leurs ancêtres, abandonnèrent entièrement les rênes de l'Etat à leurs ministres et s'endormirent dans l'indolence et la volupté de leur harem. » (1)

Ainsi donc, les empereurs ottomans apprirent à se désintéresser complètement de l'administration de

(1) J. de St. Denys, *Hist. Ottomane*, I, 316 et 318.

l'Etat, qu'ils avaient abandonné aux ministres et s'enfermèrent dans leur palais, où ils ne tardèrent pas de dégénérer et de perdre toute leur autorité et tout leur prestige.

La conséquence qui résulta de cet affaiblissement du pouvoir impérial fut une formidable anarchie qui s'étendit à toutes les parties de l'Empire. Elle commença au début du XVII^e siècle et dura jusqu'à la suppression des Janissaires, c'est-à-dire jusqu'en 1826.

Une insurrection formidable appelée la révolte des firaris (fuyards) donna le signal de cette anarchie. Un général, Kara-Yazidji, se mit à la tête de certaines troupes d'Asie. Il répandit le bruit que « le prophète lui était apparu et lui avait promis la souveraineté de l'Asie Mineure. » Il trouva de nombreux partisans et disposa de forces considérables. Assiégé, il capitula tout en se faisant donner le gouvernement d'Amassia. Mais bientôt il reprend les armes et s'allie cette fois avec le gouverneur de Bagdad et défait complètement les armées du gouvernement impérial. « A la suite de ses victoires, le chef insurgé s'arroge avec le titre de schah tous les droits de la souveraineté et dit dans ses décrets : « J'ai abattu dans ces contrées la puissance ottomane et la domination m'appartient aujourd'hui sans conteste. » Quand il mourut, son frère le remplaça et ne consentit à poser les armes que trois ans plus tard (1603). Le contrecoup de cette révolte des firaris

se fit sentir à Constantinople où des révoltes sanglantes éclatèrent également. Pendant ce temps, le sultan régnant, Mehmed III, expirait, « légua à son fils Ahmed I, âgé de quatorze ans, un pouvoir affaibli par les séditions des soldats, et deux guerres à soutenir. »

Le 18 mai 1622, les Janissaires se révoltent, forcent le sérail, arrêtent le sultan Osman qui est conduit à la caserne des Janissaires et abreuvé d'outrages pendant tout le trajet. Il fut ensuite assassiné atrocement.

Le successeur d'Osman, Moustafa I, dont la démenche avait atteint les dernières limites, ne fut qu'un « fantôme d'empereur », obéissant aux moindres caprices de la foule. « Pendant les quinze mois que dura son règne, les troupes firent et défirent successivement six grands vizirs, dont plusieurs achetèrent cette dignité à prix d'argent. Pendant que les sipahis et les janissaires terrorisaient la capitale et mettaient les dignités et les charges les plus importantes à l'encan, les provinces se soulevaient. Le pacha de Tripoli de Syrie avait chassé les janissaires de son gouvernement et s'était déclaré indépendant. Le gouverneur d'Erzeroum, Abaza-Pacha, avait pris les armes et s'annonçait comme le vengeur d'Osman ; ralliant les anciens débris des troupes de Djan-Poulad, il marcha sur Angora et Sivas, confisquant les propriétés des Janissai-

res et livrant aux plus cruels supplices ceux qui tombaient entre ses mains..... (1) »

Un moment réprimée par l'implacable sultan Mourad IV, l'anarchie recommença avec plus de force et d'énergie après la mort de cet empereur. Son successeur, Ibrahim, au lieu de continuer l'œuvre de discipline et de pacification intérieure qu'avait entreprise son illustre prédécesseur, reprit la criminelle habitude de se désintéresser des affaires de l'Etat et se livra à une débauche folle. Les révoltes comprimées sous le règne précédent recommencèrent d'autant plus graves que le pouvoir royal était plus que jamais affaibli.

Une formidable rebellion s'éclata le 8 août 1648. Les Ulémas, les janissaires et les sipahis demandèrent la tête du grand vizir qui fut exécuté. Le sultan fut déposé et dix jours après il fut étranglé.

En même temps, une autre guerre civile sévissait en Asie Mineure. Le gouverneur d'Anatolie fut tué par les rebelles qui marchaient sur Constantinople. Le grand vizir fut complètement battu sous les murs de Nicée.

A peine cette insurrection réprimée, les janissaires se soulevèrent de nouveau et obtinrent la déposition du Muphti, coupable d'avoir autorisé l'usage du tabac et du café. Les corporations s'insurgèrent de

(1) De la Jonquière.

leur côté et firent destituer le grand vizir. « De 1651 à 1656, les grands vizirs se succèdent, les uns aux autres avec une rapidité inouïe, élevés par des intrigues de harem, renversés par les caprices de la soldatesque ».

Mais le successeur du sultan Ibrahim ne devait pas non plus échapper aux coups de la fatalité. Bientôt, en effet, les officiers s'insurgèrent. Le rebellion gagna de force. C'était pendant une guerre contre l'Autriche ; abandonnant le champ de bataille, les insurgés marchèrent sur Constantinople. Le 8 Novembre 1687, le sultan Mehmed IV, était déposé.

La série des dépositions semblait ne devoir plus s'arrêter. Le 22 août 1703, le sultan Moustafa II fut déposé à la suite d'un soulèvement, et Ahmed III, qui lui succéda, subit le même sort et fut renversé le 28 septembre 1730, également à la suite d'une insurrection.

L'autorité du sultan sur les gouverneurs de provinces devenait de plus en plus illusoire et partout les pachas aspiraient à l'indépendance. Ali-Yemkli, pacha de Trézibonde, régnait en maître absolu dans cette province de l'empire. Ahmed pacha était absolument indépendant dans le grand pachalik de Bagdad. Le sultan avait voulu punir ce sujet arrogant en envoyant en mission secrète, un de ses ministres. Mais Ahmed pacha instruit de la mission de cet agent, lui fit couper la tête et l'envoya au sultan. Cette insolence d'un gou-

verneur suffirait pour se faire une idée de l'affaiblissement de l'autorité du sultan.

« Dans le voisinage de Smyrne, dit Eton, il y a de grands agas ; ce sont des seigneurs indépendants qui entretiennent des armées et qui mettent souvent la ville à contribution..... Tous les habitants des montagnes, depuis Smyrne jusqu'à la Palestine, sont parfaitement indépendants et considérés par les Turcs comme des ennemis qu'ils combattent toutes les fois qu'ils en trouvent l'occasion. Ils forment différentes nations qui ont leurs souverains ou leurs seigneurs particuliers (1) ».

Le mameluk Ali-Bey dominait en Egypte et ne visait à rien moins qu'à se faire sultan d'Egypte. « Toutes ses démarches furent relatives à ce but ; il chassa le pacha qui n'était qu'un être de représentation, il refusa le tribut ; enfin en 1768 il battit monnaie à son propre coin.... (2) ».

Il est inutile de continuer l'exposé de ces innombrables guerres civiles, de ces insurrections, de ces dépositions. Car la série en est fort longue et le lecteur qui s'y intéresse davantage pourra consulter les nombreux traités d'histoire ottomane. Qu'il nous soit permis de citer seulement la révolution de 1806-1807, qui amena

(1) Eton, Tableau historique, politique de l'Empire Ottoman.

(2) Volney, Voyage en Syrie et en Egypte.

la déposition et l'assassinat de Sélim III ; la révolte de Ali pacha de Janina et celle de Méhémet-Ali, vice-roi d'Egypte.

Les répercussions de cet état de choses sur le prestige et sur les relations extérieures de l'Empire Ottoman furent désastreuses. Les puissances étrangères, limitrophes de l'empire, qui suivaient avec attention son évolution, profitèrent de cette anarchie pour accroître leur territoire et pour saper les fondements de l'empire. Ne trouvant devant eux aucune résistance, les Autrichiens, les Hongrois, les Russes, étendirent sans cesse leurs conquêtes. Les janissaires qui, autrefois, avaient refoulé devant eux plusieurs armées coalisées de l'Europe, abandonnèrent les champs de bataille pour prendre part aux guerres civiles et aux révoltes. C'est ainsi qu'en septembre 1687, l'armée qui combattait contre les Autrichiens et les Hongrois, quitta le théâtre de la guerre, malgré les supplications du sultan qui, pourtant, avait accordé aux insurgés ce qu'ils demandaient, c'est-à-dire la tête du grand-vizir. Ils marchèrent sur Constantinople et déposèrent le sultan.

Partout, les armées ottomanes étaient battues. L'indiscipline et l'indifférence des janissaires étaient telles qu'ils n'obéissaient à aucun ordre et ne pensaient qu'à toucher régulièrement leurs soldes, et les gratifi-

cations que chaque changement de règne leur procurait.

« Le commencement du XVII^e siècle est l'époque intéressante où plusieurs souverains de l'Europe, entièrement délivrés des entraves du système féodal, commencèrent à avoir sur pied des troupes nombreuses d'infanterie.... C'est à peu près à cette même époque que les Empereurs turcs, élevés dans la captivité du sérail et cessant d'être guerriers, virent leur autorité s'affaiblir avec la perte de leur réputation.... Les janissaires avaient été remarquables jusque vers le milieu du XVI^e siècle de notre ère, par leur bravoure, leur discipline et leur dévouement à leur souverain... Mais ces qualités disparurent en partie lorsque ces souverains, en dormis dans leur harem, préférèrent les plaisirs à la gloire, dédaignèrent leurs soldats et permirent que l'esprit d'indiscipline et de faction s'introduisit et s'afermit dans leurs troupes (1).

C'est pendant cette période anarchique que l'empire Ottoman dût signer les fameux traités de Sitvatorck de Carlowicz et de Kutchuk-Kaïnardji qui annoncèrent hautement la décadence de l'empire ottoman.

Voyez comment Hammer a parlé de traité de Sitvatorok : « L'importance de cette paix n'a pas été suffisamment appréciée par les publicistes et les histo-

(1) J. de St. Denys, histoire de l'Empire Ottoman, 1345 et suiv.

riens, et a disparu devant celle de la paix de Carlowicz qui lui est postérieure d'un siècle... La paix de Sitvatoreck fut, au commencement du dix-septième siècle, le signal de la délivrance de la Hongrie du joug des turcs et de la décadence de l'empire ottoman (1).

Le traité de Carlowicz qui fut signé un siècle plus tard (26 janvier 1699) inaugura l'ère du démembrement de l'empire ottoman. Le sultan céda à Léopold la Hongrie et la Transylvanie ; la Russie garda Azov. Venise reçut la Morée jusqu'à Hexeamilon et presque toute la Dalmatie. Les tributs payés précédemment par les puissances chrétiennes furent abolis. « La paix de Carlowicz, considérée sous un point de vue plus élevé que celui d'une pure acquisition territoriale, est une des plus mémorables que les puissances chrétiennes aient jamais conclues avec l'empire ottoman. D'un côté, elle mit fin à l'obligation humiliante où se trouvait l'empereur d'Allemagne de payer annuellement des sommes considérables à la Porte... d'un autre côté, la Porte y reconnut pour la première fois, sous la forme de médiation, le principe du droit d'intervention des puissances européennes dans un intérêt commun. Cette paix atteste hautement la décadence de la puissance turque, qui, retardée dans le cours de la précédente période, par les mesures sanguinaires de Mou-

(1) Tome 8, p. 3.

rad IV et dans celle dont nous terminons l'histoire par l'inflexible activité du vieux Kœprulu, ne put plus être arrêtée..... ni dérobée à la connaissance de tous par la multitude de troupes indisciplinées derrière laquelle se cachait l'empire agonisant » (1).

Enfin, quant au traité de Kutchuk-Kaïnardji, la Turquie dût reconnaître l'indépendance de la Crimée, du Boudjak et du Kouban ; elle reconnaissait aux Russes la liberté de navigation dans la Mer Noire, leur cédait plusieurs territoires et acceptait le criminel partage de la Pologne. Mais ce traité contenait en outre une clause qui fut fatale à l'Empire Ottoman. En effet, tout en reconnaissant les droits de la Turquie sur les principautés de la Valachie et de la Moldavie le traité stipulait « que suivant les circonstances où se trouveront les principautés et leurs souverains, les Ministres et la Cour de Russie puissent parler en leur faveur... » C'était la reconnaissance à la Russie du droit d'intervention dont elle abusera, comme nous le verrons dans la seconde partie de cette thèse. En outre, la Russie était autorisée à faire des remontrances en faveur des églises. Hammer écrit la phrase suivante qui résume toute l'importance de ce désastreux traité : « La paix de Kainardjé a livré l'empire ottoman à la merci de la Russie. Cette paix, nous le répétons, est

(1) Hammer, tome 12, p. 473 et suiv.

cause des malheurs sans nombre qui depuis ont assailli la Turquie ; elle marque le commencement de la dissolution future de cet empire, en Europe du moins ».

L'anarchie ne profita pas seulement aux Autrichiens et aux Russes, les peuples conquis, eux aussi, en bénéficièrent pour préparer leur indépendance. Ainsi l'insurrection de la Grèce qui fut le premier signal de la dislocation de l'empire ottoman a été grandement favorisée par la révolte d'Ali Pacha, gouverneur de Roumélie.

Ce pacha, pour résister aux armées du Sultan songea à se créer des auxiliaires, notamment parmi les populations grecques. Ses agents parcoururent la Morée, l'Attique, la Béotie, la Valachie, la Moldavie, et firent entendre « le mot magique de liberté aux malheureux raïas ». Il fit répandre la proclamation suivante adressée aux Chrétiens : « Moi, Ali de Tébelen, Chrétiens, mes frères, je vous salue. Je vous fait savoir qu'ayant besoin de soldats, vous ayez à me faire le plaisir d'en rassembler. En conséquence, je vous fais la remise des redevances que vous payez à ma maison. Expédiez vos contingents à Janina, afin que je les emploie où besoin sera ; comptez-moi au nombre des vôtres ». En outre, il fit courir une lettre, sans doute inventée, de Halet-Effendi, favori du sul-

tan, lettre qui contenait un projet de massacre général des Chrétiens.

Les Grecs, qui travaillaient déjà depuis quelques années pour l'indépendance, profitèrent de cet appel d'Ali pacha, et surtout de ce que toute l'armée ottomane était occupée à capturer le pacha révolté. Six mille Grecs se réunirent sous le commandement de Marco Botzaris et formèrent la première armée grecque de l'indépendance.

Ainsi en résumé, l'affaiblissement du pouvoir central amena une anarchie formidable qui désorganisa complètement le pays et profita aux ennemis de l'empire.

CHAPITRE III

DETRESSE ECONOMIQUE

Etat déplorable de l'Agriculture, de l'industrie et des finances. — les causes.

Une des grandes causes de la décadence de l'empire ottoman doit être cherchée dans le mauvais état de son agriculture, de son industrie et de ses finances.

Il est inutile de justifier l'importance des facteurs économiques dans l'évolution d'un pays, surtout dans une époque où les problèmes économiques président à toutes les activités sociales et aux relations internationales.

La nature a été prodigue envers l'empire ottoman. Elle lui a tout donné : richesse agricole et richesse minérales. Peu de pays offrent une diversité aussi grande de produits végétaux, tels que céréales, légumineux, plantes industrielles, plantes potagères, arbres fruitiers et vignes. Dans les forêts qui couvrent de grandes étendues, on trouve plusieurs espèces de chênes, de pins et de sapins. Les chaînes de montagnes qui traversent l'Asie Mineure en tous sens, di-

Heuschling, cachent dans leurs entrailles d'autres trésors qui sont restés trop ignorés jusqu'à ce jour. Il y existe des mines d'or, d'argent, de cuivre, de fer, de plomb, de sel gemme et de charbon de terre: On y trouve également des carrières de beaux marbres d'albâtre, de pierres de taille, à chaux, à plâtre, du salpêtre, de l'écume de mer, de l'émeri, des terres à potier, etc... et dans différentes parties de sources minérales et thermales dont les plus renommées sont celles de Brousse (1) ».

En utilisant ces dons naturels, l'empire Ottoman aurait pu figurer parmi les pays les plus productifs et les plus riches du monde. Et cependant il a vécu dans une détresse économique inimaginable.

Dans beaucoup de provinces dont chacune suffirait à donner la prospérité à un grand pays, les cultures n'occupaient que les deux tiers environ du territoire, et des étendues considérables de la plus belle terre végétale étaient abandonnées à la veine pâture. « L'agriculture, dit un voyageur, est encore en grande partie à l'état où elle était du temps des patriarches juifs ou au moyen-âge. Dans les vallées si fertiles de la région montagneuse de l'Asie Mineure, le sol n'est jamais fumé et le labour se réduit à l'action superficielle d'une charrue vraiment primitive, construite

(1) L'Empire de Turquie, 47.

exclusivement en bois, dans la plaine de Pergame, il n'y a que les propriétaires riches qui, pour ménager les forces productrices du sol, ensemencent à tour de rôle leur terrain de blé, de pois ou de coton ; les petits cultivateurs, au contraire, récoltent annuellement et sans intermission les mêmes céréales sur le même terrain ». Voici le témoignage d'un autre auteur « Le paysan turec laboure juste ce qu'il faut pour qu'il ait de quoi vivre l'année qui vient.

Un champ reste inculte cinq ou six ans, quelquefois sept..... (1) ».

Dans un rapport adressé au Ministre du Commerce et de l'Agriculture, Amassian Effendi, ancien élève de l'Ecole d'Agriculture de Grignon, faisait la description suivante de l'état de l'Agriculture : « Sous le rapport de la fertilité du sol, nos terrains étaient jadis très fertiles, mais aujourd'hui, ils commencent à s'épuiser, nos vieux paysans l'affirment avec inquiétude en disant qu'ils n'obtiennent plus le rendement que la terre donnait du temps de leur jeunesse, où ils récoltaient de 15 à 20 pour 1 de semence ; aujourd'hui en moyenne le rendement ne dépasse pas 6 pour 1. L'immensité des terrains propres à la culture est certainement une richesse, mais vu nos faibles moyens pour les faire valoir, cette surabondance de terres est

(1) Albert Dumont, le Balkan et l'Adriatique.

plutôt un mal qu'un bien puisque n'étant pas utilisées, elles se trouvent abandonnées et exposées aux inondations, si bien que nos plaines les plus fertiles ne sont que des foyers d'exhalaisons insalubres et de fièvres intermittentes, ce qui empêche l'accroissement de la population, les animaux qui y pâturent en hiver surtout, ne sont pas exempts de l'influence délétère de l'humidité, aussi voit-on très souvent naître dans ces lieux des épizooties qui se répandent par contagion jusque dans les endroits les plus sains » .

L'état de l'industrie et du commerce était encore pire.

Autrefois, les manufactures indigènes étaient si florissantes, qu'elles suffisaient non seulement à la consommation des populations de l'empire, mais encore elles exportaient une partie de leurs produits qu'il dirigeait vers l'Europe. Mais cette situation ne dura malheureusement pas par suite de certaines causes que nous verrons bientôt, et la Turquie devint le tributaire de l'étranger. Dès lors, elle acheta tout à l'étranger. Les fez même étaient fournis par l'étranger. Voici ce qu'écrivait Haïredin, grand vizir de l'empire ottoman : « nous ne possédons dans notre état actuel, comme produits que les matières premières. En effet, chez nous, le cultivateur de coton, le sériculteur, l'éleveur de bétail passent toute l'année dans des travaux pénibles et finissent par vendre à

bas prix leurs produits aux Européens qui, dans un court délai, les leur revendent transformés par leur industrie à des prix dix fois plus élevés. Le besoin de recourir à l'étranger pour presque tous les objets de première nécessité démontre l'état arriéré des sciences, des arts et de la fabrication du pays ».

Quant aux mines, elles étaient très peu exploitées, et d'une façon rudimentaire. Voici un exemple pour ce qui concerne les gisements de houille : « La Turquie possède en Anatolie un bassin houiller qui, des côtés de la Mer Noire, dans les parages d'Eregli, l'ancienne Héraclée pontique et de Zougouldak, s'étend dans l'intérieur jusqu'à une distance qu'on ne connaît pas encore. Pendant longtemps, ces mines d'Héraclée ne furent l'objet que de quelques rares exploitations rudimentaires. Plusieurs même se bornaient à traiter à nouveau les scories accumulées depuis un temps immémorial, à la suite d'exploitation ancienne encore plus primitive. Le charbon d'Héraclée jouissait d'une mauvaise réputation : il donnait trop de fumée, ne dégageait pas assez de chaleur, encrassait trop. Cependant, le charbon d'Héraclée est de la meilleure qualité et il ne le cède en rien au cardiff, ainsi que le démontrèrent les études faites dans le bassin houiller, par un ancien officier français du génie entré au service de la Turquie, mort il y a quelques années général de division Lecoq-Pacha ».

Les finances de l'Empire se trouvaient également dans un état déplorable. Elles furent assez bien gérées sous le règne des premiers empereurs. Grâce aux mesures prises par le Grand Vizir Allaëddin et développées par les « Canouns » de Mourad I, de Mehmet II et de Suleïman I, les finances de l'empire connurent une prospérité telle que l'imagination des étrangers en fut longtemps frappée. Le trésor personnel des sultans avait une réputation quasi-mondiale. « La description du trésor de Suleïman que faisait, en 1531, le grand vizir Jbrahim aux envoyés de l'empereur était aussi terrifiante que celle de l'immensité de ses armées. Les célèbres sept tours bâties par Mehmet II, étaient pleines encore, affirmait-il, de l'or et de l'argent accumulés par les devanciers de son maître, richesse qu'on entamait jamais — sauf à l'occasion des dons de joyeux évènements aux janissaires — et qui s'augmentaient jour par jour de 20.000 aspres (400 ducats) que le trésorier était tenu d'y déposer..... » On ne peut se faire une idée du trésor presque incomparable du sultan, disait, vingt ans plus tard, le grand vizir Rustem à Trévisiano, ambassadeur de Venise ; il suffirait pour soutenir quatre vingts ans durant une guerre continuelle avec la chrétienté ».

Il y a dans ces assertions beaucoup d'exagération.

Cependant il n'en est pas moins vrai que la richesse des premiers empereurs Ottomans fut assez conside-

nable, si l'on tient compte surtout de leur sobriété et des conquêtes nombreuses qui assuraient aux sultans la cinquième partie du butin fait sur l'ennemi.

Quant aux finances publiques, elles furent aussi prospères et aussi sagement administrées. D'après Paul Jové le correspondant de Charles Quint et Cantacuscino, les ressources de l'empire montaient à la fin du XV^e siècle à six millions de ducats. Novagéro évaluait ses recettes pour l'année 1553 à 15 millions de ducats.

Mais à cette prospérité succéda, dans les époques suivantes, une misère financière qui porta le gouvernement ottoman jusqu'à la banqueroute.

Dans le chapitre précédent, nous avons vu comment Suleiman I introduisit les premiers germes de la décadence administrative. C'est également sous son règne que commence le déclin financier de l'Etat Ottoman, par suite des dépenses inutiles et surtout par suite de l'apparition de la corruption, de la vénalité des charges et du développement d'un luxe immodéré. (Voir Hammer tom 6, p. 284 et 285) « Le récit des fortunes colossales amassées par certains hauts fonctionnaires, grands vizirs, défterdars, gouverneurs ou fermiers d'impôts, en dit long sur ce sujet et permet de juger du détestable fonctionnement de l'administration de cette époque « Où tout le monde volait et était volé » sauf les plus pauvres contribuables qui ne con-

jugeaient le verbe voler qu'au passif (1) ». Des auteurs comme Hadji Khalfa et Aali Effendi signalent que le premier déficit du budget apparut sous ce prince.

Après le règne de Suleiman I, d'autres abus vinrent affaiblir et bouleverser complètement les finances de l'Empire. Pour combler le déficit budgétaire, les sultans recoururent à l'altération des monnaies. A partir de 1584, elle devint une habitude gouvernementale et plusieurs sultans la pratiquèrent, sans aucun scrupule, de telle sorte « que l'ocque d'argent, qui au cours normal avait été de 500 aqchés, monta à 1.000 et plus ». Comme conséquence de l'altération des monnaies, il y eut de nombreuses séditions des milices, qui ne voulurent pas accepter une monnaie dépréciée.

Le déficit budgétaire devint de plus en plus considérable. Lorengo Bernado, cité par Bellin, rapporte que les dépenses excédaient les recettes d'un demi million. La pénurie du trésor en était arrivée à ce point que, faute d'argent l'amirauté était hors d'état de faire sortir l'escadre pour donner la chasse aux flottes européennes qui s'étaient montrées à l'entrée même des Dardanelles; le Gouvernement réclama l'assistance du trésor de réserve, et l'on frappa de nouveaux impôts, qui jetèrent le mécontentement dans

(1) Morawitz : les finances de la Turquie p. 9.

toutes les classes de la société. L'historien turc Naima rapporte que l'armée opérant devant Candie manquait de vivres et n'était pas payée depuis trois trimestres. Voici le témoignage d'un autre auteur turc, Cara-Tchelebi-Zade : « La détresse du trésor, dit-il, provoque mille exactions qu'on n'avait point encore vues ; les emplois publics se vendent au plus offrant absolument de la même façon que la ferme des divers revenus publics ; on en prend note sans pudeur, sur les registres, en débit et en crédit de façon que l'adjudicataire se trouve en quelque sorte autorisé par le gouvernement lui-même à satisfaire sa cupidité sur le pauvre peuple. La magistrature est impuissante à réprimer ces abus, si les plaignants parviennent à se faire entendre à Constantinople, on les jette en prison ou sous le bâton, bien heureux qui s'en tire sain et sauf. Le ministre des finances a payé les sipahis au moyen de l'agiotage ; c'est un expédient non un remède. A peine l'année 1065 était-elle commencée que déjà les revenus étaient absorbés par des tezkérés frauduleux « bon sur le trésor » dans lesquels on a compté quarante et cinquante ce qui valait dix seulement.... Dieu me pardonne ! Cet accroissement excessif des dépenses entre-t-il dans les desseins de la Providence ? Est-ce une mauvaise fortune attachée au Khalifat ? Tout grand vizir qui entreprend la réforme est bientôt précipité dans la tombe sans pouvoir

atteindre le but. Cara Moustafa Pacha sous sultan Jbrahim et Hodgea Mehmet Pacha, sous le règne actuel avaient ramené l'ordre dans les finances ; ces grands ministres avaient mis un terme au système des confiscations, des emprunts, etc... mais leurs successeurs ne les ont pas suivis dans cette voie, ceux-ci ont parcouru de nouveau les sentiers de la prodigalité et de la dissipation et ils ont sacrifié l'intérêt du pays à leur avantage personnel. Ipchir Pacha, lui aussi, a voulu remettre l'ordre dans les finances, mais comme Mehmet Pacha il y a perdu la vie.... Dans les premiers temps de la monarchie, et malgré l'exiguité relative des recettes de cette époque, les sultans pourvoyaient sans difficulté au paiement des troupes et aux besoins de la guerre ; et pourtant le trésor était insuffisant pour contenir le numéraire qu'il devait recevoir, il fallait en transporter une partie dans les caveaux des Sept Tours. Pourquoi donc aujourd'hui ne sait-on rien autre chose que frapper des impôts, vendre, à tous les six mois, les emplois publics, tirer à chaque trimestre, et comme emprunt, quelques centaines de bourses du Khazneï — endéroum, sans que pour cela la crise soit conjurée ou que quelque service éclatant ait été rendu à l'Etat ou à la religion ? ».

Malgré les tentatives de réforme de certains sultans comme Moustafa III, Abdul-Hamid I, Selim III, Mahmoud II, et de quelques vizirs comme les Koepurlu et

Ragyb Pacha, la détresse financière de l'empire devenait de jour en jour plus grave.

Cependant durant ces périodes critiques, on s'était « contenté de dévorer les ressources présentes et on ne mangeait pas d'avance celles de l'avenir ».

Mais vers la fin du XVIII^e siècle l'idée de combler les déficits financiers par des emprunts extérieurs vint hanter l'esprit des ministres Ottomans. Dans un conseil tenu vers la fin du règne d'Abdul-Hamid I, le premier comptable de l'empire émit l'avis de souscrire un emprunt chez les puissances amies, ou mieux peut-être, vu l'uniformité de croyance, au Maroc. Cette première proposition fut écartée, mais l'idée était lancée et il fallait simplement y habituer les esprits. En effet, de nouvelles propositions suivirent la première. On les discuta à différentes reprises dans le Conseil des Ministres. On pensa notamment aux gages qu'il aurait fallu donner aux créanciers étrangers.

L'idée fit son chemin. Le 24 août 1854, l'empire Ottoman contracta à Londres, un emprunt de 3 millions de livres sterlings. L'année suivante, un second emprunt de 5 millions fut conclu également en Angleterre. Alors commença la série des emprunts : de 1858 à 1875, le Gouvernement Ottoman contracta onze emprunts et en 1876, il faisait banqueroute.

Ainsi, alors qu'il aurait pu rivaliser, vu ses richesses naturelles, avec les autres puissances, soit au point

de vue agricole, soit au point de vue industriel et financier, l'Empire Ottoman se trouvait dans une situation économique vraiment déplorable.

Voici comment dans un rapport adressé au Sultan Aziz en 1867, Moustafa Fazyl Pacha résumait l'état économique de l'empire : « Les embarras financiers de votre gouvernement ne sont rien par eux-mêmes. Ce qui est effrayant, c'est la situation secrète qu'ils révèlent. Le gouvernement de votre Majesté est en définitive un de ceux qui, eu égard au chiffre de la population, vivent avec le budget le plus modeste. Pourquoi donc ce budget médiocre écrase-t-il l'Empire ? C'est d'abord parce que l'impôt est prélevé par les procédés les plus vicieux, mais surtout par ce que la population travaillant peu et ignorant tout est arrivée au dernier degré de la misère. L'Agriculture, le commerce, l'industrie, tout décline dans l'Empire. Les peuples semblent avoir perdu le besoin et l'art de produire : ils voient leur détresse et cette détresse ne secoue pas leur léthargie, ne les pousse à aucun effort ».

Quelles étaient les causes de cette détresse économique, de cette décadence de l'agriculture, des finances et de l'industrie ? Elles étaient assez nombreuses et là-dessus on pourrait écrire tout un livre.

1. — L'état arriéré des sciences, des arts et de la fabrication : les sciences agricoles et industrielles, les

machines, les découvertes modernes, les procédés et les perfectionnements de la grande culture et de la grande industrie étaient totalement négligés.

Pour ce qui concerne l'agriculture, l'amélioration du sol par l'emploi de la chaux, de la marne, du fumier, la culture alternative des plantes, la culture soignée et rationnelle des fourrages étaient des choses que les cultivateurs ignoraient.

Quant à l'industrie, les procédés dont on se servait étaient vraiment primitifs. Voici comment Tchihatcheff apprécie les pertes immenses que subissaient les métaux par suite de l'emploi des vicieux procédés métallurgiques : « En moyenne, on peut admettre que dans la fonte et raffinage de l'argent, du cuivre et du plomb, les métallurgistes turcs perdent 32 p. c. sur le premier, 12 p. c. sur le second et 40 p. c. sur le troisième ; or comme l'Asie Mineure fournit annuellement 693.589 kilogrammes d'argent, 175.437 kilogrammes de plomb et 1.206.775 kilogrammes de cuivre, il s'ensuit que, chaque année, on y perd dans les usines, en nombres ronds, près de 200.000 kilogrammes d'argent, plus de 100.000 kilog. de cuivre et plus de 40.000 kilogrammes de plomb, ce qui, pris ensemble, fait une perte annuelle de plus de 340.000 kilogrammes de métaux, et comme le montant annuel de tous les produits métallurgiques de l'Asie Mineure en argent, cuivre, et plomb est de 2,075,801 kilogrammes on voit que les

procédés de la fonte occasionnent annuellement un déficit au-delà du sixième du chiffre total de la production ». Un autre auteur, Boué, s'exprime de la manière suivante à propos de la fonderie de Karatovo : « l'état des fourneaux est si peu conforme aux meilleures méthodes de construction, que la trituration du minerai serait encore plus à désirer. Dans l'état où on le jette actuellement dans les fourneaux, le feu le plus fort n'est pas capable d'en soutirer tout le minerai. Il en reste toujours une partie dans les scories, et même beaucoup de fragments de roche avec du minerai sortent du feu presque intacts. Ainsi les tas de scories nous parurent vraiment des trésors amassés pour la postérité. Un ingénieur habile ferait repasser avec avantage toutes ces scories au feu..... (1). »

2. — Le manque de bras : la pénurie des travailleurs ne venait pas uniquement de la faiblesse de la population, eu égard à l'étendue de l'empire, elle résultait dans une grande mesure du système du recrutement de l'armée de l'ancien régime, qui enlevait tous les ans un grand nombre de bras à l'agriculture et à l'industrie. Il faut signaler aussi le délaissement des travaux agricoles au profit de certaines industries relativement moins productives. Par suite

(1). Tome III, 60.

de cette rareté de travailleurs les salaires étaient assez élevés.

3. — Absence des capitaux : l'épuisement complet du pays, l'anarchie, l'apathie des gouvernants, surtout l'insécurité dont je parlerai tout à l'heure, avaient pour résultat la disparition des capitaux. Par suite de la quasi-inexistence des banques avant 1856, le fabricant et l'agriculteur étaient obligés d'emprunter à des intérêts énormes (18 à 30 p. c.) en s'adressant à des usuriers. Avant la création de la Banque Agricole (1889), la situation du paysan était des plus pires. A cause des intérêts élevés, il abandonnait la récolte à l'usurier pour la moitié de sa valeur. Lorsqu'un malheur — des sauterelles, la grêle, la sécheresse — a fait manquer la récolte, il engageait immédiatement celle de l'année suivante. Quand il épuisait tous ses moyens par des aliénations successives, le campagnard partait pour la ville où il devenait portefaix, domestique, etc...

« Au commencement de l'année 1852, dit Heuschling, le gouvernement publia une ordonnance en vertu de laquelle le taux de l'intérêt fut réduit à 8. p. c. pour les campagnes et lui attribua force rétroactive. Les capitalistes refusèrent de faire des avances à un taux aussi réduit, et comme le gouvernement ne donna aux paysans aucun renseignement sur le moyen de se procurer de l'argent à 8 pour cent, les

campagnards durent provisoirement renoncer aux emprunts et se trouvèrent par conséquent, dans une situation plus embarrassante qu'auparavant. Ces motifs amenèrent le gouvernement à rapporter son ordonnance fin mai 1852 (1) ».

En 1889, le sultan Hamid, à qui la Turquie est redevable de plus d'un progrès matériel, a institué la Banque Agricole pour organiser le crédit agricole et soustraire les paysans aux usuriers. Cette banque a rendu de grands services, mais pas assez efficacement. Ce qui l'a empêchée de travailler régulièrement, c'est que le trésor a retiré une partie de ses fonds pour les utiliser ailleurs.

4. — L'absence de moyens de communication: L'empire ne possédait presque pas de voirie. Le peu de routes qui avaient été construites pendant la domination romaine, tombèrent en ruines et devinrent impraticables. Pour transporter les marchandises de l'intérieur du pays jusqu'aux côtes et vice-versa il n'y avait qu'un seul moyen, le chameau, ou la mule. Le coût de transport était tellement cher que les marchandises de grande valeur pouvaient seules supporter une telle augmentation de prix. Voilà pourquoi, les campagnards fixés dans le voisinage des côtes pouvaient seuls vendre leurs produits en utilisant le transport

(1). L'Empire de Turquie, 139.

maritime, tandis que dans l'intérieur du pays, ils étaient réduits à la consommation insignifiante des villes de province, qui elles-mêmes s'adonnent, pour la plupart à l'agriculture. Il résultait de ceci, que le campagnard de l'intérieur du pays se bornait à la production de ce qu'exigeait ses propres besoins, c'est-à-dire qu'il ne cultivait que ce qu'il lui fallait pour sa propre consommation, avec un petit excédent afin de pouvoir entretenir sa famille et payer les impôts et les intérêts des sommes empruntées.

5. — L'instabilité de la propriété et le brigandage :
 « Rien n'est plus instable que la propriété en Turquie, dit de la Jonquière, car il suffit qu'un individu, muni d'un tapou (cerificat constatant qu'on a payé les droits d'enregistrement) que le premier venu peut se procurer moyennant quelques piastres, se présente devant le Tribunal avec deux témoins musulmans attestant qu'il est le propriétaire pour qu'il soit envoyé en possession. Tous les actes et documents ne sauraient prévaloir contre la parole de deux témoins musulmans. C'est ainsi qu'on a vu, dans le villayet d'Aidin, un vaste domaine appartenant à M. Mauroudi drogman du consulat général des Etats-Unis, à un sujet hongrois et à un sujet anglais, lesquels l'avaient acheté, en bonne et due forme de la Liste civile, attribué à un haut personnage qui le guignait. Il fallut plus d'un an de démarches diplomatiques pour

que la légation des Etats-Unis, l'Ambassade d'Autriche-Hongrie et l'ambassade d'Angleterre obtinssent non pas qu'on rendit le domaine à ces messieurs, mais qu'on leur en donnât un autre en compensation.

« Malgré les promesses solennelles contenues dans le Hatti-chérif de Gul-Hamé, qui inaugura l'ère du Tanzimat en 1839, et du Hatti-Humayoun de 1856 qui confirma l'acte précédent, le droit de propriété immobilière et de propriété industrielle n'a effectivement appartenu aux étrangers qu'à partir de 1868 pour la première, de 1879 et 1886 pour la seconde....

« Si pareilles choses se passent pour les étrangers, on peut s'imaginer comment les indigènes doivent être traités. La question agraire, qui résulte de la spoliation des terres des paysans par les puissants du jour, n'est pas un des moindres facteurs du problème de la réorganisation intérieure de la Turquie. Pourquoi le paysan peinerait-il pour cultiver un champ dont il peut se voir dépossédé du soir au lendemain ou dont il a quatre vingt chances sur cent que la récolte lui échappe. D'abord si les terres sont situées à quelque distance du village, on court le risque d'être enlevé en route, à l'aller ou au retour, par une des bandes de brigands qui pullulent dans presque tous les villayets. Ensuite quand vient l'époque de la moisson, se présente le dérébey, qui réclame son droit d'aghalik, qui trouve toujours le moyen de doubler, s'il ne les triple pas

les 15 pour cent auxquels s'élève actuellement la dîme. De la sorte, le paysan a travaillé presque uniquement pour les autres. Quant à prétendre résister soit aux brigands, soit aux beys, soit aux fonctionnaires, soit aux maltôtiers, il n'y faut point songer, le paysan n'y gagnerait rien autre chose que les pires traitements et courrait même le risque de la vie.

« C'est pourquoi on voit dans l'intérieur du pays des quantités considérables de terres et d'excellentes terres, laissées en friche parce que les paysans auraient plus à perdre qu'à gagner à les mettre en valeur et qu'ils préfèrent les abandonner.....

« La sécurité est ce qui manque le plus en Turquie où le brigandage semble avoir choisi sa terre d'élection. Kurdes, Bédouins, Zeibeks Tcherkess, Turcomas, réfugiés de tous les pays perdus par la Porte ; aghas ou dérébeys qui prétendent exercer leur droit féodal en détroussant les gens et en enlevant les propriétaires aisés pour les mettre à rançon ; réfractaires et déserteurs ; paysans ruinés ou tyrannisés par les autorités que la misère ou le désespoir conduit au crime, tous écument à l'envie les chemins. Le brigandage fleurit sous toutes ses formes et règne en maître dans les campagnes. Les bandes ressuscitent au XX^e siècle les traditions des Ecorcheurs et des Tard-Venus du Moyen-Age : elles livrent aux troupes régulières de véritables combats où elles ont souvent l'avantage :

elles enlèvent les riches propriétaires pour les mettre à rançon, détroussent les caravanes de marchands, pillent la poste, arrêtent les trains de chemin de fer et frappent des contributions sur les petites villes. Le paysan à qui on réclame plusieurs fois la dîme dans la même année, qu'on accable de corvées et de prestations, dont on saisit les bêtes de somme ou de labour sous le plus futile prétexte, qu'on exproprie de sa chaumière au profit du fisc qui n'en retire rien ou presque rien, finit par se lasser de suer sang et eau pour les gens qui le tyrannisent. Il trouve plus avantageux de se faire brigand ou s'il n'est pas assez brave pour prendre le fusil, devenir le récéleur et le pourvoyeur des rois de la montagne (1).

6. — Les Wacoufs : ce sont les biens consacrés aux mosquées ou à certaines fondations pieuses. Ils constituent les biens de mainmorte. Ils se divisent en trois classes : la première comprend tous les biens affectés originellement à la portion dévolue aux mosquées dans le partage des terres conquises; ainsi que les donations faites aux mosquées par les souverains et les particuliers. La seconde classe comprend les Wacoufs publics dont les revenus sont affectés à la fondation et à l'entretien de divers établissements publics de charité et d'utilité, tels que collège, bains, hôte-

(1) Histoire de l'Empire Ottoman, nouvelle édit. tome II, 605 et suivants.

taux, etc. Ces deux classes de Wacoufs sont appelées légaux, parce que leurs fonctions sont édictées et sanctionnées par les lois religieuses; ils étaient exempts d'impôts.

La troisième catégorie comprend les Wacoufs coutumiers qui s'introduisirent à une époque où il n'existait en Turquie aucune garantie pour propriété individuelle et où les confiscations s'exerçaient fréquemment. Ces Wacoufs résultent d'une convention autorisée par la coutume, au moyen de laquelle le propriétaire d'un immeuble peut en faire la cession à une mosquée pour une faible partie de sa valeur, et continuer à en jouir comme s'il le tenait de la générosité de la mosquée, sous les conditions de lui payer à 12 ou 15% l'intérêt de la somme reçue; la mosquée n'aura cependant la possession libre et entière de l'immeuble ainsi engagé qu'après l'extinction de la descendance directe du vendeur. Au moyen de cet arrangement, le bien ne peut plus être confisqué ni vendu par les créanciers et le propriétaire en conserve la jouissance.

Les trois quarts des immeubles et des biens fonds de la Turquie appartiennent aux mosquées à titre de Wacouf d'une catégorie quelconque, au détriment du trésor public, des héritiers collatéraux et des créanciers.

Voici comment un auteur étranger a jugé les Wa-

coufs : « Les Wacoufs dont l'importance est telle qu'un ministère spécial leur était assigné, ont causé à l'Empire un mal irrémédiable en frustrant le fisc d'une partie notable de ses revenus, en immobilisant la fortune foncière et immobilière et en la laissant improductive. « *Latifundia perdidere Italiam* » ; ce cri désespéré poussé par l'écrivain latin en présence de la décadence de l'agriculture dans l'*ager romanus*, où la majeure partie des terres était en friche, dépeint à merveille la situation agricole de la Turquie. Seulement dans l'Empire Ottoman les *Latifundia* s'appellent biens Wacoufs. »

« Ce régime, dit Edmond Demolins, a eu pour effet d'enlever à la propriété individuelle et à l'initiative privée, et de rejeter dans l'incurie communautaire plus de la moitié de l'Empire. (1) ».

Quelques grands vizirs avaient essayé de combattre ce régime funeste à l'économie du pays, mais leurs tentatives restèrent sans résultat.

7. — Les corporations : A chaque branche de l'industrie correspondait une corporation. Elle était hiérarchiquement organisée : Oustas ou patrons ; kal-fas ou contremaîtres ; les tchiraks ou apprentis. « Le Conseil de la corporation, la londja, formé de patrons et de contremaîtres, discute l'achat des matières pre-

(1) Comment la route crée le type social, tome II, 236.

nières, l'écoulement des marchandises, la fixation des prix de vente, les conditions du travail ; il prend les décisions relatives aux rapports de la corporation avec l'autorité locale. L'esnaf (corporation) constitue un compagnonage étroit qui annihile toute initiative, s'oppose à toute innovation et empêche tout progrès. La concurrence ne peut exister et si quelqu'un veut établir une usine, une fabrique de n'importe quel produit, vite il demande au gouvernement la concession d'un privilège qui interdit aux autres l'exploitation de la même industrie (2). »

8. — Les Capitulations : Malgré la théorie libre-échangiste, et ses bienfaits, il est certain cependant que les droits de douane jouent un rôle important dans le développement de l'industrie et de l'agriculture d'un pays. A mon avis le célèbre ouvrage de List a suffisamment démontré cette vérité pour que l'on soit obligé d'en faire une nouvelle démonstration.

Les Capitulations ont obligé le gouvernement des sultans à accorder une liberté quasi-absolue à l'importation des marchandises étrangères, en fixant invariablement le taux du droit sur les importations.

Les capitulations conclues en 1673 et en 1740 fixèrent le droit de douane à 3 pour cent ad valorem. Ce régime dura jusqu'en 1838, date à laquelle fut conclue

(2) De la Jonquière, histoire tome II, 672.

avec l'Angleterre le traité de commerce de Balta-Liman. Ce traité qui n'était en somme qu'une capitulation déguisée et qui fut suivi d'actes similaires avec d'autres puissances, porta le droit à 5 pour cent. D'autres traités conclus en 1861, portèrent ce droit à 8 pour cent ; mais ce droit invariable était également insuffisant pour lutter contre la concurrence étrangère. En 1907, les droits de douane furent portés à 11 pour cent ad valorem.

Les capitulations et, dans une époque relativement récente, les différents traités de commerce, qui n'étaient en somme que des capitulations déguisées, puisqu'ils ont été conclus sous la menace de faire retour au régime douanier des capitulations, furent fatals au développement économique de l'Empire ottoman.

En effet, ce système de tarification uniforme ad valorem présentait un vice capital pour ceux qui voulaient développer l'industrie du pays : le droit d'importation de 11 pour cent « dans son application aux manufactures étrangères, offrait une protection insuffisante pour encourager les industries ottomanes, tandis que dans son application aux matières premières étrangères, dont il augmentait le prix, ce droit désavantagea les industries ottomanes dans leur concurrence avec l'étranger ».

Pour être libre économiquement, il faut être maî-

tre de ses tarifs de façon à pouvoir les modifier selon les besoins du pays et du moment. Or tel n'était pas le cas du gouvernement ottoman à qui les puissances étrangères avaient imposé un tarif unique à toutes les marchandises sans distinction. Des tarifs différentiels permettent seuls de protéger utilement l'industrie.

Ainsi, en résumé, la situation économique déplorable de l'empire ottoman fut, comme nous venons de le voir, une des causes principales de sa décadence.

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

LA POLITIQUE IMPERIALISTE DE LA RUSSIE

La Russie et les Chrétiens de l'Empire Ottoman. — Panславisme. — La Russie provoque et favorise la dislocation de l'Empire Ottoman pour s'emparer des Détroits.

La politique impérialiste de la Russie fut une des causes principales de la décadence et de la dissolution de l'Empire Ottoman.

Les Tsars qui voulaient s'emparer des Détroits travaillèrent à la ruine et à la dislocation de l'Empire Ottoman qui souffrait de nombreuses causes de décadence que j'ai exposées dans la première partie de cette thèse. Pour assurer le succès de leur entreprise, ils provoquèrent et favorisèrent, par tous les moyens possibles, le soulèvement des peuples conquis par la Porte; et c'était là un moyen de succès d'autant plus efficace que la constitution théocratique de l'Empire

Ottoman avait permis à ces différents peuples de conserver leurs particularités et leur nationalité. En outre, par des guerres successives, les tzars s'efforcèrent d'entraver l'accomplissement des réformes en Turquie (1).

*
**

La prise de Constantinople par les Turcs, survenue sous le règne du grand prince russe Vasili II, provoqua une vive douleur chez les Russes, car « la Russie se trouvait liée à l'Empire d'Orient par les liens de la religion et de la civilisation. C'est de l'Empire d'Orient que les Russes reçurent la foi chrétienne ; c'est là qu'ils recrutèrent pendant longtemps leur clergé. Ce sont les moines grecs qui fondèrent les pre-

(1) Voyez ce qu'écrivait à ce sujet Mr. A. Fua, ancien rédacteur du *Mechveret* : (On sait l'adage : « Cherchez la femme » qu'un juge d'instruction applique presque toujours avec succès dans ses investigations pour la découverte d'un crime. Dans les affaires d'Orient et principalement en Turquie, l'historien ne peut faire un pas, il ne peut ni trouver, ni donner une explication plausible et vraie des événements si, au préalable, il n'a mis en exergue de ses études ces mots : « Cherchez la Russie ». Abdul-Hamid II et Mourad V, p. 25.

mières écoles russes. Ce sont les architectes et les artistes grecs qui ont édifié et orné les premières églises russes. Ainsi, pour la Russie, Constantinople était un véritable foyer de lumière ».

Dès lors, les princes russes se considérèrent comme les héritiers de l'Empire d'Orient, et les défenseurs de tous les orthodoxes. Léon-le-Sage prédisait que les Musulmans ne règneraient pas longtemps à Constantinople. Les théologiens russes, commentant cette prédiction annoncèrent la délivrance prochaine de Constantinople par les tzars.

Ainsi naquit l'idée de la « mission historique » de la Russie, et comme une confirmation de cette mission des tzars, le grand prince russe Jean III épousa la princesse Sophie, nièce de Constantin Paléologue, dernier empereur d'Orient. De la sorte, l'union se trouvait parachevée entre la famille de Paléologue et les princes de Moscou. « En tant qu'héritier de l'Empire d'Orient le grand prince russe voulait préparer la revanche de 1453 contre la Turquie ; en tant que successeur du trône de Byzance, il nourrissait le désir de prendre la croix et de marcher vers les rives du Bosphore ; comme souverain très chrétien, il voulait libérer la capitale gréco-romaine de la domination turque ; comme prince orthodoxe, il songeait à rétablir la croix sur la coupole de la cathédrale Sainte-Sophie. Mais, affaibli par la domination de l'Empire mongol,

ayant pour ennemis mortels la Suède, la Pologne, la Lithuanie, les Khanats de Kazan et d'Astrakan ; voulant maintenir de bons rapports avec les khans de Crimée, qui depuis 1475 étaient devenus les vasseaux des sultans de Turquie ; étant occupé de la réunion des diverses principautés, presque indépendantes, en un Etat fortement organisé et solidement centralisé et ne voulant pas exposer son pays à l'attaque de l'armée ottomane, dont la puissance menaçait l'Europe tout entière, le prince russe, tout en conservant ses «droits» au trône de Byzance, adopta une ligne de conduite pacifique à l'égard de l'Empire Ottoman. (1).

Les successeurs de Jean III, à part le tzar Alexis Mikalowitch et la tzarine Sophie, conservèrent cette attitude pacifique, malgré leur vif désir d'attaquer l'Empire Ottoman et de prendre Constantinople, jusqu'en 1682.



Jusqu'à cette date, le mouvement de la Russie vers le Bosphore n'est motivé que par des considérations religieuses. Mais à partir de 1682, c'est-à-dire à partir de l'avènement au trône de Pierre le Grand, le mobile du mouvement russe vers les bords du Bosphore se

(1) Gigarev.

trouva complètement modifié : la possession du Bosphore et des Dardanelles devint la principale préoccupation des empereurs russes.

Cette nouvelle politique de la Russie se trouve formulée de la façon suivante dans le fameux testament politique attribué à Pierre Le Grand :

« Il faut, dit le paragraphe 12 du testament, préparer la Russie militairement. Il faut proposer séparément et secrètement à la France, puis à l'Autriche, de partager avec un de ces pays la Turquie. Ce projet doit provoquer une guerre entre ces pays, guerre qui deviendrait générale.

« La Russie, dit le paragraphe 13. doit leur laisser le temps de s'affaiblir, elle doit rassembler ses forces et entrer dans la guerre à côté de l'Autriche, l'armée russe étant dirigée sur le Rhin, les escadres russes paraîtraient au même instant, l'une dans la mer d'Azov, et l'autre, dans la mer Egée. Elles doivent forcer les Détroits et chasser les Turcs au-delà du Bosphore et des Dardanelles. Après l'anéantissement de l'empire Ottoman, la Russie doit mobiliser la population de la Turquie et diriger les nouvelles recrues vers la France, l'Italie, l'Espagne. La Russie doit emmener une partie de la population de ces pays aux fins de repeupler les déserts de la Sibérie ».

Ces dispositions servirent de base à la politique

orientale de l'Empire Russe, au cours des XVIII^e et XIX^e siècles.

En 1711, Pierre Le Grand, après avoir réformé son empire et consolidé son armée, adressait aux Slaves la missive suivante : « En vengeance leur iniquité (les Turcs) et en protégeant les Chrétiens contre leurs vexations, après avoir invoqué Dieu de venir en aide, nous avons l'intention de faire la guerre ; non seulement en opposant de la résistance aux Musulmans, mais en entrant dans leurs possessions par les armes, et libérer, si Dieu le permet, les chrétiens orthodoxes du joug païen. Avec nos armées excellentes nous marcherons contre l'ennemi. Il faut mépriser la peur et les difficultés pour l'Eglise orthodoxe, et non-seulement combattre mais verser jusqu'à la dernière goutte de sang ! ». Pierre Le Grand se déclarait ainsi, comme ses prédécesseurs, le « défenseur des chrétiens orthodoxes ».

Mais en réalité, il voulait se servir d'eux pour le succès de sa politique impérialiste. Profitant de l'anarchie dont souffrait l'Empire Ottoman, il engagea la campagne de Pruth. Battu, il dut signer le traité de Falksen (1711).

Sans se décourager, il poursuivit son œuvre, secondé par le prince Cantémir, hospodar de Moldavie, qui, à la suite de sa trahison à la cause turque, s'était réfugié en Russie. « Ce perfide et rusé phanariote exerça

sur l'esprit de Pierre une influence qui devait rejail-
lir sur tout l'avenir de l'empire naissant des Mosco-
vites. Connaissant à fond les défauts de la cuirasse
de l'empire des Ottomans, il l'initia dans l'art de saper
leur œuvre. Il fortifia le tzar Pierre dans la pensée
de l'action puissante qu'il pouvait exercer par le dog-
me sur les populations de religion orthodoxe soumises
à la Porte... Encouragé par ces exhortations qui se fai-
saient l'écho de ses aspirations personnelles, Pierre Le
Grand fit de leur réalisation l'objet de ses médita-
tions les plus constantes ».



Après l'élection de Stanislas Leczinsky, en 1743, les
armées russes et autrichiennes envahirent la Pologne.
Aussitôt l'ambassadeur de Louis XV à Constantino-
ple, le marquis de Villeneuve, fit des démarches au-
près du Sultan en faveur de la Pologne. Mais à ce mo-
ment la Turquie se trouvait aux prises avec les Per-
sans et ne put acquiescer à la demande du Roi de
France.

Mis au courant, par les fonctionnaires grecs de la
Porte, de la réponse de la Turquie et des difficultés où
elle se trouvait, Weschniacow, le ministre de la Rus-
sie à Constantinople, fit tout son possible pour rendre

la guerre inévitable. C'était là une magnifique occasion pour « humilier les Turcs ».

La tzarine, encouragée par ses agents diplomatiques, fit marcher ses armées et envahir la Crimée.

Cette fois-ci encore le gain de la Russie ne fut pas grand. Mais, sans se décourager, elle continua son œuvre destructive. Elle organisa une propagande formidable qui fut couronnée de succès. Pour cela on utilisa tous les moyens. Les papes de la Russie firent répandre, à travers les contrées où dominait le rite grec, le bruit que « les chrétiens seront délivrés par un peuple de race blonde ». Trois émissaires parcoururent les différentes régions des Balkans et prêchèrent en faveur de la Russie. Germano, colonel dans l'armée russe, parcourut toute la Roumanie sous prétexte de pèlerinage et prononça des discours pleins de promesses. « Frères, disait-il à son auditoire et à l'archimandrite du monastère d'Argis, frères ! l'Europe vous a oubliés. Vous ne pouvez lutter à la fois contre les Hongrois les Turcs et les Tartares. Pourquoi ne pas vous jeter dans les bras de la Russie ? Elle est chrétienne, vous le savez, elle est orthodoxe ; avec elle vous conserverez votre langue, votre nationalité, votre foi. Croyez-moi, la Russie veut vous sauver, elle veut être votre mère » et elle le sera malgré vous ».

Papazoglou, capitaine d'artillerie dans l'armée russe, parcourut les côtes de l'Adriatique, la Thessalie et

le Péloponèse, « pour régler des affaires de famille ». En réalité, il organisait le soulèvement des Grecs.

Un soi-disant moine, Stéphano, prêcha avec succès en Serbie, en Croatie, au Monténégro. Il préconisait « la réconciliation universelle au profit d'une sainte cause ». Son activité fut telle qu'il fortifia, avec la cotisation des populations, les passages des montagnes et construisit des fortifications.

Ces émissaires préparèrent ainsi la voie aux armées russes qui ne tardèrent point à envahir, en 1770, les territoires ottomans. En 1774, ils traversèrent le Danube et imposèrent à la Turquie le honteux traité de Kutchuk Kaïnardji dont nous avons parlé dans le chapitre II de cette thèse. Qu'il me soit permis de rappeler seulement que par cet acte le Sultan reconnaissait l'indépendance de la Crimée, de Boudjak, et accordait aux Russes la libre navigation de la Mer Noire. Il cédait plusieurs territoires et, en outre, il accordait à la Russie un droit d'intervention en faveur des principautés et de l'Eglise grecque. « L'indépendance de la Crimée était une mystification politique de Catherine-la-Grande. En effet, ce pays devenu indépendant, les agents russes fomentèrent des troubles, rallumèrent les haines entre les diverses branches de la famille des khans, les désordres se répandirent dans toute la contrée. Le khan, appuyé par la Turquie fut déposé : celui qui lui succéda était une créature de la

tzarine ; la Russie, sous prétexte de protéger le gouvernement légal, introduisit des troupes dans le pays et s'en empara ». La paix de Yassi confirma la prise de la Crimée (décembre 1791). A partir de cette date, la Russie put posséder un grand littoral, ce qui était un des points essentiels de son programme impérialiste.

*
**

En 1814, trois grecs, l'archimandrite Dicée dit Papa Fléchas, Scontas et Xanthos, fondèrent une association nommée « Philomuse », dont l'objet apparent était de répandre l'instruction en Grèce. Bientôt cette association prit un développement considérable et centralisa toutes les sociétés secrètes. Elle devint un formidable foyer d'agitation, cultivant « la grande idée » de l'émancipation. Elle n'avait point de chef visible, mais se ralliait au nom d'un être imaginaire appelé l'Arché qui était, en réalité, l'empereur de Russie.

En effet « L'idée fixe d'Alexandre 1^{er} comme tous les souverains russes depuis le commencement du XVIII^e siècle était d'accélérer la décadence et d'achever la ruine de l'Empire Ottoman. S'il s'était arrêté en 1812 dans ses succès contre le sultan Mahmond, c'était uniquement pour pouvoir faire face à Napoléon. L'Empire Français une fois renversé, la paix ré-

tablie en Occident, il revenait et s'attachait, avec sa mystique tenacité de Slave, au vieux projet « Turc » de Catherine II..... L'interprétation qu'il donnait, comme tous les Russes, au traité de Kaïnardji l'encourageait à pousser plus loin ses prétentions et à se poser en médiateur entre les Ottomans et la masse entière de leurs sujets chrétiens... Il était bien décidé à saisir et même à provoquer les occasions qui lui permettraient de réaliser son dessin, et, dès la fin de 1815, ses regards se tournaient vers Constantinople (1) ».

En attendant de pouvoir agir, il encouragea et protégea les conspirateurs grecs. Les deux frères Ipsilanti, qui devaient, en 1821, donner le signal de la révolution hellénique, étaient ses aides de camp. Le Carfiote Capo d'Istria, dévoué comme eux corps et âme à l'émancipation de sa patrie, était devenu un de ses ministres. Les patriotes grecs allaient en Russie demander des instructions ou proposer des plans. Des émissaires furent formés en Russie, puis répandus dans toutes les provinces chrétiennes de l'Empire Ottoman.

Le 5 mars 1821, Ipsilanti parut en Bessarabie et lança la proclamation suivante : « Hellènes, l'heure a sonné. Il est temps de venger notre religion et notre patrie. Partout, nos frères et nos amis sont prêts à

(1) Hist. Diplom, Debidour, Tome II, p. 101, (édit. 1891).

nous seconder ... En avant, Hellènes, en avant ! et nous verrons une puissance formidable protéger nos droits. »

Toute la Grèce répondit à cet appel. L'insurrection se prolongea pendant de longues années.

Le premier décembre 1825, Alexandre I mourut à Taganrok. Son successeur Nicolas I déclara bien haut « qu'il se regardait comme solidaire de son prédécesseur à l'égard de l'Empire Ottoman et qu'il allait simplement continuer le tzar Alexandre. » Comme ce dernier, il rêvait de détruire l'Empire turc ou tout au moins de l'affaiblir assez pour qu'il fût à jamais inféodé à sa politique. Il fit appel en conséquence à la France et à l'Angleterre « au nom de l'humanité » pour soutenir les Grecs qui étaient affaiblis, découragés et divisés. « Les Cabinets de Londres et de Paris, assez informés et conscients des excès commis par les insurgés, résistèrent autant qu'ils purent aux suggestions russes et à celles de l'opinion publique qu'avaient surexcitée les poètes et une presse rédigée par des romanciers. Néanmoins, l'unanimité des considérations sentimentales l'emporta sur les considérations politiques. En juillet 1827, les Cabinets de Paris et de Londres reconnaissaient par un traité avec la Russie, l'indépendance de la Grèce. Continuant son œuvre, le tzar Nicolas I obtint de ces deux puissances qu'elles s'associassent à la Russie pour surprendre en pleine paix

la flotte ottomane dans la baie de Navarin où les trois alliés la détruisirent. »

« Tel était, dit E. Regnault, l'aveuglement à cette époque que toute l'Europe applaudit à un odieux guet-apens qui aurait dû faire rougir les honnêtes hommes et trembler les hommes habiles ; car la Russie gagnait une partie décisive sans rien risquer au jeu. La France et l'Angleterre avaient tenu pour elles les cartes, acceptant pour leur compte les hontes d'une tricherie, dont le tzar empochait les bénéfices. »

Tandis que d'une part, le tzar soutenait les insurgés grecs, il s'efforçait, de l'autre, à entraver l'accomplissement des réformes que le sultan Mahmond venait d'entreprendre. Il s'empessa d'intervenir pour ne pas laisser à l'Empire Ottoman le temps et la possibilité de se transformer.

Sous différents prétextes la guerre fut donc déclarée à la Turquie en mai 1828. Voici à ce sujet le témoignage du *Comte Pozo di Borgo*, alors ambassadeur de Russie à Paris :

« Lorsque le Cabinet impérial examina la question de savoir si le moment était arrivé de prendre les armes contre la Porte, il aurait pu exister des doutes relativement à l'urgence de cette mesure aux yeux de ceux qui n'avaient pas assez médité sur les effets des réformes sanglantes que le Chef ottoman venait d'exécuter. Maintenant l'expérience que nous venons de

faire doit réunir toutes les opinions en faveur du parti qui a été adopté. L'Empereur a mis le système turc à l'épreuve et Sa Majesté l'a trouvé dans un commencement d'organisation physique et morale qu'il n'avait pas eu jusqu'à présent. Si le Sultan a pu nous opposer une résistance plus vive et plus régulière, tandis qu'il avait à peine réuni les éléments de son nouveau plan de réformes et d'amélioration, combien l'aurions-nous trouvé formidable dans le cas où il aurait eu le temps de lui donner plus de solidité? »

Après une année de lutte, les Russes réussirent à franchir les Balkans. La prise d'Andrinople contraignit le sultan à accepter une paix onéreuse. Le traité fut signé le 14 septembre 1829. La Russie acquérait les bouches du Danube ; les privilèges de la Moldavie et de la Valachie étaient confirmés ; les hospodars, élus à vie, ne pouvaient être destitués que dans certains cas et du consentement du tzar ; il était interdit à tout musulman d'habiter dans les principautés. La Turquie reconnaissait en outre l'indépendance de la Grèce.

*
**

En 1832, la Russie eut une nouvelle occasion pour appliquer son programme impérialiste.

Mehemet Ali, vice-roi d'Egypte, marchait sur Constantinople. La situation du gouvernement ottoman é-

tait des plus critiques. Nicolas I offrit au Sultan son assistance et lui envoya 15.000 soldats russes et douze bâtiments de guerre.

Comme prix de cette assistance, la Turquie signa avec la Russie le traité d'Hunkiar-Iskélessy, par lequel « elle s'engageait à ne laisser pénétrer par les Dardanelles, dans le Bosphore, aucun vaisseau de guerre étranger et à recourir à l'aide militaire de la Russie en cas de nécessité. » Suivant l'expression d'un historien français, « la Turquie se mettait à la merci de l'autocrate de toutes les Russies ».

Heureusement, la tournure des événements et l'intervention des autres puissances européennes annihilèrent les effets de ce traité qui faisait de l'Empire Ottoman un protectorat russe. Sur la proposition de Metternich, l'Angleterre, l'Autriche, la Prusse et la Russie signèrent le traité de Londres du 13 juillet 1840 pour sauvegarder l'intégrité de l'Empire Ottoman, et, le 13 juillet 1841, les mêmes puissances signèrent la convention des Détroits à laquelle la France adhéra également pour affirmer comme un principe permanent du droit international, la clôture des Dardanelles et du Bosphore à toutes les flottes de guerre européennes.

« En obtenant la participation de la Russie au traité de Londres, dit Munir Pacha, les Grandes Puissances occidentales avaient cru lui faire perdre les avantages du traité d'Hunkiar-Iskélessy. Cette convention o-

bligea tout au plus la diplomatie russe à mettre en œuvre d'autres moyens d'action dans la poursuite de sa politique traditionnelle en Orient...., partout la diplomatie russe se fit des créatures et prépara des pièges. Quant au traité de Londres, le tzar en riait de bon cœur ; il lui suffisait de mesurer toutes les contradictions qui présidaient aux actes des signataires pour être pleinement assuré..... Sans se laisser troubler par de vaines formules, la diplomatie du tzar, aidée par ses consuls régnait dans les Principautés danubiennes. En Serbie, en Bosnie, en Grèce, en Bulgarie, ses agents, ses papes préparaient les insurrections pour offrir de multiples sujets d'intervention et se créer ainsi un nouveau protectorat, en attendant l'héritage convoité de Constantinople. »

En même temps, comme en 1828, Nicolas I suivait avec attention l'application des réformes en Turquie. En effet, « sous l'influence de Réchid Pacha, inspirateur de la Jeune Turquie, le nouveau Sultan, Abdul-Medjid, avait publié le Hatti-Chérif de Gulhané. Par cette sorte de charte, qui créait dans l'empire des conseils de communes et d'arrondissements, améliorait l'organisation de la justice, promettait l'égalité devant la loi, régularisait l'impôt et le service militaire, la Turquie pouvait en peu d'années se régénérer et redevenir capable de résister aux entreprises d'une grande puissance européenne. On n'a pas de peine à

comprendre que le tzar, fort inquiet, ne voulait lui laisser ni le temps, ni la possibilité de se transformer ainsi. Tandis que d'une part il usait de toute son influence sur les sujets chrétiens du sultan pour retarder les progrès du tanzimat (réformes), il représentait de l'autre, avec affectation, le gouvernement ottoman comme incurable. (1) ». Aussi, dès 1844, profitant de sa visite à la reine Victoria, proposait-il à Robert Peel un accord au sujet de la Turquie. Un mémoire fut rédigé à ce sujet par le comte de Nesselrode, ministre des Affaires Etrangères de Russie, et fut communiqué au Cabinet de Londres. Voici la partie la plus intéressante de ce document où le démembrement de l'Empire Ottoman était indiqué à mots couverts, comme une solution également avantageuse aux deux cours :

« La Russie et l'Angleterre sont également convaincues qu'il y va de leur commun intérêt de maintenir l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Porte, cette combinaison diplomatique étant étroitement liée au maintien général de la paix. D'accord sur ce principe, la Russie et l'Angleterre ont un égal intérêt qui les pousse à unir leurs efforts pour consolider l'existence de l'Empire Ottoman et aussi pour écarter les dangers qui pourraient menacer sa sécurité. Pour réaliser ce but, le point essentiel est de permettre à la

(1) Debidour.

Porte de vivre en paix, sans l'agiter par des soucis diplomatiques et sans intervenir dans ses affaires intérieures. Il importe pour cela de ne pas perdre de vue deux choses : d'abord, la Porte a une tendance à se libérer sans cesse des engagements que les traités conclus avec les autres Puissances lui ont imposés, et elle compte pouvoir agir ainsi impunément en se reposant sur la jalousie qui règne entre les différents Cabinets. Elle pense que si elle manque à ses engagements envers l'un d'entre eux, les autres la soutiendront et lui éviteront toute responsabilité ;

« Il est essentiel de ne pas laisser cette illusion s'ancrer dans l'esprit de la Porte. Chaque fois qu'elle manque à ses obligations envers l'une des Grandes Puissances, il est de l'intérêt de toutes les autres de lui faire comprendre ses torts et de l'exhorter à rendre justice aux Cabinets qui demandent réparation. Aussitôt que la Porte verra qu'elle n'est plus soutenue par les autres Cabinets, elle s'inclinera et les différends qui pourraient exister disparaîtront grâce à la conciliation sans qu'aucun conflit puisse se produire.

« Une autre cause des complications inhérentes à la situation de la Porte, est la difficulté qu'il y a de concilier le respect dû à l'autorité souveraine du Sultan basée sur la loi musulmane et les concessions dues aux intérêts des populations chrétiennes de l'Empire.

« On ne peut nier l'existence de cette difficulté. D'a-

près les dispositions d'esprit actuelles de l'Europe, les Cabinets ne peuvent pas voir avec indifférence les populations chrétiennes sujettes à de flagrantes vexations et à l'intolérance religieuse. C'est là une vérité qu'il faut sans cesse répéter aux ministres ottomans. Ceux-ci doivent être persuadés qu'ils ne peuvent compter sur l'appui amical des Grandes Puissances que sous la condition que les sujets chrétiens de la Porte soient traités avec tolérance et bonté.

« Tout en insistant là-dessus, les représentants des Puissances doivent, d'autre part, user de toute leur influence pour que les sujets chrétiens de la Porte restent soumis à l'autorité du Sultan. Guidés par ces principes, les représentants étrangers doivent agir ensemble dans un esprit d'union parfaite. Si des remontrances sont faites au gouvernement de la Porte, elles doivent porter un caractère de manifestation unanime, et il ne faut pas qu'une des Puissances se mette en avant toute seule.

« En agissant ainsi avec calme et modération, les représentants des Grandes Puissances auront les plus grandes chances de réussir sans risquer de provoquer des complications qui mettraient en danger la tranquillité de l'Empire Ottoman. Si toutes les Grandes Puissances veulent bien suivre franchement cette ligne de conduite, elles peuvent espérer à bon droit qu'elles prolongeront l'existence de la Turquie.

« Il est impossible cependant de ne pas voir les éléments de dissolution qui existent et se développent dans cet Empire. Des circonstances impérieuses peuvent en hâter la chute sans qu'il soit possible aux Puissances réunies d'empêcher ce résultat, d'autant plus qu'il est impossible à la prévoyance humaine de tracer d'avance un plan d'action dans le cas où se produirait un évènement aussi inattendu.

« Il serait prématuré d'envisager des éventualités qui ne se produiront peut-être jamais. Dans l'incertitude qui enveloppe l'avenir, une seule idée fondamentale semble une réalisation pratique. C'est que le danger qui pourrait résulter d'une catastrophe en Turquie serait très diminué si dans cette occurrence la Russie et l'Angleterre s'entendaient pour suivre une ligne de conduite identique. Cet accord n'en serait que meilleur s'il recevait l'assentiment de l'Autriche. Il existe déjà entre l'Autriche et la Russie une conformité de vues parfaite en ce qui regarde les affaires de Turquie, l'intérêt de chaque Puissance étant le maintien de la tranquillité et de la Paix. Pour rendre plus efficace cette union de l'Autriche et de la Russie, une seule chose est à désirer, à savoir que l'Angleterre consentit à s'unir à elles dans le même but.

« Les raisons en sont très simples. Sur terre, la Russie exerce sur la Turquie une influence prépondérante ; l'Angleterre occupe la même position sur mer.

Isolée, l'action de ces deux Puissances peut faire beaucoup de mal ; combinée, elle ne peut être que salutaire. Voilà donc bien établie l'utilité d'un accord préliminaire avant toute action.

« Cette idée d'un accord préliminaire fut adoptée en principe pendant le séjour de l'Empereur à Londres. Il en était résulté un engagement conditionnel par lequel la Russie et l'Angleterre promettaient de se concerter sur l'attitude à prendre si quelque chose d'important se produisait en Turquie.

« Les points sur lesquels la Russie et l'Angleterre auraient à se mettre d'accord peuvent être ainsi formulés :

1° Maintien de l'Empire Ottoman dans sa condition politique présente aussi longtemps que cela sera possible ;

2° Si nous voyons que sa dissolution est imminente, entente préliminaire nécessaire pour l'établissement d'un nouvel état de choses destiné à remplacer celui qui existe, et précautions prises en commun afin qu'aucun des changements survenus dans la situation intérieure de l'Empire ne trouble la sécurité des deux Grandes Puissances et ne menace les droits garantis par les Traités à chacune d'elles, ni le maintien de l'équilibre européen. C'est sur ce programme ainsi formulé que la politique de la Russie et de l'Autriche est solidement établie. Si l'Angleterre, la plus grande

puissance maritime, agissait d'accord avec elles, il y a tout lieu de croire que la France se verrait obligée de suivre la ligne de conduite décidée entre Saint-Pétersbourg, Londres et Vienne. Toute possibilité de conflit entre les Grandes Puissances étant ainsi écartée, on peut espérer que la paix de l'Europe serait maintenue quelle que soit la gravité des circonstances. C'est pour assurer ce résultat si désirable pour le bien de tous que la Russie et l'Angleterre devraient s'entendre. »

L'Angleterre fit la sourde oreille aux sollicitations du tzar. Celui-ci voulut alors agir seul et « abattre l'arbre ottoman pendant qu'il était encore frêle. » L'état de l'Europe semblait servir à souhait les dessins de Nicolas I. L'heure lui parut propice pour son entreprise. Il résolut donc de ne plus attendre.

La question des Lieux-Saints lui servit de prétexte. Il envoya le prince Mentchikow à Constantinople en mission extraordinaire. Celui-ci réclama « la reconnaissance formelle et écrite du droit de protectorat russe sur tous les chrétiens orthodoxes de l'Empire Ottoman, l'octroi de certains privilèges temporels aux patriarches de Constantinople, d'Antioche et d'Alexandrie, l'engagement de ne nommer, ni destituer les prélats qu'après avis préalable des représentants russes, enfin une alliance offensive et défensive avec la Russie. »

En même temps, Nicolas, revenant à la charge, proposa à Sir Hamilton Seymour le partage de la succession de « l'homme malade ». Il s'exprimait ainsi :

« Dans l'Empire turc il y a plusieurs millions de Chrétiens aux intérêts desquels je suis tenu de veiller ; c'est d'ailleurs un droit que les traités m'ont garanti. Notre religion, telle qu'elle est établie en Russie, nous est venue d'Orient, et il y a des sentiments et des obligations qu'il ne faut jamais perdre de vue. Maintenant la Turquie est tombée dans un tel état de décrépitude que, malgré notre vif désir de prolonger l'existence du malade, il peut mourir subitement et nous rester sur les bras. Nous ne pouvons pas faire revivre les morts ; si l'Empire turc tombe, il tombera pour ne plus se relever. La chute de la Turquie peut produire, sans l'entente préalable, une guerre européenne ; pour prévenir cette catastrophe européenne, l'Angleterre et la Russie doivent venir à un accord. Je propose donc de constituer les Principautés danubiennes, la Serbie et la Bulgarie en un seul état indépendant, placé sous le protectorat russe. Je déclare que la Russie n'a nullement l'ambition d'étendre sa souveraineté sur les territoires de la Turquie. L'Angleterre pourrait prendre l'Égypte et la Crète, mais je ne pourrais admettre qu'elle voulut s'établir à Constantinople si l'arrangement que je propose était conclu. Si cependant l'Empire Turc s'en allait en morceaux, avant la conclusion d'une telle

convention, je ne puis naturellement faire les mêmes promesses. »

L'Angleterre rejeta nettement les propositions que lui faisait le tzar, et, d'accord avec la France, elle conseilla au gouvernement ottoman de résister aux menaces de Mentchikow.

Alors, le tzar, qui ne croyait jamais à la possibilité d'une alliance franco-anglaise, fit occuper les Principautés danubiennes. Mais il s'était trompé dans ses prévisions. La France, l'Angleterre, le Piémont se joignirent à la Turquie et déclarèrent la guerre à la Russie.

Dans le traité de Paris, le tzar dut garantir l'intégrité de l'Empire Ottoman.

*
**

En dépit de ses engagements, la Russie put continuer sa politique traditionnelle en modifiant ses procédés. Elle excita plus que jamais les Chrétiens à la révolte et à la revendication de leur indépendance. Elle s'efforça de faire distraire les revenus que la Porte destinait aux travaux publics et à l'introduction des réformes, au maintien des dépenses de forces militaires disproportionnées, afin d'empêcher la Turquie de faire honneur à ses promesses de 1856. Il voulait, en un mot, désorganiser l'Empire Ottoman par tous les moyens possibles et amoindrir son autorité politique.

Le Monténégro présentait un terrain favorable pour appliquer la nouvelle méthode politique de la Russie. Ce petit canton montagneux dépendait nominale-ment de la Porte, mais ne lui avait, en fait, jamais obéi, et revendiquait ses droits à l'indépendance.

La Russie encouragea donc le Monténégro dans ses revendications. Alors, le prince de Monténégro adressa un mémoire aux Cabinets des « Puissances Chrétiennes signataires du traité de Paris » dans lequel, après avoir rappelé que lors des guerres du christianisme contre l'islamisme, les gouvernements européens avaient demandé le concours des Monténégrins, toujours empressés à répondre à cet appel, que les Puissances européennes ayant décidé au congrès de Paris la cession par la Russie aux Turcs de la cinquième partie de la Bessarabie, il sollicitait que ces mêmes puissances exigeassent aussi l'annexion d'une certaine partie du territoire ottoman au Monténégro, ce pays se trouvant exposé de la part de la Turquie à des dangers bien plus sérieux que la Turquie ne l'était de la part de la Russie. » Il résumait tous ses vœux de la façon suivante : 1° la reconnaissance de son indépendance par voie diplomatique ; 2° l'extension de ses frontières vers l'Herzégovine et l'Albanie ; 3° la délimitation définitive de ses frontières vers la Turquie ; 4° l'annexion du port d'Antivari à sa principauté (mai 1856).

Des troubles graves ne tardèrent pas à surgir, obligeant le gouvernement ottoman à procéder à la concentration des troupes dans les districts voisins du Monténégro.

Le prince Gortchakow spéculant sur ces évènements, soulevait hypocritement l'opportunité d'une intervention générale dans les affaires intérieures de la Turquie et à cet effet, il conviait les Grandes Puissances à un accord qui aurait exercé, d'après lui, « une salutaire influence sur les Chrétiens en leur inspirant confiance et espoir, en même temps qu'il eût fortifié le Gouvernement Ottoman dans ses intentions réformatrices ». Quant au mode de solution qu'il préconisait, il ne s'agissait rien moins que de donner « une légitime satisfaction aux vœux et aux besoins des sujets chrétiens de la Turquie en les dotant d'un système de gouvernement qui tendrait à concilier au Sultan l'affection et la reconnaissance de ces derniers, étant donné, disait-il, qu'en présence des éléments de désordre et de lutte légués par les siècles passés aux provinces européennes de la Turquie, la conservation de cet empire ne pourrait être autrement possible. »

Informé sur la duplicité de Saint-Pétersbourg, Lord J. Russel, ministre des Affaires Etrangères de l'Angleterre, répondit de la façon suivante : « L'Empire Ottoman, faisant partie du système européen, devait aussi participer à tous les avantages et à tous les de-

voirs qui incombent à un Etat indépendant. Il ne serait pas juste d'intervenir, sans nécessité ni provocation, dans le cas où une insurrection a éclaté en Turquie et quand cette insurrection a été soutenue par un prince voisin.

« Si le prince de Monténégro était un vassal, le Sultan avait le droit de le réduire à l'obéissance et de lui imposer telles conditions qui puissent assurer toute obéissance dans l'avenir. Si, au contraire, il était un Prince indépendant, le Sultan avait le droit de lui imposer telles conditions de paix qui puissent prévenir le renouvellement d'une agression de sa part. » Quant aux vœux des sujets chrétiens du Sultan « le Gouvernement anglais refusait toute coopération à la réalisation des projets caressés par ces populations tendant à la dissolution des liens d'obéissance dans l'Empire Ottoman et à la destruction de son intégrité. Car, en cas de renversement de cet Empire, les Grecs et les Slaves entreraient en lutte, chaque province réclamerait la suprématie, la guerre civile ravagerait le pays où l'autorité du Sultan aurait été renversée : un appel serait fait aux Grandes Puissances de l'Europe pour mettre fin à l'anarchie, en partageant entre elles les provinces turques, mais que les Puissances seraient difficilement en état d'accomplir cette tâche, sans donner lieu à de nouveaux conflits et probablement à une guerre générale. »

Cependant, la Russie, par son opiniâtre opposition, réussit à obliger la Porte à faire de grandes concessions en faveur du Monténégro, concessions qui conduisirent ce dernier pays à l'indépendance absolue. La Turquie dut, en effet, démolir les fortifications de la route Herzégovine-Scutarie et accepter la formation d'une commission mixte pour fixer de nouvelles frontières dans un sens favorable au Monténégro.

*
**

La Russie se servit de la même tactique lors de l'insurrection serbe.

En 1804, les Serbes, qui étaient déjà en effervescence, se soulevèrent contre la Porte pour obtenir d'abord un gouvernement autonome, sous la suzeraineté du Sultan, et ensuite l'indépendance.

Les insurgés trouvèrent en Russie l'appui dont ils avaient besoin. En effet, dès le début de 1806, envisageant comme très proche soit la ruine totale, soit une révolution importante dans l'Empire Ottoman, le prince Czartoryski jugeait qu'il importait d'examiner quels moyens elle devait employer dès à présent pour n'être pas prise au dépourvu et ne pas perdre le fruit de 40 ans de travail et de persévérance. En conséquence, le Cabinet de Saint-Petersbourg prit les mesures suivantes :

1° Transmettre la pétition du peuple serbe à l'envoyé de Russie à Constantinople, Italinsky, avec ordre

de la communiquer en original à la Porte et de faire tout son possible pour déterminer le gouvernement turc à abandonner ses préparatifs militaires, à rendre aux Serbes la justice qui leur était due, et accepter leurs propositions relatives à leur futur gouvernement.

2° Cependant, et dans l'incertitude du succès de cette démarche, mettre les Serbes en état de résister aux troupes turques ; à cet effet leur faire remettre immédiatement, par le consul général Bolkounof à Bucharest, une somme de dix mille ducats et leur faire envoyer par la cour de Vienne les munitions nécessaires.

3° Informer secrètement les chefs serbes des mesures que la cour impériale prenait en leur faveur, leur conseiller de se défendre avec leur héroïsme habituel, de tâcher en plus, de s'emparer de Belgrade, tout en assurant la Porte qu'ils étaient prêts à rester ses sujets, si elle accédait à leurs justes demandes ; et enfin les détourner de tous rapports avec les Français, Ecrire dans le même sens au prince de Valachie. (1)

Après l'entrée des troupes russes en Moldavie, les rapports des Russes avec les Serbes étaient devenus plus importants et plus fréquents. Par son rescrit du 4 décembre, l'empereur Alexandre avait donné l'ordre

(1) Rapport du Prince Cartoryski à l'Empereur Alexandre, en date du 23 janvier 1806,

au général Michelson de faire savoir aux Serbes qu'ils recevraient des secours militaires de la Russie lorsque ses troupes auraient occupé la Valachie et se seraient approchées d'eux. En même temps, il lui avait prescrit de choisir parmi les officiers russes quelques instructeurs habiles et de les envoyer aux Serbes, mais en secret, à l'insu des Turcs. A la fin de l'année 1806, on avait envoyé aux Serbes 4.000 ducats en leur promettant de nouveaux secours. En janvier 1807, Michelson délégua à Kara-George (le chef des insurgés) un grec, nommé Monolaki, avec une lettre et une somme d'argent. Kara-George promit de suivre dans la mesure du possible les conseils qui lui étaient donnés verbalement, en exprima au général russe la joie que les Serbes auraient de voir parmi eux les Russes, ces « chers frères de race et de religion ».

Dans une autre lettre, le général Michelson, informé de la prise de Belgrade par les troupes serbes, les félicitait de ce succès et leur faisait part du progrès que l'armée russe avait fait en Moldavie et en Valachie. Il leur conseillait de ne pas se laisser prendre aux promesses que la Porte ne manquerait pas de leur faire pour les gagner et les calmer ; les informait qu'il avait pour eux des secours de tout genre et leur demandait des renseignements sur la quantité et la qualité de leurs forces, sur leurs dispositions, sur leurs besoins, sur leurs intentions et sur les moyens d'éta-

blir une communication sûre. « L'heure a enfin sonné pour les combattants chrétiens, écrivait-il, de renverser le joug musulman et de ramener les peuples chrétiens à leur ancienne dignité, à leur gloire et à leur bien-être d'autrefois.

« La Porte Ottomane a déclaré la guerre à la Russie, à cause de sa sollicitude pour le bien-être d'un peuple frère, à cause de notre rapprochement avec vous, nos chers corréligionnaires. La nation serbe est digne d'être une nation, il serait honteux pour elle de payer le tribut aux turcs..... (1) »

Cette lettre produisit un revirement dans la conduite de certains insurgés, qui pensaient que les raïas serbes ne pourraient jamais soutenir la guerre contre l'empire turc. Après la lettre du général russe, tous les insurgés étaient prêts à s'unir à la Russie.

« Malgré toutes les relations antérieures entre les Russes et Serbes, le gouvernement de l'empereur Alexandre n'était pas encore fixé sur la véritable situation du pachalik de Belgrade, ni sur le degré de dévouement du peuple serbe et de son chef envers la Russie. » C'est pourquoi, lors de son séjour à Bartenstein, en mai 1807, le tzar chargea le colonel Paulucci de visiter ces pays et de recueillir les informations indispensables. « En arrivant à Belgrade—était-

(1) Résurrection de la Serbie, G, Yakschitch, p. 117-118.

il dit en substance dans ses instructions — tâcher de déterminer la force de cette place et de la garnison serbe qui s'y trouve. L'archevêque serbe et le commandant de Belgrade nous sont dévoués tous les deux. Dans les entretiens avec eux, insister sur les dangers qu'il y aurait pour les Serbes à se soumettre au Sultan, ou bien à se fier aux promesses de la France..... Donner aux Serbes l'assurance que la Russie est prête à les secourir avec de l'argent, des armes, etc... (1) »

L'émissaire du tzar arriva, le 5 juillet, au camp serbo-russe devant Négotine, et dans une entrevue, il fit à Kara-George un long exposé des avantages que présentait pour les Serbes l'alliance de la Russie. Il lui affirma avec énergie qu'il était sûr que jamais l'Autriche ne pourrait ouvertement les soutenir.

« Puis, après avoir affaibli l'opinion que Kara-George pouvait avoir de l'Autriche, il rappela la communauté de religion, de langue et de mœurs qui rattachait les Serbes aux Russes...., les traits de bienveillance de l'Empereur Alexandre à l'égard des Serbes, dont un des plus éclatants était la jonction effectuée d'un corps de troupe russe avec les leurs. » Ce langage « produisit le meilleur effet, et Kara-George promit de n'avoir aucune relation avec l'Autriche et de se con-

(1) Instruction du baron de Budberg au Colonel Paulucci, en date du 23 mai 1807.

fier entièrement à la protection de l'Empereur Alexandre. »

Une conférence eut lieu le 10 juillet entre le colonel Paulucci et Kara-George, et la convention suivante fut rédigée et signée :

1° Le peuple serbe sollicite la protection de l'empereur Alexandre et le prie de nommer un gouverneur dans le but d'organiser « le pays serbe », d'y rétablir l'ordre et d'élaborer une constitution conformément aux mœurs du peuple ;

2° On déclare qu'il ne pourra y avoir en pays serbe ni spahis, ni esclaves ;

3° Les différents fonctionnaires, qui ne pourront pas être de nationalité grecque, seront nommés par l'empereur de Russie ;

4° Dans toutes les forteresses, il y aura une garnison de troupes régulières russes dont les commandants seront russes ;

5° Les Russes enverront 3.000 hommes d'infanterie, deux escadrons de cavalerie et un régiment de cosaques ; les Serbes, de leur côté, fourniront 20.000 hommes, pour agir en commun contre l'ennemi du côté de Vidin ;

6° Les Russes fourniront le même contingent, et les Serbes 18.000 pour couvrir la frontière du côté de la Bosnie et établir la communication avec les Monténégrins, et pour empêcher les entreprises des Français

avec les Turcs ;

7° Le peuple serbe ayant épuisé tous ses fonds pendant la campagne antérieure, le gouverneur apportera un trésor, qui restera près de lui à Belgrade :

8° On demande des ouvriers habiles pour la réparation des vieux canons, la fabrication de la poudre et du plomb ;

9° Un magasin de munitions sera établi à Belgrade ;

10° Il renfermera 10.000 fusils, destinés à armer les nouveaux partisans que pourraient gagner les Serbes ;

11° Six officiers d'artillerie et du génie seront envoyés en Serbie pour l'instruction des troupes serbes ;

12° De même, une compagnie de pionniers et une compagnie d'artilleurs ;

13° On enverra aussi des médecins et des pharmaciens, l'hôpital principal avec la pharmacie seront établis à Belgrade (1) ;

En octobre 1808, le tzar demanda pour la Serbie l'autonomie sous la protection de la Russie. Il exigea de la Porte « l'assurance de la tranquillité de la Serbie, en promettant à celle-ci d'établir un gouvernement conforme au désir du peuple, sous la protection de la Russie » (2) ;

(1) Yakschitch, p. 127-128.

(2) Le comte de Roumiantsof au comte de Tolstoï, en date du 16 octobre 1808.

Le gouvernement ottoman ne pouvait naturellement pas accepter ces propositions, et voulut traiter directement avec les insurgés, Kara-George reçut une lettre de Kourchid-Pacha de Nisch, lui proposant la paix et lui promettant que la Porte le reconnaîtrait comme prince de la Serbie, dont les frontières seraient délimitées. « Il vaut mieux avoir un maître en Serbie que deux » écrivait le Pacha. Mais les Serbes déclinèrent ces avances, se considérant toujours comme liés aux Russes et espérant que les négociations de paix leur seraient favorables. Kara-George répondit donc à Kourchid qu'il communiquerait sa proposition au commandant en chef de l'armée russe à Yassy, et que les Serbes « tiendraient pour sacré ce qui y serait conclu (1). »

Alors, la Porte se résolut à réduire les Serbes, et en même temps déclara la guerre à la Russie.

En 1812, Napoléon I entreprit la campagne de Moscou. Le tzar dut alors abandonner les Serbes ; il le fit, toutefois, sans négliger de faire insérer un article dans le traité de Bucarest (1812), assurant la promesse de l'octroi d'une autonomie administrative à la Serbie. Mais une fois la Russie aux prises avec la France, la Porte en profita pour occuper la Serbie et réprimer le mouvement insurrectionnel. Kara-George, avec

(1) Yakschitch, p. 194.

d'autres chefs s'enfuirent en Hongrie et le reste fit sa soumission.

Les sévères représailles exercées par les nouvelles autorités turques et la non-application de l'article du traité de Bucarest, garantissant l'autonomie, provoquèrent un nouveau soulèvement (avril 1815) sous la direction de Miloche Obrénovitch.

Ce soulèvement promptement organisé surprit les turcs. Le tzar, libre d'agir après Waterloo, ne manqua pas d'exiger l'exécution de la promesse de 1812. « Le sort des Serbes continuait particulièrement à l'intéresser. »

La Porte dut entrer en négociation avec Miloche et accorda aux Serbes une demi-autonomie (1815). Il y eut ainsi à côté du gouverneur ottoman de Belgrade un chef suprême, premier Knèze, élu par les Serbes et investi par le Sultan, qu'assistait un Conseil de Knèzes également élus.

Du chef suprême et du Conseil relevaient l'administration, la justice, la perception des impôts dans les cantons exclusivement serbes. Le premier Knèze fut Miloche Obrénovitch.

Celui-ci dans l'espace de quinze ans, grâce à l'assistance de la Russie et en vertu de l'acte additionnel du traité d'Akermann (1826) confirmé par le traité d'Andrinople (1829), obtenait du Sultan la suppression des impôts et des redevances dus au trésor impé-

rial ainsi qu'aux Sipahis et leur remplacement par un tribut fixe et invariable, l'évacuation du pays par la population musulmane à l'exception des habitants des citadelles et leur garnison, le droit d'organiser une petite armée de milice locale, en un mot, l'autonomie complète de la Serbie. Deux hattî-chérifs datés d'octobre 1830 et de novembre 1833 précisèrent les avantages accordés à la Serbie par le traité d'Andrinople.

La Serbie enfin ressuscitait grâce à l'appui de la Russie. « Elle restait, il est vrai, tributaire de la Porte, mais elle devenait une principauté héréditaire et jouissait d'une autonomie intérieure. Elle était ce qu'en droit public on appelle une province privilégiée. Mais en fait, elle était plus : cette province comptait en effet 2.300 villages avec 668.582 habitants ; elle disposait de 12.000 hommes exercés dans le métier des armes ; elle possédait des écoles, des imprimeries, des journaux, elle n'avait plus qu'à attendre son heure pour se débarrasser des garnisons turques d'ailleurs insignifiantes et reconquérir son indépendance totale et ses frontières d'autrefois. (1) »

*
**

« L'île de Crète, dont la population est en grande majorité chrétienne et grecque, souffrait avec d'au-

(1) Yakschitch, p. 492.

tant plus d'impatience la domination ottomane qu'elle avait déjà fait, à diverses époques, de violents efforts pour s'y soustraire. Plus que jamais elle aspirait à s'unir au royaume des Hellènes. Le cabinet de Saint-Pétersbourg l'y encourageait. La grande duchesse Olga, nièce d'Alexandre II, devait épouser le roi Georges. La Crète lui servirait de dot. Dès le mois de mai, 1866, des rassemblements armés avaient eu lieu dans l'île et les mécontents avaient adressé à Constantinople l'exposé de leurs griefs... Sommés de se disperser, les patriotes affirmèrent leurs droits les armes à la main (premier août). Quelques jours après, les hostilités éclatèrent entre eux et les troupes turques. Aussitôt la Crète prit feu tout entière... En septembre, elle proclamait solennellement son indépendance et son annexion à la Grèce... L'argent, les munitions, les armes ne leur faisaient pas défaut. La sollicitude de la Russie eût suffi pour qu'il ne leur manquât rien.(1) »

A Candie, le consulat russe était l'officine où se machinaient les manifestes crétois et les rapports fantaisistes sur les prétendues férocités des musulmans et des troupes ottomanes aussi bien que sur les prouesses des insurgés. « A Constantinople, l'ambassadeur du tsar, le général Ignatiew, conseillait à sa Cour d'allumer le conflit général. »

(1) Debidour, *Hist. dip. de l'Europe*, 1891, tome II, 325-326.

Le Grand Duc Nicolas ne se gêna pas de dire dans un toast : « Nous devons nous rappeler ceux qui, en Crimée, furent nos seuls alliés, les généreux volontaires hellènes qui ont combattu avec nous à Sébastopol. Je bois à leurs frères qui souffrent, combattent et meurent si héroïquement ».

Dans une dépêche datée du premier septembre 1866, le vice-chancelier Gortchakow attirait l'attention des Puissances chrétiennes « sur les malheurs et les droits des Crétois ».

Dans une soirée chez le Grand Duc Constantin, Alexandre II, qui voulait amener Napoléon III à seconder ses vues en Orient, s'adressa au comte de Talleyrand, ambassadeur de France et lui exprima « son désir sincère d'entretenir de très bonnes relations avec Napoléon III et d'établir une entente au sujet de la question d'Orient, qui lui paraissait devoir s'ouvrir d'un jour à l'autre par suite de l'insurrection des crétois ».

De son côté, le Baron de Budberg, ambassadeur de Russie à Paris, exposa de la façon suivante au Marquis de Moustier, ministre des Affaires Etrangères de Napoléon III, l'opinion du cabinet de Saint-Pétersbourg : « Il est temps de renoncer aux palliatifs et aux expédients ; la réconciliation sera aussi impuissante à Candie que la répression. Si le gouvernement turc accorde des concessions aux Crétois, il leur mettra dans les

maines de nouvelles armes, dont ils useront tôt ou tard pour une tentative plus heureuse ; si au contraire il se livre à des excès de rigueur, on ne pourra point parler d'apaisement. Il n'y a donc d'autre issue que l'annexion de l'Ile au royaume de Grèce. Tout au plus, il y aura lieu, si ce parti semble prématuré, d'assurer aux Candiotes une autonomie semblable à celle des provinces danubiennes. Et puis, la Crète ne doit pas être seule l'objet d'une entente. Comment assister impassible aux douleurs et aux gémissements des chrétiens opprimés dans le reste de l'Empire Ottoman ? Espérer des adoucissements de la Porte est une pure chimère. Le Hatti-Humayoum de 1856 n'est qu'un papier noirci. Il faut recourir à des mesures plus énergiques. Partout où les chrétiens auraient la force de constituer une autonomie, il faut les protéger en imposant à la Turquie le principe de non-intervention.»

Malgré les protestations et la résistance énergique de la Turquie, la Russie, après de nombreuses intrigues, parvint à faire rédiger et à faire remettre par les Grandes Puissances au gouvernement Ottoman une note dont voici le passage principal : « Les Cabinets appréhendent que la prolongation de ce conflit et la résistance obstinée de la Porte ne dissipent chez ces populations, au moment où elles s'y rattachaient plus fortement, l'espoir d'une amélioration véritable de leur sort, précipitent ainsi en Orient la crise qu'ils ont

à cœur d'éviter. Dès lors, sans renoncer à la mission généreuse que leur conscience leur impose, il ne leur reste plus qu'à dégager leur responsabilité en abandonnant la Porte aux conséquences possibles de ses actes dans la voie qu'elle a choisie et dans laquelle elle persévère. Le Gouvernement Ottoman ne pouvait certainement compter sur une assistance matérielle des Puissances Chrétiennes, mais les Cabinets, après avoir vainement tenté de l'éclairer, croient de leur devoir de lui déclarer que désormais il réclamerait en vain leur appui moral au milieu des embarras qu'aurait préparés à la Turquie son peu de déférence pour leurs conseils ». (Oct.1867).

*
**

Tandis que d'une part les dirigeants de Saint-Petersbourg soulevaient et envenimaient, comme nous venons de le voir, la question crétoise, ils imaginaient et appliquaient, de l'autre, une nouvelle méthode plus efficace pour amener la désorganisation complète de l'empire Ottoman et pour assurer la victoire de l'impérialisme russe dans les Balkans. Cette nouvelle méthode, c'était le Panslavisme.

« La Prusse venait de montrer, dit Debidour, quel parti pouvait tirer du principe des nationalités et même de la Révolution un gouvernement très monar-

chique, très autoritaire, mais peu scrupuleux et fort avisé. Pareil exemple devait porter ses fruits. Parmi les grandes puissances, la Russie, depuis longtemps complaisante pour la cour de Berlin, était particulièrement disposée à le suivre. Comme M. de Bismarck, le prince Gortchakoff était, en diplomatie, de la nouvelle école. La doctrine exclusive de la Sainte-Alliance lui paraissait une vieillerie. S'il fallait, pour accroître l'autorité de son maître et la grandeur de son pays, tendre la main à la démocratie, inscrire le droit des peuples sur son drapeau, de telles nécessités n'étaient pas pour le faire reculer. Avec lui militait dans le ministère un parti encore plus hardi et moins routinier que lui-même et dont les chefs (les Milutine, les Tolstoï, les Mourawieff, etc...), prenaient chaque jour plus d'ascendant sur l'âme vacillante et l'esprit médiocre d'Alexandre II. La cause que servaient ces hommes d'Etat était soutenue dans les journaux russes par des plumes éloquentes. Son représentant le plus populaire dans la presse, Katkof, exerçait, par sa Gazette de Moscou, une incontestable autorité sur le tzar. (1) »

La plus importante manifestation de cette politique nouvelle fut le Congrès de Moscou, que le gouvernement impérial avait favorisé comme une exposition

(1). Hist. dip. 1891. — tome II, p. 320 et suivantes.

ethnographique slave, organisée sous la présidence du Grand-Duc Vladimir et aux frais de laquelle le tzar et la tzarine contribuèrent pour une très large part. (5 mai 1865).

A l'inauguration de ce Congrès, le tzar reçut la députation slave au milieu de sa famille. Il s'entretint avec chacun des délégués, les engagea à apprendre le russe et exprima l'espoir que la Providence « leur réservait dans un prochain avenir un meilleur sort ». Des discours furent prononcés dont la plupart étaient dirigés contre la Turquie.

Les agents panslavistes parcoururent la péninsule des Balkans et les îles turques. Ils promettaient des agrandissements à la Serbie, à la Grèce, au Monténégro, ils appelaient à la révolte les Bosniaques, les Bulgares. Ils enflammaient les populations chrétiennes en leur faisant constater que les promesses de réformes tant de fois répétées par la Porte étaient demeurées sans effet après comme avant 1856. Les représentants officiels de la Russie accrédités auprès de la Porte, le Général Ignatiev, et tous les consuls russes participèrent à cette propagande intense. Goubaslow, consul russe, s'adressait aux Bulgares dans les termes suivants :

« La Russie désire votre émancipation, mais ne peut employer aujourd'hui en votre faveur les moyens violents. Elle cherche par une pression mesurée, des con-

cessions qui vous mèneront au but. Nous ne vous demandons pas de vous compromettre, mais d'obéir strictement aux conseils de Saint-Pétersbourg.

« Ce qu'il vous faut, avant tout, c'est une milice nationale. Nous vous interdisons de vous engager dans l'armée de Sadick Pacha, car en entrant dans une armée du Sultan, vous marchez à l'unité, à la consolidation de l'Empire Ottoman, au lieu qu'une milice nationale vous conduit à l'autonomie, éloigne du pays la surveillance des Turcs, donne à la Bulgarie une armée nationale semblable à celle que la Serbie possède. »

Voici ce qu'écrivait encore l'Ambassadeur de France à Constantinople à son gouvernement (11 février 1868), au sujet de certaines instructions secrètes émanant de l'Ambassadeur de Russie et adressées au Consul de Sarajow :

« Une dépêche de l'Ambassade de Constantinople à Tchittenkow (consul de Russie) enjoignait à cet agent, comme à tous ceux des pays où il y a des Slaves, de réunir sous quelque prétexte les notables de race slave pour leur rappeler les effets de la sollicitude paternelle et de l'action protectrice du gouvernement russe, grâce auxquels la race slave a obtenu tant de privilèges et de leur dire que la Russie ne cesse d'attendre l'occasion de réaliser leur indépendance, mais que le moment n'étant pas venu, ils ne doivent pas,

quant à présent, dépenser inutilement leurs forces : ils doivent travailler à raffermir leur union et leur bonne entente, eux et leurs voisins, en vue de l'avenir. »

La propagande panslaviste de la Russie réussit à merveille. Au mois de juillet 1875, l'insurrection slave commença en Herzégovine et gagna, vers la fin du mois d'août, la Bosnie. La Serbie et le Monténégro se préparèrent à ce mouvement. « Le gouvernement russe, afin de gagner aux insurgés la sympathie de l'Europe, fit répandre habilement, tant par ses consuls que par ses innombrables agents, le bruit d'une recrudescence du fanatisme musulman dans toute la Turquie et même à Constantinople, insinuant aussi que la sécurité des Chrétiens pourrait être mise en péril et que les Musulmans étaient sur beaucoup de points en grande majorité animés de passions religieuses ardentes et possesseurs d'armes, en face de Chrétiens sans défense. » En même temps, il déclara « qu'il n'avait nulle confiance pour sa part dans un programme de réformes que le Sultan venait de promulguer pour donner la plus large satisfaction aux besoins réels de toutes les populations chrétiennes de l'Empire et il exprima l'avis que ces réformes projetées, — d'ailleurs insuffisantes disait-il, — ne seraient pas mises à exécution si l'on n'obligeait la Turquie à les réaliser sous le contrôle étranger. »

Le Comte Andrassy, ministre des Affaires Etrangères de l'Autriche, d'accord avec les Cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg, présenta à la Porte un mémorandum en faveur des insurgés. La Turquie était disposée à accepter les mesures préconisées par ces Puissances. Mais les insurgés, encouragés par les agents de la Russie, virent dans l'intervention des Puissances une preuve de sympathie et continuèrent la lutte contre la Turquie avec plus d'acharnement.

*
**

Les Russes étendirent bientôt le cercle de l'insurrection à d'autres provinces de l'Empire Ottoman. En Bulgarie, dans les districts de Eski Zagra et de Tchirpan, Stéphanos Stamboulouff provoqua, au commencement de 1876, une levée en masse. Au mois d'avril 1876, le soulèvement devint général dans toute la Bulgarie.

Pendant ce temps, le rusé ambassadeur du tzar à Constantinople, le général Ignatiew, dupait astucieusement l'incapable grand vizir Mahmoud Nédim Pacha en lui conseillant de ne pas envoyer de troupes régulières contre les insurgés « pour ne pas exaspérer les Bulgares, pour ne pas ainsi les pousser à la révolte et pour réduire aux yeux de l'Europe l'importance de ces graves évènements à celle de simples in-

cidents locaux. » Croyant à la sincérité de ces conseils perfides dont le sens et le but ne pouvaient échapper à tout homme de bon sens, le grand vizir envoya contre les Bulgares des troupes irrégulières qui, sous prétexte de répression, commirent beaucoup d'atrocités.

Le plan du général Ignatiev avait réussi à merveille. L'ambassadeur avait atteint son but. Il fit communiquer par l'intermédiaire d'un professeur bulgare, au correspondant du Daily News des comptes-rendus relatant une série de faits odieux perpétrés en Bulgarie par des bandes irrégulières. Toute l'opinion publique occidentale était contre les Turcs, et cette propagande était d'autant plus fâcheuse que le grand vizir, sur les conseils perfides d'Ignatiev, avait, sans accord préalable avec les créanciers, réduit de 50 % les intérêts de la Dette Publique ottomane et causé de la sorte de grandes pertes aux détenteurs européens. De son côté, Gladstone surenchérisait les calomnies du Daily News en publiant son fameux pamphlet « des atrocités bulgares ».

Alors, les comités panslavistes chargèrent les « deux délégués de la Nation Bulgare » Zankow et Ballabanow d'aller parcourir l'Europe pour plaider la cause de leur pays et pour présenter aux Cabinets des Grandes Puissances Chrétiennes « protecteurs des peuples chrétiens d'Orient » un long manifeste démontrant que

« le comble même des malheurs et des souffrances du peuple bulgare était dépassé et que leurs congénères sollicitaient de l'Europe chrétienne un état de choses qui leur permette de vivre non pas en troupe d'animaux, bons à être tondus ou massacrés, quand il plait à leurs maîtres, mais en hommes jouissant des droits imprescriptibles et nécessaires à leur développement moral, intellectuel et social. » En conséquence, ils réclamaient pour leur pays « une pleine autonomie avec un gouvernement national garanti par les Grandes Puissances protectrices des Chrétiens d'Orient. »

La Russie, non encore satisfaite de tant de succès de sa diplomatie dissolvante, cherchait par tous les moyens possibles à déclarer la guerre contre la Turquie. Le parti panslaviste conseillait vivement au tzar une intervention effective en faveur des Bulgares. Afin de s'assurer sinon l'appui, du moins la neutralité de l'Autriche, Alexandre II se rendit au mois de juillet 1876 à Reichstadt (Bohème) auprès de François-Joseph. L'accord se fit facilement entre les deux empereurs. « Ils convinrent entre eux que l'Autriche n'interviendrait pas dans la lutte engagée entre la Turquie et les peuples de la péninsule balkanique, ni dans une guerre que le même Etat pourrait avoir avec la Russie ; en revanche, cette dernière puissance tiendrait compte ultérieurement des intérêts de l'Autriche comme limitrophe de la Bosnie, c'est-à-dire qu'elle

ne permettrait pas à la Serbie et au Monténégro de s'emparer des territoires bosniaque et herzégovien. »

Après avoir ainsi obtenu la neutralité de l'Autriche-Hongrie, le tzar ordonna aux Serbes et aux Monténégrins de déclarer la guerre contre la Porte. Le 2 juillet 1876, les hostilités commencèrent. Pris au dépourvu, les Turcs, après avoir subi quelques revers, parvinrent cependant à soumettre ces deux principautés rebelles et leur proposèrent les conditions de paix suivantes :

1° Le Prince de Serbie devra venir à Constantinople pour rendre hommage au Sultan.

2° Les quatre forteresses dont la garde seulement avait été confiée en 1867 au Prince seront réoccupées par l'armée impériale.

3° L'effectif de l'armée ne dépassera pas 10.000 hommes avec deux batteries.

4° La Serbie sera tenue de renvoyer dans leurs foyers les habitants émigrés des provinces limitrophes et toutes les nouvelles forteresses devront être rasées.

5° Dans le cas où la Serbie ne pourra s'acquitter d'une indemnité dont le montant sera à déterminer, le tribut actuel sera augmenté de l'intérêt de la somme représentative de l'indemnité.

6° Le Gouvernement ottoman aura le droit de faire construire et exploiter par ses agents ou par une com-

pagnie ottomane la ligne qui devra relier Belgrade au chemin de fer aboutissant à Niche.

En ce qui concerne le Monténégro, on maintiendra le statu quo ante (14 septembre 1876).

Comme on le voit, ces conditions n'étaient nullement inacceptables. Mais la Russie, qui ne voulait pas voir l'occasion lui échapper, jugea ces conditions très dures et afin de terminer ses préparatifs militaires déjà secrètement commencés à Kischeneff, elle proposa aux Grandes Puissances de mettre fin aux hostilités entre la Porte et les insurgés en imposant un armistice de six semaines. La Porte répondit « qu'elle ne consentirait à la conclusion d'un armistice qu'à la condition qu'il serait de six mois, et que les Puissances veuillent bien prendre des mesures pour mettre un terme à l'introduction dans les Principautés, d'armes, de munitions, aussi bien qu'à l'affluence des volontaires ».

Le Cabinet de Londres avait d'ailleurs attiré l'attention du tzar à ce sujet par une dépêche datée du 11 octobre 1876, adressée à l'ambassadeur de la Reine à Saint-Pétersbourg, et signalé l'embarras qui résultait pour la Roumanie du passage des volontaires russes en ajoutant les observations suivantes : « Le Gouvernement de la Grande-Bretagne serait le dernier à suggérer la répression de la sympathie dont une cause populaire est l'objet, tant que cette sympathie n'excéderait pas les limites prescrites par le droit inter-

national, mais que la présence d'officiers et de soldats russes dans l'armée serbe avait pris des proportions qui en faisaient presque l'équivalent d'une intervention nationale. »

« L'assistance ouvertement donnée à la Serbie devait tendre à provoquer l'irritation et les soupçons dans l'esprit des ministres turcs et en même temps à surexciter les espérances du Gouvernement serbe et à rendre celui-ci moins disposé à accepter des conditions raisonnables. Telles sont les considérations que le Gouvernement de S. M. a désiré recommander à la sérieuse attention de l'Empereur et de ses conseillers et vous avez reçu l'instruction de saisir l'occasion de vous exprimer vous-même dans ce sens avec le Gouvernement russe. »

Tous les efforts déployés par Lord Derby pour amener l'acceptation d'un compromis quelconque capable d'écarter le danger imminent d'une rupture entre la Turquie et la Russie demeurèrent sans résultats par suite de l'intransigeance de la Russie et, lorsque l'armée ottomane menaça Belgrade, le tzar adressa à la Porte la sommation de conclure un armistice immédiat avec les insurgés par un ultimatum dont voici la teneur : « Les évènements qui se passent depuis un an dans quelques provinces de l'Empire ottoman et qui ont abouti à la guerre entre la Turquie et les Principautés de Serbie et du Monténégro ne pouvaient

laisser indifférent le Cabinet impérial. Ils avaient trouvé un vif écho dans la nation russe unie par des liens multiples et des traditions séculaires aux populations chrétiennes de la péninsule balkanique. S. M. l'Empereur a partagé les sympathies de son peuple et s'est employé, d'accord avec les autres Grands Cabinets, au rétablissement de l'ordre et de la paix. Les puissances garantes étant tombées d'accord pour poser comme bases de pacification le maintien du statu quo ante dans les Principautés de Serbie et du Monténégro, les opérations militaires qui y sont poursuivies actuellement par les troupes ottomanes, constituent une effusion de sang inutile.

« Le carnage ayant pris, ces derniers jours, des proportions qui blessent les sentiments d'humanité, sans pouvoir amener aucun résultat, l'Empereur, mon Auguste Maître, ne saurait le tolérer plus longtemps en présence des lenteurs qu'éprouvent les négociations pour la conclusion d'un armistice restreint.

« Le soussigné est donc chargé de déclarer à la Sublime Porte, au nom de S. M. que si, dans l'espace de deux fois vingt-quatre heures après la remise de la présente note, un armistice effectif et inconditionnel de six semaines à deux mois, embrassant tous les combattants, n'est pas conclu et des ordres péremptaires ne sont pas transmis aux commandants des troupes ottomanes pour arrêter immédiatement les opérations

militaires, il devra quitter Constantinople avec tout le personnel de l'ambassade impériale.

« Le soussigné prie S. E.....etc.

31 octobre 1876. (signé) IGNATIEW.»

L'attitude provoquante de la Russie produisit une vive émotion en Angleterre, de telle sorte que le tzar crut prudent de recevoir l'ambassadeur de la Reine et lui donner certains éclaircissements. Il déclara notamment « qu'il ne désirait aucune conquête, n'aspirait à aucun agrandissement et que l'occupation de Constantinople serait un malheur pour la Russie ». Il insistait également disant « qu'il ne pouvait comprendre que deux pays ayant un but commun, qui est le maintien de la paix et l'amélioration du sort des chrétiens, ne puissent arriver à une entente parfaite basée sur une politique de paix également avantageuse à leurs intérêts mutuels et à ceux de l'Europe entière. »

Sur la proposition du Cabinet de Londres, une conférence se réunit à Constantinople le 23 décembre 1876 pour trouver la base d'un arrangement.

La Russie avait accepté cette proposition anglaise, sûre des résultats des intrigues auxquelles son représentant le général Ignatiew allait se livrer durant la Conférence.

En effet, dès le début, l'ambassadeur russe sema les germes de la discorde en développant le point de vue

russe au sujet des réformes, point de vue diamétralement opposé à celui de l'Angleterre. Alors que cette dernière refusait l'emploi des moyens coercitifs à l'égard de la Turquie et l'occupation des provinces ottomanes, la Russie insistait sur la nécessité de ces deux mesures. Elle prétendait « que les chrétiens étaient livrés à la merci des notables et des fonctionnaires ottomans, qu'ils étaient gênés en Bosnie dans le libre exercice de leur culte, qu'ils ne trouvaient pas de justice dans les tribunaux, que les impôts, les exactions et l'arbitraire des autorités et des propriétaires musulmans les réduisaient au dénûment et au désespoir ; que, grâce à l'application de la loi des vilayets, des administrations mixtes, c'est-à-dire, à majorité musulmane, ont été implantés dans toutes les localités où l'élément musulman est peu nombreux ou même manque totalement. Qu'en Bulgarie, en Bosnie, en Epire, aux Iles, les communes où les habitants, tous en majorité chrétiens, auraient eu le droit de s'administrer eux-mêmes, avaient reçu des administrations à majorité musulmane ; que si, d'un côté, on ajoutait les changements incessants des valis (gouverneurs généraux), et, de l'autre, l'incapacité, l'ignorance et le vice des fonctionnaires de tous grades placés en face d'une responsabilité partagée, on pourrait se faire une idée de ce qu'était dans la pratique le régime de l'administration ottomane en province ; que ce que l'on con-

naissait suffisait déjà pour se demander de quelle façon le Gouvernement ottoman comptait rétablir le calme dans ces pays et donner une existence supportable aux chrétiens ; qu'on ne pourrait guère confier l'inauguration d'un nouvel état de choses aux fonctionnaires dont la faiblesse et la coupable connivence auraient perpétué les abus et rendu vaines jusqu'ici toutes réformes décrétées ; qu'il sera difficile de compter pour le maintien de l'ordre, sur les troupes qui ont fait voir tant de fois leur cruauté et leur fanatisme, que la première chose à faire pour mettre un peu d'ordre dans le pays serait de désarmer la population, mais que ce désarmement était impossible sans la présence d'une force qui en imposât au fanatisme, étant donné que les journaux turcs déclaraient qu'aucun musulman ne se laisserait désarmer sans se défendre. »

Après ce réquisitoire, l'ambassadeur russe concluait en réclamant « des garanties matérielles, c'est-à-dire la présence d'une force matérielle étrangère qui défendrait les chrétiens contre les violences des musulmans. »

La Conférence formula un certain nombre de propositions que la Porte dut rejeter, parce qu'elles prévoyaient l'intervention des Puissances dans les affaires intérieures de l'Empire. Alors, tous les délégués quittèrent Constantinople ; « et l'un d'eux, Ignatieff, ne

partit pas sans proférer les menaces les moins déguisées. » (24-25 janvier 1877).

L'échec de la Conférence avait été voulu et provoqué par l'astucieux représentant de la Russie. Voici à ce sujet le témoignage d'un diplomate belge, le Comte A. de Chastel : « Je m'étonnais de la conduite du général Ignatieff. Je n'étais pas encore habitué à la politique orientale de la Russie et n'avais eu affaire à des diplomates russes que dans les villes civilisées d'Occident. Les plaisanteries de l'ambassadeur russe, en un pareil moment, dépassaient les bornes. Non content d'avoir troublé la paix de la Turquie, il avait une manière de maltraiter les plus importants personnages du pays où il était accrédité qui nous étonnait. Il ne ménageait pas beaucoup plus ses collègues d'autres pays. On voyait l'homme sûr de son fait, convaincu que la guerre, résultat voulu de sa mission, allait procurer à la Russie d'immenses avantages. Son sourire moqueur semblait un défi à l'Europe entière qui faisait un dernier effort de pacification. Entre les séances de la Conférence, il faisait transporter des caisses vides aux stationnaires russes ancrés dans le Bosphore pour bien montrer à ses collègues et surtout aux Turcs qu'il n'y avait plus rien à faire et qu'il était décidé à redemander ses passeports. Madame la Générale Ignatieff trônait au milieu de notre monde et profitait d'un reste de charmes pour attirer presque

chaque soir les plénipotentiaires au palais de la Russie. C'était pour l'ambassadeur un moyen de les influencer, de les engager à rompre comme lui les relations diplomatiques, de se moquer des Turcs, de leur constitution, de leur armée, de leur cour. Il était le maître de la situation (1) ».

Pendant ce temps, sachant que la Conférence n'aboutirait point, la Russie complétait ses préparatifs militaires sous la direction du Grand Duc Nicolas. « Avec une franchise toute militaire et la confiance qu'il avait dans la discrétion professionnelle de Monsieur de Nélidow, conseiller d'Ambassade de Russie à Constantinople à cette époque, et envoyé en mission confidentielle auprès de lui; Nicolas fit part de ses projets et exposa à ce diplomate (Novembre 1876) son plan de campagne : les préparatifs de passage du bas Danube pour y attirer une partie des forces turques, le véritable passage à Sistowa, le mouvement précipité vers Chipka et les Balkans, et un coup porté au cœur de la Turquie à Andrinople, et, comme rêve : Constantinople que le Tsar, en lui confiant le commandement, lui avait donné pour but de campagne. Il regrettait qu'on perdît du temps ; il faisait des vœux

(1) Les événements d'Orient et le Congrès de Berlin, Comte de Chastel, accrédité à Constantinople en 1877 et l'année suivante à Berlin.

pour que la Conférence n'aboutit pas et que l'on pût commencer la guerre en hiver : le soldat russe, habitué au froid, supportait mieux les rigueurs de l'hiver que le soldat turc, et le succès lui paraissait encore plus sûr, étant donné surtout l'état de l'armée ottomane, qui n'était pas préparée (1) ».

Une autre conférence se tint à Londres (Mars 1877) pour tenter un dernier effort en vue d'aboutir à une solution pacifique entre la Turquie et la Russie. Mais les exigences des délégués russes furent tellement insultantes que la Porte se vit dans l'obligation de rejeter le protocole. Les motifs invoqués par le Gouvernement ottoman montrent assez clairement son irresponsabilité dans l'échec de la Conférence de Londres :

« La Turquie, en sa qualité d'Etat indépendant, ne saurait se reconnaître comme placée sous aucune surveillance, collective ou autre. Entretien avec les différents Etats amis des relations réglées par le droit des gens et par les traités, elle ne peut reconnaître aux Agents ou Représentants étrangers, chargés de protéger les intérêts de leurs nationaux, une mission de surveillance officielle.

« Le Gouvernement Impérial ne voit pas enfin en quoi il aurait démérité de la justice et de la civilisa-

(1) Souvenirs de M. Nélidow,

tion, au point de se voir faire une proposition humiliante et sans exemple dans le monde.

« Le traité de Paris a explicitement consacré le principe de non-intervention. Ce traité, liant les Puissances qui y ont pris part aussi bien que la Turquie, ne saurait être aboli par un Protocole auquel la Turquie n'a point coopéré. Et si la Turquie en appelle aux stipulations du Traité de Paris, ce n'est pas parce que ce traité a créé en sa faveur quelques droits qu'elle n'aurait pas sans ce traité, mais pour se rappeler les graves raisons qui, dans l'intérêt de la paix de l'Europe, avaient amené les Puissances, il y a vingt ans, à placer sous la garantie d'une promesse collective la reconnaissance de l'inviolabilité du droit de souveraineté de cet Empire.

« Quant à la clause qui, en cas d'inexécution des réformes promises, voudrait attribuer aux Puissances le droit d'aviser aux mesures ultérieures, le Gouvernement Impérial y voit une atteinte de plus à sa dignité et à ses droits, un procédé d'intimidation destiné à priver de tout mérite de spontanéité ses propres actes, et la source de graves complications pour le présent aussi bien que pour l'avenir.

« Aucune considération ne saurait donc arrêter le Gouvernement Impérial dans sa résolution de protester contre les énonciations du Protocole du 31 Mars et de le considérer, en ce qui concerne la Turquie, com-

me dépourvu de toute équité et par conséquent aussi de tout caractère obligatoire.

« En butte à des suggestions hostiles, à des soupçons immérités et à des violations du droit des gens, la Turquie sent qu'elle lutte aujourd'hui pour son existence. Forte de la justice de sa cause et confiante en Dieu, elle déclare ignorer ce qui a pu être décidé sans elle et contre elle; résolue à conserver dans le monde la place que la Providence lui a destinée, elle ne cessera d'exposer aux attaques qui sont dirigées contre elle les principes du droit public et l'autorité d'un grand acte européen qui engage l'honneur des Puissances signataires du Protocole du 31 Mars, lequel n'a pas d'exigibilité légale à ses yeux; elle en appelle à la conscience des Cabinets, qu'elle est en droit de croire animés envers elle des mêmes sentiments de haute équité et d'amitié que par le passé »

La responsabilité de l'échec de la Conférence de Londres doit être cherchée dans la duplicité du Gouvernement russe. Voici la preuve de cette duplicité : Tout en faisant des propositions pacifiques, le Chancelier russe, le prince Gortchakow, avait envoyé, vers la fin du mois de Mars, c'est-à-dire avant la communication du Protocole à la Porte, à son chargé d'affaire à Constantinople, M. de Nélidow, un télégramme confidentiel par lequel le Chancelier russe lui annonçait que «le manifeste de la guerre et le passage de la fron-

tière étaient fixés au 12 (24) avril, en lui enjoignant l'ordre d'adresser la veille une note de rupture à la Porte et de quitter cette capitale avec le personnel de l'Ambassade et du Consulat.» Il lui disait également dans ce télégramme que « pour le succès des opérations militaires projetées, il était nécessaire que le plus grand secret soit gardé, tant sur ces résolutions que surtout sur la date arrêtée pour l'ouverture des opérations militaires » (1). Ce télégramme confidentiel, envoyé, je le répète, avant la communication du Protocole de Londres à la Porte, suffit, je crois, à prouver la duplicité du Cabinet de Saint-Pétersbourg.

Lorsque la Russie déclara la guerre à la Porte le 24 avril 1877, lord Derby affirma ouvertement dans une circulaire la responsabilité de la Russie. Il disait notamment que « la Russie n'avait pas tenu compte des chances de paix que l'Europe avait conservées jusqu'au dernier moment et qu'elle s'était mise elle-même par sa violence hors du Concert Européen. » Le même ministre déclara, le 7 Mai 1878, à la Chambre des Lords que « la Russie avait pris sur elle la plus grave responsabilité en allumant l'incendie et que les intérêts de l'Europe, les intérêts de l'Angleterre, les intérêts de l'Orient étaient atteints. » Après une longue et pénible campagne, la Russie victorieuse essaya de

(1) Souvenirs de M. Nélidow,

porter à l'Empire Ottoman un nouvel et dernier coup, en lui imposant « la paix la plus dure qu'elle eût pu concevoir. » C'est, en effet, le 3 Mars qu'était signé aux portes de Constantinople le traité de San-Stefano. « Ce pacte était, dit Debidour, comme on pouvait s'y attendre, la consécration brutale et sans pitié des triomphes militaires obtenus par le Tsar. Tout d'abord il commençait par proclamer l'indépendance du Monténégro, quadrupler l'étendue de ce petit Etat et lui assurer deux ports sur la mer Adriatique. Il établissait aussi que la Serbie et la Roumanie seraient désormais indépendantes et accroissait la première de ces principautés du territoire de Nisch. Ce qu'il y avait de plus grave dans le traité, c'était l'érection en principauté autonome de la Bulgarie, dont les limites devaient s'étendre jusqu'à la mer Noire à l'est, au sud jusqu'à l'Archipel, à l'ouest jusqu'au Drin et aux montagnes de l'Albanie, sur une superficie de 163.000 kilomètres carrés, de telle sorte que ce qui restait aux Turcs en Europe (168.000 kilomètres carrés) fut divisé en quatre tronçons, dont deux (Constantinople et Gallipoli avec leur territoire d'une part, la presqu'île de Salonique de l'autre) ne pouvaient communiquer entre eux et avec le reste de l'Empire que par la mer, et les deux autres (d'un côté la Bosnie et l'Herzégovine, de l'autre la Thessalie et l'Albanie) ne se rejoignaient que par un étroit défilé, que commandaient

la Serbie et le Monténégro. La Bulgarie, Etat d'environ 4 millions d'habitants, aurait un prince élu par les populations, avec l'assentiment des puissances, et vassal de la Porte. Elle ne serait gardée que par ses propres milices. Mais sa constitution serait élaborée sous la surveillance d'un commissaire russe, qui, du reste, administrerait la province avec pleins pouvoirs pendant deux années. Toutes les forteresses du Danube seraient démolies..... La Bosnie et l'Herzégovine seraient pourvues, sous le contrôle de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, des institutions réclamées pour elles par la Conférence de Constantinople. En Crète, le règlement de 1868 serait strictement appliqué; des règlements analogues seraient faits, d'accord avec la Russie, pour les autres provinces grecques de l'Empire; l'Arménie obtiendrait aussi, sous la protection du Tsar des institutions propres à assurer son repos et ses libertés. Le Sultan accorderait une amnistie générale; il prendrait en considération le désir du Tsar que la ville et le territoire de Khotour fussent cédées à la Perse. Il se reconnaissait débiteur de 1400 millions de roubles envers Alexandre et 10 millions de roubles envers certains de ses sujets. Le souverain russe voulait bien lui faire remise de 1100 millions de roubles mais il acquerrait en échange : 1° - En Asie Batoum, Ardahan, Kars, Alaschkert, Bayazid ; 2°.- En Europe, le Sandjak de Touldja, qu'il forçait au mépris de ses engage-

ments envers la Roumanie, cette principauté de prendre en échange de la partie de la Bessarabie enlevée à la Russie en 1856 et qui serait rendue à cette puissance. Les intérêts privés des sujets russes dans l'Empire Ottoman seraient garantis . . . Les Dardanelles et le Bosphore devaient être ouverts en tout temps aux navires de commerce ».

Lorsque ce traité fut signé (3 mars 1878), une vive colère se manifesta en Angleterre contre la Russie ; sauf Gladstone, le parti d'opposition se rallia au ministère ; les troupes métropolitaines et indiennes furent mobilisées. En Autriche, le gouvernement demanda d'urgence des crédits pour prendre des dispositions militaires. Car enfin « ce traité faisait de la Turquie, non seulement un Empire à trois tronçons distincts les uns des autres, mais rendait la péninsule des Balkans vassale de l'Empire Moscovite. »

L'opposition anglaise obligea la Russie à céder. Le 13 juillet 1878, fut signé le traité de Berlin qui modifia le traité de San Stephano, dans un sens favorable, non pas à l'Empire Ottoman, mais aux intérêts des Grandes Puissances et notamment de l'Angleterre. « Jamais, dit Debidour, depuis le partage de la Pologne ou depuis les traités 1815, un Etat n'avait été spolié plus effrontément. Tous du reste, amis comme ennemis, s'étaient rués avec la même ardeur sur l'homme malade et l'avait démem-

bré avec la même insouciance du qu'en dira-t-on. »

Par le traité de Berlin, la dislocation de l'Empire Ottoman se trouva presque achevée. La Serbie fut affranchie de la suzeraineté de la Porte. Le Monténégro devint complètement indépendant. La Bulgarie reconstituée se détacha de l'Empire. La Russie recevait la Bessarabie, gardait Kars, Ardahan et Batoum. La Perse annexa le district de Khotour, l'Autriche reçut le mandat d'occuper la Bosnie et Herzégovine. En un mot, comme l'a dit de la Jonquière, le premier partage de la Turquie venait d'avoir lieu : le traité de Berlin lui enlevait non seulement toutes les principautés vassales, mais encore la moitié de son territoire en Europe.

Si trente six ans plus tard, l'Empire Ottoman « s'est suicidé en se jetant dans la grande guerre », c'est toujours à cause de la Russie.

L'état d'esprit des Russes après le traité de Berlin et le rapprochement Anglo-Russe eurent pour conséquence l'entrée de la Turquie en guerre à côté de l'Allemagne.

En effet, bien que les avantages que la Russie avait su faire réserver à Berlin, pour elle-même et pour les nationalités chrétiennes de la Péninsule Balkanique, fussent considérables, la paix qu'elle obtenait ne répondait pas encore en tous points à ses vœux les plus intimes. Elle se trouvait fort mal payée de ses

sacrifices. « Elle éprouvait une colère sourde, mais violente, grosse de complications et d'orages ».

L'opinion publique en Russie était aussi mécontente que le gouvernement. Voici les deux principaux interprètes de cette opinion :

« Depuis le Traité de Berlin, dit Tatitchef, l'Angleterre a saisi l'île de Chypre et l'Egypte, l'Autriche-Hongrie a occupé du consentement préalable de la Russie, la Bosnie et l'Herzégovine, la France a établi son protectorat sur la Tunisie, et l'Italie s'est installée sur les bords de la Mer-Rouge. Il n'y a que la Russie qui soit restée les mains vides. Cette distribution de territoires a rompu l'équilibre au détriment des intérêts vitaux de la Russie qui doit chercher une compensation aussi juste que légitime. L'occupation des Détroits serait une juste satisfaction, constituerait un redressement, une sorte de rétablissement de l'équilibre des forces ».

Un autre auteur russe, Gigarew, proposait de faire de Constantinople la capitale de la Grande Confédération slave. « La Russie, dit-il, doit user de son influence pour faire proclamer Constantinople, capitale de la fédération balkanique. Cette combinaison ne portera aucun ombrage aux intérêts de l'Empire russe et en même temps enlèvera tout prétexte de dispute entre les différents petits Etats balkaniques pour la possession de la ville si chère à tous ».

Les documents secrets publiés par le gouvernement des Soviets nous fournissent les preuves de la politique impérialiste de la Russie à la veille de la guerre de 1914-1918.

Voici d'abord un extrait du memorandum de M. Bazili, vice-directeur de la Chancellerie du ministère russe des Affaires Etrangères : « Notre problème historique en ce qui concerne les Détroits consiste à nous en emparer. On ne pourrait conclure autrement que s'il devait en résulter une perte de force défavorable à notre développement. C'est tout au plus dans ce cas que leur « neutralisation » pourrait devenir utile, car elle ne nous garantit ni la certitude de la sortie pour nos navires, ni la fermeture du passage à nos ennemis. Notre domination doit s'étendre sur les deux Détroits pour nous assurer la sortie dans la Méditerranée. La possession du seul Bosphore servirait seulement à la défense de nos intérêts dans la Mer-Noire. Cette domination peut être accompagnée de la possession d'un hinterland plus ou moins considérable ou se bornera à celle des points nécessaires pour assurer la maîtrise des Détroits. Les administrations compétentes doivent étudier immédiatement le plan de la réaliser ».

Voici une autre preuve : « Une conférence eut lieu le 8 février 1914, sous la présidence du ministre russe des Affaires Etrangères ».

A cette réunion assistaient : l'amiral Grigarowitch,

ministre de la marine ; le général Jilinsky, chef de l'état-major général de l'Armée ; M. Giers, ambassadeur de Russie à Constantinople ; M. Neratov, adjoint au ministre des Affaires Etrangères ; le Général Danilow ; M. Nenioukow ; le prince Troubezkoï, etc...

« La Conférence entendit le rapport du général Jilinsky sur la composition et la mobilisation du corps expéditionnaire....

« Après avoir entendu le rapport du général Jilinsky, la Conférence examina la question des moyens de transport nécessaires pour la descente du corps expéditionnaire devant Constantinople. Dans son rapport à ce sujet, le capitaine Nenitz indiquait l'insuffisance de la flotte commerciale de la Mer-Noire qui ne pouvait transporter en une fois que 20.000 hommes.

« La conférence, sur la proposition du ministre des Affaires Etrangères, émit le vœu que l'on procédât immédiatement à l'élaboration de mesures destinées à renforcer la flotte commerciale russe dans la Mer-Noire ».

Le rapport sur la flotte de guerre russe dans la Mer-Noire fut présenté à la Conférence par le capitaine Némjoukof. Il résultait de ce rapport qu'à l'époque de la Conférence, la flotte russe dominait incontestablement la Mer-Noire ; mais à la fin de 1914, les Turcs devaient disposer de deux dreadnoughts qui devaient

renforcer la flotte ottomane et lui procurer une supériorité incontestable sur la flotte russe de la Mer-Noire.

Pour paralyser cette supériorité et donner à la flotte russe la possibilité d'attaquer les Détroits, selon le rapporteur, l'Amirauté russe fit hâter la construction de deux dreadnoughts, de sorte qu'ils devaient être prêts pour le premier juin et le premier septembre 1915 au lieu de 1916, comme il avait été prévu dans le programme naval.

En outre la Conférence adopta la construction dans le Caucase d'une série de chemins de fer afin d'assurer la communication de l'armée russe opérant contre la Turquie avec l'arrière.

M. Sazonow présenta, le 5 avril 1914, à l'Empereur le procès-verbal de la Conférence. Le Tsar Nicolas écrivit sur le procès-verbal : « J'approuve complètement ces conclusions ». (1).

Pendant que la Russie se préparait ainsi, la Turquie se voyait abandonnée par l'Angleterre.

En effet, depuis le retour au pouvoir de Gladstone en 1880, la diplomatie anglaise était devenue hostile à l'Empire Ottoman. Après la guerre russo-japonaise, l'Angleterre abandonna complètement la Turquie. « Car la désastreuse campagne de Mandchourie révé-

(1) Recueil des documents secrets.

lant la pleine désorganisation militaire de la Russie et le développement de l'esprit révolutionnaire dans ce pays paralysant l'action dominatrice du Tzarisme, l'Angleterre n'avait plus à se soucier d'une descente moscovite vers la Méditerranée ou vers le Golf Persique. Elle n'avait plus besoin de se mettre en frais pour empêcher la désagrégation de l'Empire Ottoman, qui autrefois lui servait de rempart contre l'envahissement de la Grande Puissance Slave ».

Le 10 juin 1908, le Tzar Nicolas II et le Roi Edouard VII se rencontrèrent à Revel, accompagnés de leurs ministres des Affaires Etrangères pour manifester la consécration de leur rapprochement.

Lorsqu'éclata la guerre mondiale, tous ces faits conduisirent l'Empire Ottoman à entrer en guerre aux côtés des puissances germaniques.

Vu :

Le Président de thèse,

G. GIDEL.

Vu :

Le Doyen,

H. BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

pour le Recteur :

l'Inspecteur de l'Académie,

MAURELLET.

CONCLUSION

L'Empire Ottoman a disparu sous l'action des causes que je viens d'exposer. Sa disparition n'a heureusement pas amené celle de la nation Turque. Grâce au génie d'un grand chef et à l'énergie du peuple Turc, un nouvel Etat s'est substitué à l'ancien empire ottoman.

Profitant des enseignements du passé, la République Turque marche dans la voie du progrès en brisant tous les obstacles et tous les préjugés. Elle a besoin des remèdes héroïques pour rattrapper le temps perdu et pour consolider sa position en Europe et en Asie. Nous avons vu que certains Sultans avaient, au cours du XIX^e siècle, essayé de réformer l'empire ottoman. S'ils n'ont pas réussi, c'est parce qu'ils n'ont pas montré assez d'énergie pour briser les préjugés populaires et les institutions vieilles de l'Empire.

C'est pourquoi, Moustapha Kémal Pacha et ses collaborateurs veulent agir d'une façon énergique, et je crois qu'ils ont raison. Car en agissant avec douceur et circonspection, on donnerait aux réactionnaires le

temps de s'organiser et de s'opposer aux réformes : ce serait recommencer le passé.

Les principales réformes accomplies en Turquie sont les suivantes :

1° Séparation de l'Eglise et de l'Etat : c'est la plus importante et la meilleure des réformes de Moustapha Kémal Pacha. La prédominance de la loi religieuse sur la loi civile avait été, nous l'avons vu, une des principales causes de la décadence de l'Empire Ottoman. En opérant la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le Gazi a voulu non seulement laïciser l'Etat, moderniser toutes les institutions du pays, mais encore combattre le fanatisme du peuple, fanatisme qui avait sa source, comme je l'ai expliqué dans la première partie de cette thèse, dans le caractère théocratique de l'ancien régime.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat a permis d'opérer les réformes suivantes :

La transformation de toutes les lois de l'Etat ; l'adoption du Code civil suisse ; la laïcisation de tous les tribunaux ; la suppression du Corps des Ulémas ; et enfin — c'est là une réforme très importante — la disparition de la personnalité des lois et des capitulations.

2° Développement économique du pays : Dans le troisième chapitre de la première partie de cette thèse, j'ai parlé de l'état déplorable de l'agriculture, de l'in-

dustrie et des finances de l'ancien empire ottoman. Le gouvernement actuel fait tout son possible pour faire disparaître la routine et les procédés archaïques de production, afin de donner une impulsion nouvelle à l'agriculture et à l'industrie. En même temps, se rendant compte du fait que les produits de l'industrie et de l'Agriculture restent sans valeur si leur circulation n'est pas assurée, les gouvernants de la Turquie nouvelle ont entrepris la construction de nombreux chemins de fer et de routes. Ainsi l'on pourra diriger les produits considérables des régions orientales vers les principaux ports de la Mer Noire et de l'Archipel. La construction des chemins de fer facilitera, en outre, la défense du pays.

Pour ce qui concerne le transport par camion, le gouvernement prendra sans doute, dans un avenir prochain, les mesures nécessaires pour développer ce nouveau moyen de communication très économique et très utile.

Les dérébeys et les brigands qui autrefois régnaient en maîtres et causaient de grands dommages aux cultivateurs et aux commerçants, n'existent plus à l'heure actuelle.

Toutes ces mesures ont donné de bons résultats, et la majorité des hommes instruits qui autrefois devenaient fonctionnaires, commencent aujourd'hui à s'intéresser aux affaires et la plupart deviennent com-

merçants, industriels, entrepreneurs, ou tout au moins employés des établissements financiers. En un mot, grâce à la politique économique du gouvernement actuel, nous constatons avec le plus grand plaisir, le déclin du fonctionnarisme en Turquie.

Le Cabinet d'Angora déploie des efforts quasi-sur-humains pour améliorer les Finances. Dans ce domaine, nous constatons un ordre impeccable et une gestion régulière. Malgré les grosses dépenses auxquelles le gouvernement est obligé de faire face, non seulement le budget s'équilibre chaque année, mais encore, fidèle à ses principes, le gouvernement s'abstient rigoureusement de tout emprunt. En même temps, le gouvernement favorise la création et le développement de grands établissements de crédit dont le pays a énormément besoin. Malheureusement et pour des raisons fort discutables, les capitalistes étrangers se montrent peu disposés pour travailler en Turquie, alors que toutes les conditions voulues se trouvent réunies. La sécurité ne manque pas. La matière première est abondante. Alors pourquoi s'abstenir ?

3° L'émancipation de la femme turque : c'est là également une réforme importante et très intéressante.. Sous l'ancien régime, la condition de la femme en Turquie était des plus médiocres. Elle était considérée comme la propriété de l'homme. Le mari était le seigneur du ménage et la femme en était l'esclave,

Le Vicomte de la Jonquière a résumé d'une façon magistrale la condition de la femme turque sous l'ancien régime : « Sauf, dit-il, quelques brillantes exceptions, la femme turque est d'une ignorance qui n'a d'égal bien souvent que son fanatisme ; sous ce dernier rapport, elle laisse bien loin derrière elle les illuminés du vieux parti turc. Les enfants dont la mère s'occupe peu ou point, restent dans le harem, livrés aux soins mercenaires des domestiques ou des esclaves... La mère trouve étrange que son fils aille à l'école... ; La femme Turque, achetée les trois quarts du temps à droite et à gauche, n'a pas, à proprement parler, de patrie ; sa pensée ne franchit point les murs du harem, elle ignore totalement ce que c'est que le patriotisme. Comment du reste le saurait-elle ? Devoir, abnégation, sacrifice, ces mots, qui résument l'idée de la patrie, sont pour elle vides de sens ; on ne les a jamais murmurés à son oreille. Ce n'est pas elle qui dirait comme cette mère spartiate présentant le bouclier à son fils : « Reviens dessus ou dessous ».

L'émancipation de la femme turque est aujourd'hui complète. Elle est libre et elle possède les mêmes droits que son mari. La répudiation et la polygamie sont complètement supprimées. Nombreuses sont les femmes turques qui fréquentent les écoles supérieures, notamment l'université. Elle font la médecine, le droit. Elles étudient la chimie et les sciences naturel-

les. Leur préoccupation actuelle est de conquérir les sièges de la Grande Assemblée.

Cette transformation de la condition des femmes exercera certainement une très grande influence sur l'avenir de la Turquie Nouvelle, surtout sur la formation de la génération future. Les enfants turcs pourront enfin avoir des mères instruites ; et c'est là un grand progrès, un titre de gloire pour les révolutionnaires turcs.

4° L'adoption de l'alphabet latin : continuant la série des réformes, Moustafa Kémal Pacha vient de rendre obligatoire l'emploi des caractères latins. Ceux qui connaissent l'écriture turque comprendront facilement toute l'importance de cette grande réforme. Le nombre des illettrés en Turquie est incroyable et cela uniquement à cause de la difficulté que présentait l'étude de l'écriture turque. Dans les écoles les enfants mettaient plus de deux ans pour apprendre à lire correctement.

Or, l'adoption des caractères latins a aplani toutes les difficultés et le peuple turc tout entier s'est mis à l'étude de l'alphabet latin. D'après les derniers renseignements reçus, les résultats obtenus jusqu'ici sont très satisfaisants.

Telles sont, en résumé, les principales réformes accomplies en Turquie. Mais ce que l'on a fait jusqu'ici n'est point suffisant. Les gouvernants actuels de la

Turquie savent qu'ils ont un autre devoir plus important à accomplir : ils doivent consolider l'œuvre accomplie et empêcher le retour de l'ancien état de choses. Car il ne faut pas oublier que les Vieux-Turcs n'ont pas encore disparu.

C'est là, la principale préoccupation de Moustapha Kémal Pacha qui a exprimé ses inquiétudes à ce sujet dans les différents appels qu'il a adressés à la jeunesse turque. Ce grand chef met toute sa confiance dans cette jeunesse dont le devoir est de défendre la République. En effet, c'est là l'unique salut de la Turquie nouvelle, et c'est l'histoire qui nous le dit.

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE GÉNÉRALE

- HAMMER, *Histoire de l'Empire ottoman*, 1827-1834, trad. fr. de Hellert, Paris, 1835 et suiv. 18 vol. in 8.
- J. M. JOUANNIN, *Turquie*, Paris 1840.
- Th. LAVALLÉE, *Hist. de la Turquie*, nouv. édit. Paris 1859.
- DE LA JONQUIÈRE, *Hist. de l'Empire Ottoman*, nouv. édit. Paris 1914, 2 vol.
- JUCHEREAU (de Saint Denys), *Hist. de l'Empire Ottoman*, Paris, 1844, 4 vol.
- ABBÉ MIGNOT, *Hist. de l'Empire Ottoman*, Paris 1771, vol. (4).
- ALIX, *Hist. de l'Empire Ottoman*, Paris 1822-1824, 3 vol.
- LAMARTINE, *Hist. de la Turquie*, Paris, 1861, 8 vol.
- HALIL GANEM, *Les Sultans Ottomans*, Paris 1901, 2 vol.
- G. NORADOUNGHIAN, *Recueil d'actes internationaux de l'Empire Ottoman*, Paris, 1897, 1903, 4 vol.

OUVRAGES SPÉCIAUX

- ENGELHARDT, *La Turquie et le Tanzimat ou Hist. des Réformes dans l'Empire Ottoman*, depuis 1826 jusqu'à nos jours, Paris 1882, 2 vol.
- DE MOLTKE, *Lettres sur la Turquie*, trad. fr. Paris 18.
- BELIN, *Régime des fiefs militaires dans l'islamisme et particulièrement en Turquie*, Paris, 1870, 1 vol.
- AMIRAL JURIEN DE LA GRAVIÈRE, *Les Corsaires barbaresques et la marine de Soliman*.
- MONTECUCULLI, *Mémoires : art militaire, guerre contre les Turcs, campagne de 1664*, Paris, 1769, 3 vol.
- RICAUT, *Etat présent de l'Empire Ottoman*, Paris 1670, 2 vol.
- VOLTAIRE, *Hist. de Pierre Le Grand*.
- COMTE DE BONNEVAL, *Mémoires*, Paris, 1806, 2 vol.
- LADY MONTAGUE, *Lettres*, Paris, 2 vol. 1891.
- VOLNEY, *Voyage en Syrie, en Palestine et en Egypte*, Paris 1787, 2 vol.
- VOLNEY, *Considérations sur la guerre actuelle des Turcs*, 1788, Paris, 1 vol.
- JUCHEREAU DE ST-DENYS, *Révolution de Constantinople*, Paris 1814, 2 vol.
- THARUTON, *Etat actuel de la Turquie*, 1812, Paris 2 vol.
- SAINT RENÉ TAILLANDIER, *Kara-Georges et Milosch, la Serbie au XIX^e siècle*,

CIMIBERT, *Essai historique sur la Révolution et l'indépendance de la Serbie*, 1855, 2 vol.

GERVINUS, *Insurrection et régénération de la Grèce*, 1863, Paris, 2 vol.

D'AUBIGNAC, *la Turquie nouvelle*, Paris, 1839, 2 vol.

PRINCE G. BIBESCO, *Roumanie*, 1829-1849.

HOURY, *de l'intervention européenne en Orient* 1843, Paris, 1 vol.

DESTRIKHES, *confidences sur la Turquie*, Paris 1855, 1 vol.

POUJOLAT, *La France et la Russie à Constantinople, la question des Lieux Saints*, Bruxelles 1858, 1 vol.

Ed. BAPST, *Les origines de la guerre de Crimée*, 1877, Paris, 1 vol.

GOURDON, *Hist. du Congrès de Paris*, Paris 1857, 1 vol.

UBICINI, *la question des principautés devant l'Europe*, Paris 1858, 1 vol.

A. SOREL, *La question d'Orient au XVIII^e siècle*, 1878, Paris 1 vol.

BARON DE TOTT, *Mémoires sur les Turcs et les Tartares*.

A. VANDAL, *une Ambassade française sous Louis XV, le marquis de Villeneuve*, Paris 1 vol.

BALLOT, *Histoire de l'insurrection crétoise*, 1868, Paris.

COLAS, *la Turquie en 1864*, Paris.

CHERTIER, *Les réformes en Turquie*, 1868, Paris.

DUC DE VALMY, *la Turquie et l'Europe*, 1867, Paris.

OSMAN BEY, *la Turquie sous Abdul-Aziz*, Bruxelles 1868.

BRUNSWICK, *la crise financière en Turquie*, 1874.

ALI-SUAVI, *Effendi, à propos de l'Herzégovine*, 1875, Paris.

GLADSTONE, *Bulgarian horrors and the question of the East*, 1876, Londres.

UBICINI, *La constitution ottomane*, 1879, Paris.

E. FORCADE, *Hist. des causes de la guerre d'Orient*.

SIR CHARLES ELIOT, *Turkey in Europe*, 1897.

E. FAZY, *Les Turcs d'aujourd'hui*, Paris 1898.

Ch. WOOD, *la Turquie et ses voisins*, Paris.

Ch. HECQUARD, *l'empire ottoman sous Abdul Hamid II*, 1901.

V. BÉRARD, *La révolution turque*, Paris 1909.

R. PINON, *l'Europe et l'empire ottoman*, Paris.

G. CHARMES, *l'avenir de la Turquie*, 1 vol. 1881.

MAX CHOUBLIER, *la question d'Orient depuis le traité de Berlin*, Paris 1899.

UBICINI, *Les Slaves de Turquie*, Paris, 1863.

LEJEUNE, *Ethnographie de la Turquie d'Europe*, Gotha 1861.

RICAUT, *Histoire de l'Eglise grecque et de l'église arménienne*, Paris 1892.

A. SCHOPOFF, *Les réformes et la protection des Chrétiens en Turquie, 1673-1904*, 1 vol. Paris, 1905.

BELIN, *Essai sur l'histoire économique de la Turquie*, Paris, 1865.

CHARLES MORAWITZ, *les finances de la Turquie*, 1902, Paris.

A. DU VELAY, *Essai sur l'histoire financière de la Turquie*, Paris, 1903.

ALBERT DUMONT, *Le Balkan et l'Adriatique*.

LUDOVIC DE CONTENSON, *les réformes en Turquie d'Asie*.

DEBIDOUR, *Hist. diplomatique*, Paris 1891.

SEIGNOBOS, *Hist. politique de l'Europe Contemporaine*, Paris 6^e éd. 1918.

UBICINI, *Lettres*, 2 vol. Paris, 1854.

X. HEUSCHLING, *l'Empire de Turquie*, Paris, 1860.

A. RUSTEM BEY, *la situation des Chrétiens en Turquie*, *Revue d'Orient et Occident*, mars 1922.

GEORGIADIS, *la Turquie actuelle*, Paris 1892.

MUNIR PACHA, *La Politique orientale de la Russie*, Laussane 1918.

R. DE DREUX, *Voyage en Turquie*.

M. D'OHSSON, *Tableau général de l'Empire ottoman*, Paris 1791.

OSMAN BEY, *les Jmans et les Derviches*, Paris 1881.

SAWAS PACHA, *théorie de Droit musulman*, Paris 1892.

E. SCROSOPPI, *l'Empire Ottoman au point de vue politique*, Paris 1875.

G. YOUNG, *Corps de droit ottoman*, Oxford 1905, vol. 7.

H11DBORN, *Droit public de l'Empire Ottoman*, Vienne
Leipzig, 1908.

S. HURGROMJE, *Le Droit musulman*, *Revue d'Hist. des
Religions*, Paris, 1896.

M. PERNOT, *la question turque*, Paris 1923.

TABLE DES MATIERES

Considérations préliminaires

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre I

La Religion Principe fondamental de l'Etat.

Considérations générales — Confusion de l'Eglise et de l'Etat — Prépondérance de la loi religieuse — Conséquences : entraves aux réformes ; influence et résistance des Ulémas ; imperia in imperio ou coexistence de plusieurs nationalités

Chapitre II

Affaiblissement du Pouvoir central.

Anarchie. — Démembrement de l'Empire ottoman

Chapitre III.

Détresse économique.

Etat déplorable de l'agriculture, de l'industrie
et des finances. — Les causes

DEUXIEME PARTIE

Chapitre Unique

La politique Impérialiste de la Russie.

La Russie et les Chrétiens de l'Empire Otto-
man. — Panslavisme. — La Russie provoque et
favorise la dislocation de l'Empire Ottoman
pour s'emparer de Constantinople
Conclusion
Bibliographie

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES

45, RUE DE MAUBEUGE - PARIS

- ATELIERS A TROYES (AUBE) -

